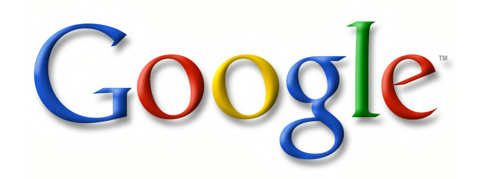
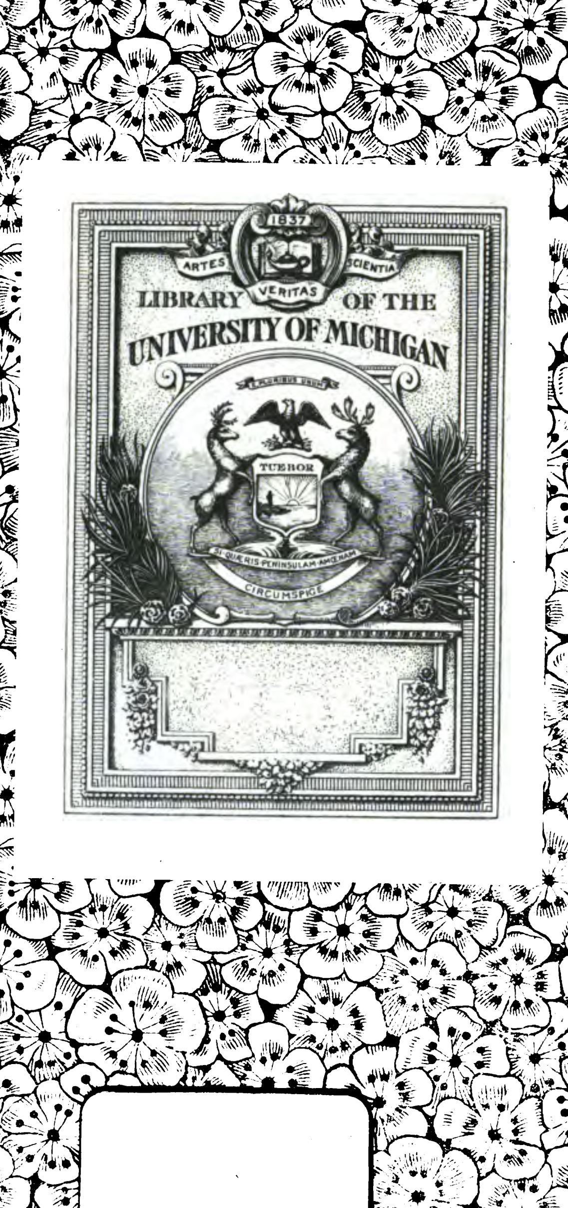
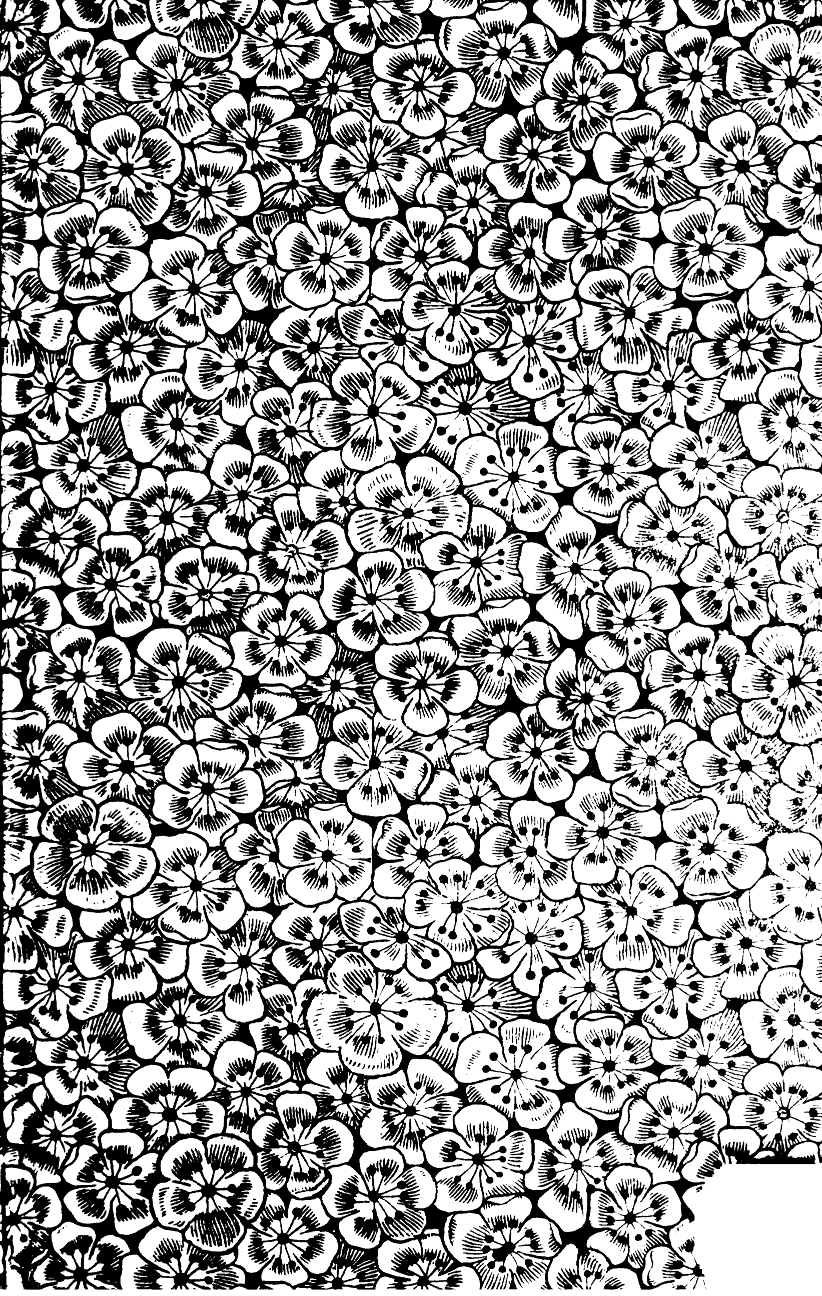



1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



L'ÉVOLUTION

POLITIQUE ET SOCIALE DE

L'ESPAGNE

OUVRAGES DE M. YVES GUYOT

La Science économique. — Un vol. de 600 pages, avec 67 graphiques, 2e édition........................ 5 »
Cartonné 5 75

Etudes sur les doctrines sociales du Christianisme. — Un vol. in-18 de 408 pages......................... 3 50

La prostitution. — Un vol. in-18 avec graphiques de 598 pages....................................... 3 50

La police. — Un vol. in-18 de 442 pages.......... 3 50

La morale. — Un vol. in-18 de 356 pages......... 3 50

La morale de la concurrence. — Une brochure in-18 de 60 pages.. 1 »

Lettres sur la politique coloniale. — Un vol. de 432 pages in-18... 4 »

La Tyrannie socialiste. — Un vol. de 272 pages.. 1 25

Les Principes de 1789 et le Socialisme. — Un volume de 280 pages.................................... 1 25

La Propriété, origine et évolution. — Réfutation de la thèse communiste de Paul Lafargue. — Un volume in-18, 500 pages................................ 3 50

L'Économie de l'effort. — Un volume in-18 de 400 pages... 4 »

La Comédie socialiste. — Un volume in-18 de 500 pages 3 50

Trois ans au ministère des travaux publics. — Un vol. in-18 de 266 pages............................ 3 50

L'Organisation de la Liberté...................... 0 50

Les Préjugés socialistes........................... 0 10

La revision du procès Dreyfus. Faits et documents juridiques. — Un volume in-8, 1898.............. 2 »

L'Innocent et le traître. *Dreyfus et Esterhazy.* Le devoir du garde des sceaux, ministre de la Justice. Plaquette in-12, 1898 .... 0 25

Les raisons de Basile. — Un vol. in-18, 1899..... 2 »

Châteauroux. — Imp. A. Majesté et L. Bouchardeau.

3.

YVES GUYOT

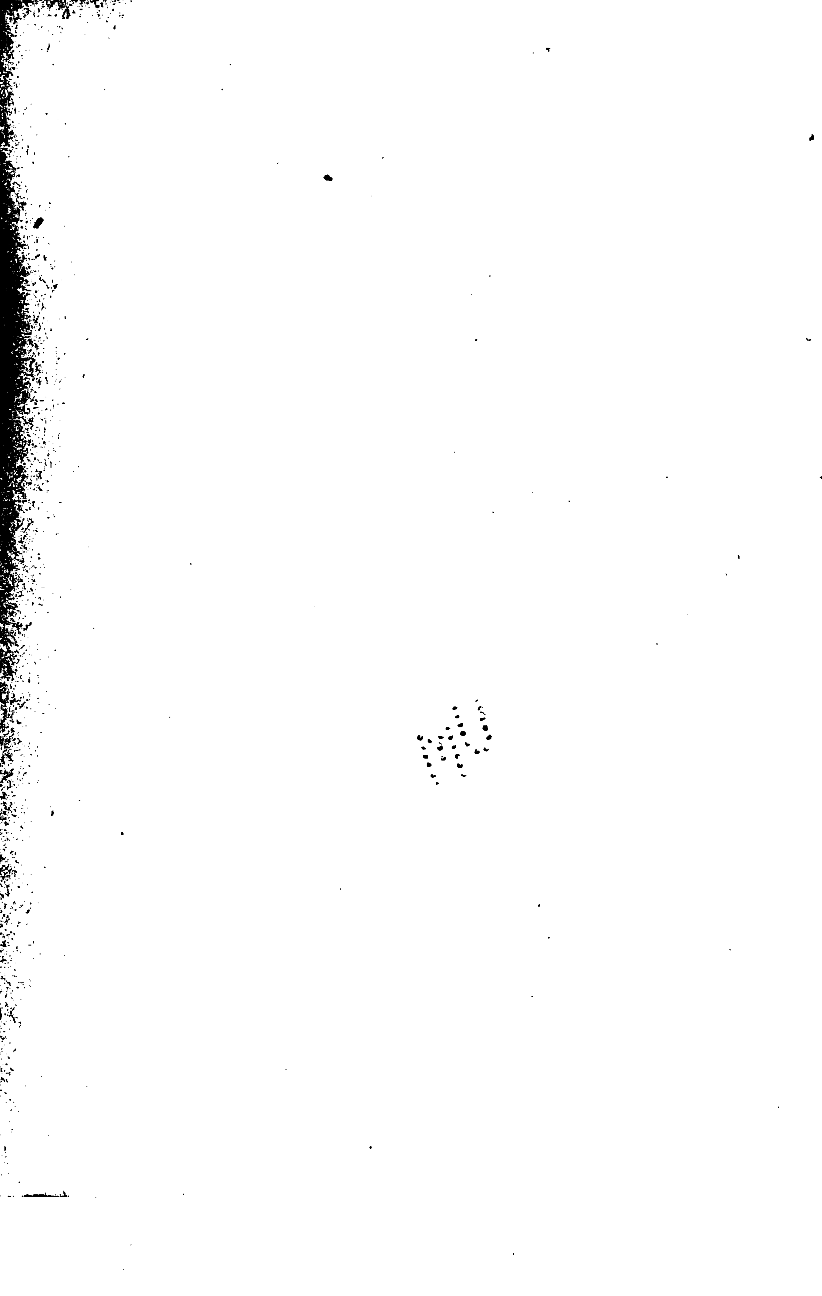
L'ÉVOLUTION

POLITIQUE ET SOCIALE DE

L'ESPAGNE

PARIS
BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1899



PRÉFACE

Faire un peuple fort avec des individus faibles : tel a été le problème que n'ont pas cessé de se poser les prêtres, les nobles et les rois qui ont gouverné l'Espagne.

Ils ont eu pour préoccupation dominante de diriger non des hommes, mais des moutons. Quiconque risquait une opinion individuelle était un ennemi, et devait disparaître. Afin que tous leurs sujets fussent frappés de la même empreinte, ils expulsèrent les Juifs et les Maures. L'Espagne aux Espagnols !

Encore les Espagnols devaient-ils être agglutinés dans la même foi. Le tribunal de l'Inquisition avait charge de maintenir cette

unité. Avec les plus formidables pouvoirs pour scruter les replis les plus secrets de la conscience humaine, il établit l'épouvante du silence sur chaque Espagnol, et paralysa tout esprit de libre recherche. Chacun vécut dans la dépression de la peur ; de la peur du surnaturel, entretenue et exploitée par les prêtres qui la partageaient eux-mêmes plus ou moins ; de la peur de la prison, de la torture, du bûcher auxquels pouvait être livré chaque individu, sur la dénonciation d'un adversaire, par des juges qui, enfermés dans le mystère, se faisaient un honneur et une vertu de leur férocité.

Nul n'osant penser et se diriger par lui-même, il en est résulté que les Espagnols ont montré une telle incapacité de se gouverner eux-mêmes que presque toujours, malgré leur farouche esprit d'exclusivisme, ils ont dû se résigner à la domination d'étrangers.

C'est à ceux-ci qu'ils ont également laissé prendre la direction économique de leur pays ; mais ils ne leur ont jamais pardonné, et ils continuent de ne pas leur pardonner de faire ce qu'eux-mêmes sont incapables de

faire. N'a-t-on pas entendu l'année dernière des libéraux espagnols parler avec amertume de l'exploitation de l'Espagne par les financiers français ?

Les efforts du despotisme religieux et politique, loin d'obtenir la paix de l'inertie, ont abouti à provoquer un état d'anarchie presque permanent. Les partis politiques ne discutent pas ; ils se battent. Incapables de réformes, ils ne sont capables que de révolutions, d'insurrections et de coups d'Etat. Les généraux espagnols gagnent leurs grades et leur fortune dans des guerres coloniales et dans des guerres civiles. En recherchant le pouvoir, ils n'ont point pour but de servir les intérêts généraux du pays, mais de l'exploiter à leur profit et à celui de leur clientèle. Ils pratiquent la politique de conquête à l'intérieur.

Chaque Espagnol méprise la concurrence économique : tous ont pour idéal d'acquérir la puissance et la richesse par la concurrence politique, et ils ont recours à sa plus violente expression : la guerre civile.

Dominés par les conceptions subjectives

du catholicisme, ils méprisent les réalités objectives : ils vivent dans une atmosphère peuplée de terreurs et d'illusions, en dehors de la réalité. Ils pensent selon les ordres de leur confesseur qui lui-même ne doit penser que selon l'ordre du pape, et ils rêvent aux épouvantes de l'enfer et aux délices du paradis au lieu de penser aux échéances de la vie réelle.

L'Espagne est le type le plus complet de la civilisation sacerdotale et militaire qui essaye de résister à la civilisation scientifique et productive. Les événements récents nous montrent où cette conception l'a conduite. Il n'est pas inutile d'en exposer les causes et les résultats, à un moment où des bandes d'antisémites et de nationalistes veulent modeler la France de Voltaire sur l'Espagne de Loyola.

Février 1899.

YVES GUYOT.

L'ÉVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE
DE
L'ESPAGNE

LIVRE PREMIER
PRONOSTICS

CHAPITRE PREMIER

LES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE[1]

Malgré nos formidables armées, le bruit que font les généraux et les États-Majors européens, la place qu'ils tiennent dans les journaux illustrés, dans les parades et dans les budgets, la civilisation moderne est de plus en plus organisée pour la paix.

On le voit bien par l'émotion que soulève la guerre qui menace d'éclater entre les États-Unis et l'Espagne.

1. *Le Siècle*, 22 avril 1898.

En dépit de la politique protectionniste qui cherche à isoler les peuples les uns des autres, leurs intérêts se pénètrent de plus en plus, ils s'enchevêtrent de telle sorte qu'aujourd'hui les menaces qui pèsent sur l'Espagne atteignent directement une part importante de la richesse de la France.

La dette publique de l'Espagne (en pesetas qui vaudraient un franc si elles n'étaient en papier), la dette publique de l'Espagne s'élevait en 1896 à :

	Pesetas
Dette extérieure	1.971.100.000
Dette intérieure remboursable	1.619.500.000
— — permanente	2.850.800.000
Total	5.941.400.000

Soit, en chiffres ronds, 6 milliards, exigeant un service d'intérêt de 315 millions.

Le *Stateman's year book*, en y ajoutant la dette du trésor de 811 millions dont 457 millions de dette flottante, estime le total de la dette à 7.700 millions de pesetas.

L'intérêt de la dette, comprenant 95 millions au compte des opérations de la guerre

de Cuba, s'éleverait à 4.196 millions de pesetas.

La dette de Cuba est de plus de 1.700 millions de francs, dont 250 millions sont dus au Trésor espagnol.

D'après M. A. Neymarck, qui a fait des études si complètes sur la statistique des valeurs mobilières, voici comment les valeurs financières et industrielles espagnoles se répartissent :

La valeur nominale des titres cotés à la Bourse de Paris, sans compter les obligations Cuba 3 0/0 et 5 0/0, représenterait un total nominal de plus de 2.900 millions ; la valeur réelle, d'après les cours cotés, déduction faite des titres amortis, serait d'environ 1.200 millions.

M. A. Neymarck estime que l'ensemble des placements effectués par la France en Espagne, tant en fonds publics qu'en valeurs de chemins de fer ou sociétés diverses, dépasse 2 milliards et demi, si même il n'atteint pas 3 milliards, pouvant se décomposer comme suit : 1 milliard à 1 milliard 1/2 en rentes ou fonds espagnols garantis par

l'État : 1.500 millions à 2 milliards en valeurs diverses, actions et obligations : c'est donc environ 125 à 150 millions par an que les capitalistes français doivent percevoir de leurs placements, en fonds espagnols et valeurs diverses.

Dans la dépréciation qui résulte des événements politiques, il y a lieu de distinguer entre les fonds du gouvernement espagnol et les valeurs des Compagnies de chemins de fer et des grandes Sociétés industrielles et minières, comme le Rio-Tinto, Tharsis, Escombrera, Pennaroya, etc.

Le change est de 56 0/0, c'est-à-dire qu'en échange de 100 francs en or français ou en billets de banque français on vous rend 156 francs. La dette extérieure est tombée hier à 32 fr. 50.

Voici l'importance du commerce français avec l'Espagne :

Pendant la période de 1887 à 1891, nos exportations en Espagne étaient, en moyenne, de 850 millions de francs, et nos importations de 870 millions. De 1892 à

1896, la moyenne est tombée à 707 millions pour les exportations et 748 pour les importations.

L'importation des vins, des minéraux, des laines, représente à peu près 75 0/0 ; nos principales exportations sont les tissus de soie, de laine, de bois communs, de produits chimiques, de tabletterie, de meubles et d'ouvrages en métaux et de machines.

Le blé est en hausse sur le marché de Paris. Il a dépassé 30 francs : et il est possible que la guerre augmente ce prix, et il viendra un moment où les consommateurs de pain se lasseront de payer un impôt privé aux propriétaires.

Cette hausse du prix du blé ne viendra point de ce que l'Espagne pourra interrompre les communications maritimes entre l'Europe et les États-Unis. Des imaginations promptes à grossir les périls ont déjà évoqué la guerre de course ; mais, bien que ni les États-Unis, ni l'Espagne, avec le Mexique, n'aient adhéré à la convention de 1856, pour faire la guerre de course il faut des corsaires.

Le dernier corsaire célèbre appartenait aux Sécessionnistes : c'était l'*Alabama*, que j'ai vu couler par le *Kerseage*, un beau jour d'été, en 1864, devant Cherbourg. Chaque fois qu'un corsaire se rencontrera avec un navire de guerre, il aura le même sort.

Un corsaire du temps de Jean Bart et Duguay-Trouin, même du temps de Surcouf, était facile à armer. Une barque ou un brick, un voilier, avec quelques canons et un équipage de loups de mer, se lançait à travers les mers à la rencontre de bâtiments de commerce qui, chargés, avaient toujours une vitesse inférieure.

Maintenant il faudrait des navires à vapeur ayant une vitesse supérieure à celle des paquebots, coûtant cher, en admettant qu'on en trouve de disponibles.

Les États-Unis n'ont pas d'intérêt à faire la course contre les navires espagnols, car ils ne sillonnent pas les mers. Ils ne sont qu'au nombre de 427 steamers, représentant 313,000 tonnes. Les navires à voiles représentent 172,000 tonnes.

M. Marcy, secrétaire d'État des États-Unis, dans la note du 28 juillet 1856, déclara que, si la propriété privée ennemie était respectée sur mer comme elle l'est en principe sur terre, les États-Unis renonceraient à la course.

Enfin, les États-Unis et l'Espagne ont accepté trois des règles de la convention de 1856 :

1° Le respect de la marchandise ennemie sous pavillon neutre ; 2° de la marchandise neutre sous pavillon ennemi ; 3° la nécessité du blocus effectif.

Par conséquent, les États-Unis et l'Espagne ont accepté le principe du traité de Paris que le pavillon couvre la marchandise, sauf la contrebande de guerre. Les États-Unis viennent de confirmer cette acceptation.

Il reste encore aux belligérants le droit de visite, leur permettant de s'assurer de la nationalité des bâtiments et de la nature de leur cargaison.

Voici comment se pratique cette formalité. Le navire de guerre, apercevant un

bâtiment de commerce, lui signale l'ordre d'avoir à hisser son pavillon, puis celui de donner son nom. Au moyen du *register*, le navire interpellant contrôle la réalité des deux déclarations, examine les dimensions du navire, etc. Si le résultat de ses investigations laisse un doute, un coup de canon oblige le bâtiment suspect à se laisser visiter ; s'il refuse, on le capture ou on le coule à coups de canon.

Si, au contraire, la visite du bâtiment se fait, la première question qui se pose est celle de savoir où commence et où finit la contrebande de guerre, en d'autres termes quelles sont les marchandises dont le transport peut ou doit être considéré comme contrebande. Pour les armes, les munitions, pour tout matériel de guerre proprement dit, il n'y a pas de doute.

Le charbon est maintenant considéré comme contrebande de guerre. l'Angleterre vient de le déclarer de nouveau à l'Espagne. Mais le fer, les vivres sont-ils contrebande de guerre? Ces questions sont livrées à la discussion des auteurs en temps de paix et à

l'appréciation des marins en temps de guerre. La jurisprudence ne s'établira que sur les faits accomplis.

Il ne faut pas se dissimuler que les hostilités dureront longtemps car la saison des pluies à Cuba s'étend de mai à octobre [1].

Les Espagnols pourront essayer de bloquer ou de bombarder quelques ports américains, et on se demande où ils trouveront les moyens de se ravitailler en charbon et en munitions ; ils ne pourront point porter de coups décisifs.

Il est donc probable que la guerre sera longue. Le gouvernement espagnol ne peut céder qu'après avoir épuisé toutes ses forces de résistance ; — il n'a pas seulement à craindre l'ennemi extérieur ; il a à craindre aussi la révolution intérieure.

Les États-Unis seront forcément vainqueurs. Pour eux, c'est une question de temps et d'argent.

1. Les Américains n'ont pas tenu compte de la saison des pluies. Cette audace a hâté la fin de la guerre, mais au prix de pertes nombreuses.

CHAPITRE II

LES FINANCES DES ÉTATS-UNIS ET LA GUERRE[1]

I

On a vu dans le compte rendu financier qu'à Londres les variations des Consolidés ne s'indiquent que par fraction. Il est à 109 7/8. La Banque de Londres a remonté son escompte. Mais elle ne paraît pas devoir atteindre les 5 0/0 auxquels on s'attendait.

A Paris, le 3 0/0 français a perdu près de 2 0/0 ; l'Italien près de 3 0/0.

L'Extérieure espagnole était à 61,60 fin janvier, à 59,75 fin février, à 49,25 fin

1. *Le Siècle,* 26 avril 1898.

mars ; elle oscille entre 32 et 33 francs.

Ceci, en passant, nous donne l'occasion de prendre sur le fait un préjugé économique que nous entendons répéter souvent. Les rentiers, surtout quand ils se sentent menacés d'une conversion, considèrent comme une ruine la baisse du taux de l'intérêt. Ils voudraient bien trouver un moyen pour le faire rehausser. Il n'y en a qu'un : c'est la destruction des capitaux eux-mêmes et le défaut de sécurité.

En ce moment, en achetant de l'Extérieure espagnole, ils ont une belle occasion de s'offrir du 12 0/0, 2.000 fr. de rentes pour 17 ou 18.000 francs. Y en a-t-il beaucoup qui soient tentés de profiter de cette occasion, et, s'ils n'en profitent pas, ne reconnaissent-ils pas, par cela même, que la baisse de l'intérêt est un signe de progrès économique ?

Cependant, si beaucoup de porteurs de nos rentes avaient trouvé un moyen protectionniste pour en augmenter le taux, ils y auraient certainement eu recours. Qu'ils ne disent pas que je les calomnie, car le phéno-

mène de la hausse du capital fixe est le même que celui de la baisse du prix des capitaux circulants : et que font les protectionnistes, sinon d'essayer de relever artificiellement cette baisse de prix qui est le signe le plus certain du progrès économique ?

II

Les journaux anglais du 20 avril ont publié une interview d'un diplomate espagnol anonyme, mais, paraît-il, important, dans laquelle il tranchait la question financière. Cet hidalgo a la désinvolture d'un Grec : « On a pour dernière ressource, dit-il, de suspendre les payements de la dette. »

Quant à la solde des soldats, nul embarras. « Il y a un an que les soldats espagnols à Cuba n'ont pas touché un sou de gage... Ce n'est rien. Le soldat espagnol reçoit sa nourriture et ses vêtements. » Le diplomate affirme qu'on lui remet le gage arriéré quand il quitte le service et qu'il est enchanté de

ce système, que les soldats des nations riches n'ont cependant jamais réclamé.

La vérité est que l'Espagne commence la guerre avec un trésor vide et un crédit épuisé.

Les billets de la Banque d'Espagne avaient une couverture de 45 0/0 dont moitié en or; il n'y a pas eu d'émission de papier-monnaie en dehors d'eux : le change sur Paris n'en est pas moins monté à 72 0/0; le cours forcé l'élèvera encore : la planche aux billets fonctionnera, et l'Espagne sera inondée de papier.

Cette menace a atteint les chemins de fer :

Le Nord de l'Espagne première série a baissé de 207,50 à 182; le Saragosse première hypothèque de 276 à 258.

Et cependant je vais paraître dire un paradoxe, et toutefois ce sera une vérité :

— La perte de Cuba sera favorable à la situation financière et économique de l'Espagne. En vérité, cette perspective ne devrait pas produire une baisse de fonds espagnols, mais une hausse.

Je le prouve en deux mots : L'Espagne a

dû faire une guerre de dix ans, de 1868 à 1878, pour maintenir Cuba sous sa domination; depuis trois ans, elle est encore en guerre avec ces sujets toujours révoltés. Elle y a consacré des hommes par centaines de mille ; elle y a dépensé une centaine de millions, et en s'y ruinant elle a ruiné cette colonie.

Si, par impossible, elle était victorieuse, Cuba ne serait qu'une charge écrasante pour elle. Les plus sincères amis de l'Espagne, soit par intérêt, soit par sentiment, ne peuvent que souhaiter pour elle que l'indépendance de Cuba soit proclamée le plus tôt possible.

Cuba ne peut rien perdre à être séparée de l'Espagne. On voit, au contraire, nettement, non seulement qu'elle y gagnera, mais ce que l'humanité y gagnera, puisque un épouvantable foyer de guerre civile sera éteint.

III

Cuba est chargée d'une dette de près de deux milliards qui lui a été imposée par l'Espagne. Ce n'est pas le rachat, c'est le payement de sa servitude.

Etant donné ce caractère, cette charge fait partie de la dette espagnole, quel que soit le sort futur de Cuba. Les bons cubains ont baissé de 50 0/0 ; ils se capitalisent actuellement au taux de 20 0/0. La situation de cette dette sera réglée le jour de la signature de la paix ; Cuba pourra peut-être en accepter une partie comme prix de sa délivrance; mais elle ne pourrait le faire que si la guerre ne durait pas trop longtemps et ne l'épuisait pas trop.

IV

Il n'y a nulle comparaison à faire entre la situation des États-Unis, avec leurs 71 mil-

lions d'habitants, leurs ressources agricoles et manifacturières, et celle de l'Espagne, avec ses 18 millions d'habitants.

Cependant la situation financière des États-Unis n'est pas fort brillante. Le 4 0/0 *United States,* remboursable en 1907, était à 116 il y a un mois: il est à 108.

Les valeurs de chemins de fer américains ont perdu 6 0/0.

Les Américains ont été dominés par l'esprit protectionniste, aussi, eux, comme l'Espagne, et il les a conduits à des folies qu'il n'est pas inutile de rappeler.

Ils s'étaient trouvés dans cette heureuse situation qu'après avoir amorti leur dette résultant de la guerre de la Sécession ils ne savaient plus que faire du revenu que leur donnaient leurs douanes. Il y aurait eu un moyen bien simple: c'eût été d'en diminuer ou d'en supprimer les tarifs. Mais, au contraire, les protectionnistes voulaient les augmenter.

Alors, pour utiliser ces ressources, on prit une mesure socialiste: on fit des rentiers aux frais de l'État. Le prétexte ? La guerre

de la Sécession, et en vertu de la loi de juin 1890, qui doubla le nombre des pensionnaires, le budget fédéral supporte une charge de plus de 700 millions de pensions payées à plus de 900,000 personnes, anciens soldats, veuves ou enfants, des combattants d'une guerre terminée il y a 32 ans!

Ce fonds avait une double fin : il servait de justification aux tarifs protectionnistes et de moyen de corruption électorale. Des candidats promettaient des rentes ; dans son message du 15 mars 1897, M. Mac Kinley ne trouvait pas encore cette générosité suffisante et parlait du « paiement rapide de pensions libérales ».

Mais le budget américain avait une autre charge tout aussi dangereuse, destinée à protéger les propriétaires des mines d'argent. Pour donner une valeur factice à leur produit, la loi Sherman, du 14 juillet 1890, obligeait le Trésor à se charger tous les mois de 4 millions 1/2 d'onces d'argent, avec une émission correspondante de « greenbacks » ayant force libératrice.

Toutes ces mesures combinées ont abouti

à la crise de 1893, qui a été aussi grave pour les États-Unis que celle de 1837. Ils auraient abouti à un effondrement, si M. Cleveland n'avait pas forcé les Chambres à abolir la loi Sherman[1].

Mais les budgets ne cessent pas de se régler en déficit : 350 millions de francs en 1893-94, 215 millions en 1894-95 ; 126 en 1895-96 ; 90 en 1896-97. Au mois de janvier on estimait que le déficit pour l'année fiscale 1897-1898 finissant au 30 mai 1898 serait de 140 millions de francs.

De février 1894 à février 1896, le gouvernement américain a emprunté 262 millions de dollars, 1,300 millions de francs, pour rembourser les greenbacks.

Le capital de la dette actuelle des États-Unis s'élève à 9.085 millions de francs.

L'*Investor's review* estime que le gouvernement des États-Unis trouvera facilement à emprunter en Amérique 26 millions de livres sterling (650 millions de francs), mais que s'il a besoin de sommes supérieures, et si la guerre dure longtemps, il devra s'adresser

1. Arthur Raffalovich, *Le marché financier*, 1893-1894.

au marché de Londres, le seul capable de lui venir en aide. Dans ce cas, il est probable que le gouvernement américain devrait renoncer à certaines dispositions de sa politique protectionniste, tout spécialement dirigée contre l'Angleterre. Cette question ne se pose pas immédiatement, mais on peut l'envisager dans l'avenir.

V

Les Américains doivent comprendre le tort qu'ils ont eu de se livrer à leurs fantaisies protectionnistes et électorales. Ils ont gâché des milliards en pensions corruptrices, qui ont habitué des centaines de mille personnes à attendre leurs moyens d'existence de la munificence du budget. Ils en ont gâché d'autres à vouloir donner une valeur factice à un produit déprécié : l'argent.

Aujourd'hui, ils ont la guerre ; ils sont nombreux, forts, énergiques, mais ils la commencent à découvert, avec un budget en déficit. Si au lieu de se trouver en conflit

avec un peuple dont les ressources et le crédit sont précaires, ils se trouvaient en face d'une nation comme l'Angleterre, ce serait une débâcle pour eux.

Quand nous combattons le socialisme d'État, les fantaisies ruineuses auxquelles il aboutit, le protectionnisme, ce n'est pas seulement le point de vue de notre politique intérieure qui nous préoccupe, c'est encore notre sécurité extérieure. Les événements qui se passent entre l'Espagne et les États-Unis devraient donner quelque prudence à tous les hommes qui ne croient pas qu'il suffit de crier : Vive l'armée ! et vive Esterhazy ! pour nous assurer l'avenir de la France.

LIVRE II

LA RACE LATINE

CHAPITRE UNIQUE

LA RACE LATINE[1]

I

Prendre des mots pour des choses, se payer de mots, disputer sur des mots, telle est l'histoire de toutes les aberrations intellectuelles de l'homme. Il y est poussé par deux tendances contraires : le besoin de certitude, la paresse de la recherche.

Alors il englobe tout un ordre de phénomènes plus ou moins connexes dans un mot

1. *Le Siècle*, 3 mai 1898.

plus ou moins précis ; il y enferme des êtres de toutes sortes, et, une fois qu'il a pris l'habitude de répéter ce mot à lui-même et aux autres, il n'observe plus les faits ; il ne croit plus qu'au mot ; il se décide sur ce mot et il réfute par ce mot quiconque ose n'être pas de son avis.

Depuis quelque temps, les journaux parlant de la guerre hispano-américaine répètent :

— C'est la lutte de la race latine et de la race anglo-saxonne.

Les uns ajoutent :

— Nous sommes des Latins : nous sommes donc solidaires des Espagnols : ils doivent avoir nos sympathies.

Les autres ajoutent, en prenant des airs de Jérémie :

— Les races latines sont condamnées à disparaître devant les races anglo-saxonnes.

Ils citent alors le roman de M. Demolins et ils croient avoir dit quelque chose de profond.

— Mais vous qui parlez de la race latine et de la race anglo-saxonne, veuillez donc

suivre le conseil que ne cessait de répéter Voltaire: « Définissez les termes! » Dites-nous d'abord ce que vous entendez par ce mot « race ».

A cette question, la plupart resteront muets ou répondront par d'autres mots qui n'expliqueront rien: l'observateur aura une fois de plus la preuve que beaucoup de personnes répètent des mots en leur donnant une signification qu'ils n'ont pas.

II

L'homme a besoin, pour se reconnaître dans les faits qu'il emmagasine, de faire des classifications. Nous cataloguons les phénomènes, comme les ménagères rangent leur linge dans des armoires.

Quels sont les caractères ethniques à l'aide desquels on a essayé de séparer l'humanité en races distinctes? Abel Hovelacque a énuméré les divers systèmes essayés dans l'article « Races » du *Dictionnaire des Sciences anthropologiques*. On a tenté d'établir des

classifications ethniques sur un seul caractère, et on aboutit à des confusions complètes. Les cheveux? Mais les peuples européens et les peuples dravidiens ont des cheveux lisses et bouclants. La taille? Mais alors les Patagons, les Cafres et les Scandinaves sont de même race. La couleur de la peau? Blancs, jaunes, noirs : cela paraît très simple, mais parmi les jaunes il y a des blancs très caractérisés ; les uns ont la face ovale comme les Yakouts, les Tatars de Kazan ; d'autres l'ont arrondie comme les Ostiaks ; les uns ont les yeux bridés, d'autres non. Parmi les noirs, les uns ont le crâne allongé, d'autres arrondi. L'indice céphalique, l'indice orbitaire ne suffisent pas non plus à établir une caractéristique ethnique.

La classification du D[r] Topinard est basée sur le groupement de cinq caractères : l'indice nasal, la nature des cheveux, l'indice céphalique, la couleur, la taille. Il aboutit à distinguer dix-neuf races, mais, après avoir cité quelques rapprochements imprévus, Hovelacque conclut : « Est-ce à dire que l'indice nasal, la nature des cheveux, la cou-

leur de la peau, la taille ne distinguent pas les races humaines les unes d'avec les autres ? Non, certes ; mais, entre les différents caractères, la concordance n'existe pas ! Les classifications n'ont point de réalité et ne répondent pas à des catégories précises ; prétendre systématiser un ensemble de caractères, cela est une chimère et un jeu puéril. » Ceux qui parlent de « race latine » seraient bien aimables d'indiquer l'ensemble des caractères auxquels ils la reconnaissent.

III

Pourquoi les journalistes et les hommes du monde qui parlent de « race latine » supposent-ils que les Français appartiennent à cette race ? Est-ce parce que César a conquis la Gaule ? Mais alors les Indiens du Mexique et du Pérou seraient des Espagnols.

Lagneau, dans son *Anthropologie de la France,* parue en 1879, et G. de Mortillet, dans la *Formation de la nation française,*

parue en 1897, sont d'accord pour montrer le peu d'influence qu'a eue, au point de vue ethnique, la conquête romaine.

Les Romains ont conquis la Grèce, l'Égypte, l'Espagne. Ces pays ont été plus longtemps que la Gaule sous leur domination : chacun de ces pays a gardé son caractère ethnique particulier, qui s'est maintenu après l'occupation. Parce que les Anglais occupent l'Inde depuis deux siècles, dira-t-on que les Indoustani sont des Anglo-Saxons? Ce ne sont point quelques milliers de soldats, si séduisants et si conquérants qu'ils soient auprès des femmes des vaincus, qui suffisent à transformer une race. Les enfants qu'ils procréent ne sont pas de la race pure du père. Ce sont des métis.

L'influence romaine, sous le rapport de la langue, des mœurs, des coutumes, du vêtement, des lois, de la religion, a été rapide et profonde; mais l'influence anthropologique a été presque nulle.

Langue et race sont loin d'être synonymes et même analogues. M. G. de Mortillet cite deux exemples bien frappants de ce fait : la

Bretagne française se partage en deux parties à peu près égales comme étendue. Toutes les deux se composent de deux types bien distincts : l'un grand, blond, à visage ovale ; l'autre plus petit, brun, à figure carrée, à pommettes saillantes. Dans la portion la plus occidentale on parle le breton, langue de la branche celtique : dans la portion orientale, on parle le français, langue se rattachant à la branche italique. Chacune des deux langues est donc parlée par deux races différentes.

Il est vrai que ces deux langues appartiennent à la famille indo-européenne ; mais voici un autre exemple emprunté au basque qui, au lieu d'être une langue à flexion, est une langue agglutinante. Le basque est parlé dans les Pyrénées, au sud-ouest de la France et au nord de l'Espagne. Mais, en France, les Basques sont brachycéphales (têtes rondes) ; en Espagne, dolichocéphales (têtes longues). Ils ont donc des caractères ethniques opposés.

Peut-on dire que le peuple romain représentait une race latine ?

Il a pour principaux éléments les Etrusques dolichocéphales, que Stickel, Chavée, Prunier Bey, rattachent aux peuples syro-arabes, plus ou moins parents des Phéniciens, et la race sabellique, à crâne euricéphale (large tête), à front bas, très large, caractérisé par une ossature courte et massive. Mais le peuple romain comprenait encore des éléments ethniques multiples : les Ligures, les Sicules, les Ombres, les Grecs, ceux-ci mélange de Pélasges et d'Hellènes. Ses légionnaires appartenaient à toutes sortes de races. Ils ont eu beau y mettre toute l'ardeur possible : ils n'ont pu transformer les populations multiples de la Gaule en race latine.

M. G. de Mortillet remarque que, d'après les descriptions que nous ont laissées les auteurs anciens, Polybe, Tite Live, les Gaulois et les Germains sont de grands blonds aux yeux bleus. Ils formaient une population guerrière, la seule qu'aient aperçue les historiens. Mais, à côté de ces populations actives et dominatrices, il y avait une population attachée au sol agricole, qui se ratta-

che à l'homme dolichocéphale de la race de Laugerie. Celui-ci, d'après M. de Mortillet, après la période glaciaire, se trouva en contact avec des brachycéphales envahisseurs, ayant des animaux domestiques et des notions agricoles. « C'est ce mélange, dit M. de Mortillet, qui a formé le fond de la population française. »

Ni les uns ni les autres ne constituent la race latine.

Sans remonter si loin, M. Lagneau avait montré que la population française était formée des éléments ethniques les plus divers : Celtes, Aquitains, Ligures, Galates, Kimmériens, Belges, Francs, Goths, Burgundions, Saxons, Normands, Phéniciens, Juifs, Sarrasins, Maures, Grecs, Romains.

Quant aux Espagnols, la plus grande quantité sont des Ibères, dolichocéphales, se rattachant au type dit le Cro-Magnon.

M. le Dr Lagneau conclut sa savante étude sur l'*Anthropologie de la France* en faisant justice de la théorie des races latines. Parce que les Français, les Portugais, les Espagnols, les Valaques, ont conservé des lan-

gues dérivées du latin, les peuples ne sont nullement de race latine. A peine y trouverait-on quelques gouttes de sang latin lui-même fort mêlé. M. Lagneau ajoutait :

« Cependant, sur cette analogie linguistique, mais nullement ethnologique, repose uniquement cette théorie des races latines et le panlatinisme, concernant les peuples du sud-ouest de l'Europe et de nombreuses colonies, c'est-à-dire de la France, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, d'une partie de la Suisse et de la Belgique, du Canada, de la plupart des possessions de l'Amérique centrale et méridionale, etc. Le panlatinisme n'a fait son apparition sur l'horizon de la politique européenne que lorsque les gouvernants des principaux États allemands et slaves ont pensé trouver dans les théories analogues du pangermanisme et du panslavisme de puissants mobiles pour entraîner leurs peuples à des guerres de conquête. »

Si ces théories n'étaient que vaines, on pourrait les dédaigner, mais elles ont prouvé qu'elles sont dangereuses. La théorie de la race latine est encore plus fausse

que les autres. Il n'y a, ni en France ni en Espagne, de race latine. Les Français et les Espagnols n'ont point de type commun. Ce n'est donc point un lien de parenté qui peut déterminer notre conduite dans les conjonctures actuelles.

LIVRE III

LES PHILIPPINES ET CUBA

CHAPITRE PREMIER

LES PHILIPPINES[1]

I

Les Philippines forment un groupe d'îles dont la superficie est évaluée par le ministère de la marine espagnole à 345,000 kilomètres carrés et par d'autres publications à environ 295.000 kilomètres carrés. Cette superficie représente un peu moins des trois cinquièmes de celle de l'Espagne.

Formant la partie septentrionale du grand

1. *Le Siècle*, 5 mai 1898.

archipel de l'Asie orientale, elles sont comprises entre les 4° et 21°30' latitude nord. Quoique placées sous le climat torride, elles ont une bonne réputation de salubrité. La saison humide s'étend de juin à novembre. Ces îles contiennent une population dont les évaluations varient de 7 à 10 millions d'habitants. On n'y compte qu'environ 15,000 Espagnols, dont 4 ou 5,000 créoles, quelques centaines d'Anglais et d'Américains, environ 100,000 Chinois, qui ont absorbé non seulement le petit commerce, mais qui sont devenus les intermédiaires entre les producteurs de sucre et les exportateurs.

II

La Pérouse exagérait quand il appelait Manille la meilleure position commerciale du monde entier ; mais elle commande toutes les routes de navigation entre le détroit de la Sonde et l'estuaire du Yantze Kiang (Shangaï).

Cette ville, avec ses 154.000 habitants, n'a

pas de chance; elle fut en partie détruite par un tremblement de terre en 1863, fortement éprouvée par un nouveau tremblement de terre en 1880. En 1896 un incendie réduisit en cendres 4.000 maisons.

Située dans une région d'une richesse admirable, qui produit du sucre, du chanvre, du café, des qualités exquises de tabac, des épices, des bois précieux, possédant des mines d'or non exploitées, elle n'a pas reçu tout le développement qu'elle aurait pu atteindre. Des droits de sortie frappent tous les objets exportés; l'Espagne ayant voulu se réserver, ici comme dans toutes ses colonies, le monopole du commerce, écrase les produits étrangers de droits exorbitants allant jusqu'à 100 pour 100.

Malgré tous ses efforts, le commerce des Philippines, qui s'est élevé en 1896, d'après des publications non officielles, à 54 millions et demi de francs pour les importations et à 104 millions pour les exportations, se répartit de la manière suivante : Importations : 34 0/0 pour l'Angleterre; 21 0/0 pour Hong-Kong et Amoy; 10 0/0 pour Singapour et les

Indes anglaises, soit 87 0/0. En dépit de ses tarifs, l'Espagne ne retient que 13 0/0!

Ces chiffres devraient donner à réfléchir aux Français qui comprennent la politique coloniale comme les Espagnols.

Il n'y a qu'une seule ville importante après Manille : Ilo-Ilo, située auprès du détroit de Guimaras. Sept ports seulement sont ouverts au commerce étranger ; trois dans Luçon : Manille, Legaspi et Sual ; quatre dans les îles du Sud : Tarloband, Ilo-Ilo, Cébu, et Jolô.

L'île de Jolô est devenue espagnole en 1876 ; les Espagnols y ont fait leur œuvre habituelle : elle est complètement ruinée.

III

Les indigènes des Philippines sont soumis à une taxe de capitation de 7 fr. 50 pour tous les individus des deux sexes âgés de 16 à 60 ans. Les hommes sont en outre assujettis à des corvées qui, de qua-

rante jours, ont été réduites à quinze jours en 1883, et dont ils peuvent se racheter moyennant 15 francs.

Les Chinois payent une taxe de 37 fr. 50. Ils peuvent à peu près s'en affranchir, s'ils abandonnent le commerce pour la culture ; mais ce dégrèvement n'en séduit qu'un très petit nombre. Les Européens sont affranchis de toute taxe de capitation, mais sont astreints à un impôt sur le revenu de 10 0/0, qui, du reste, n'est pas perçu. On s'abonne, et les habiles savent obtenir des prix doux.

Les notables des pueblos sont responsables des impôts indigènes. Ils passent pour s'enrichir au lieu de se ruiner dans cette fonction gratuite et d'aspect onéreux. Ils rejettent l'impopularité de l'impôt et des vexations qu'ils exercent sur les Espagnols pour qui il est perçu.

IV

Les Espagnols n'ont jamais su pratiquer que l'exploitation politique de leurs colonies par des généraux et des prêtres.

Le gouverneur général des îles Philippines est toujours général. Il réunit tous les pouvoirs et est « vice-patron de l'Église ».

L'exercice public de tout autre culte que le culte catholique est interdit. Une partie du tribut est destinée à l'entretien du clergé, qui perçoit un autre impôt nommé *Pié de altar*, parce qu'il est payé au pied des autels.

M. Tarrida va même jusqu'à prétendre que les prêtres et moines toucheraient aux Philippines 113 millions de francs, quand l'État n'en toucherait que 66.

En dehors du clergé séculier, il y a, outre les jésuites, quatre principaux ordres de moines établis aux Philippines : les Augustins, les Dominicains, les Franciscains et les Récollets : le tout représentant environ 1,500 Espagnols.

Voici la critique de ce gouvernement, telle qu'un Espagnol (probablement Castelar) l'a faite à M. Charles Benoist *(l'Espagne, Cuba et les États-Unis)* :

« Depuis le XVIe siècle, depuis Magellan, Elcano et Legazpi, nous n'avons point aux Philippines changé de gouvernement. Constamment, depuis 300 ans, nous avons voulu gouverner cette colonie avec des soldats et des moines. Nous y avons fondé une sorte de féodalité à la fois militaire et théocratique ; et contre elle, enfin, s'est dressée la franc-maçonnerie, si bien qu'il n'y a plus dans l'archipel, européens ou indigènes, que les loges et leurs adeptes, en face des ordres et de leurs fidèles...

» Qu'envoyons-nous aux Philippines ? Des moines d'abord, et qui sont insatiables, qui sans cesse importunent la reine. « Madame, que Votre Majesté veuille bien nous donner ceci et, par grâce, y ajouter cela ! » Elles ont trouvé le moyen, les missions des Philippines, de se faire loger à l'Escurial. Et puis, après les moines, les francs-maçons ; et par là-dessus un régime militaire : des généraux

qui sont tantôt les serviteurs des frères, tantôt les compagnons de la secte, et qui, selon qu'ils sont l'un ou l'autre, favorisent outrageusement ou les ordres ou les loges. »

S'il y a des francs-maçons aux Philippines, si on y a introduit le code civil espagnol qui est basé sur le principe de l'égalité de tous devant la loi, les moines ont une autorité illimitée au spirituel. Si l'enseignement est obligatoire, il n'est dirigé que par des prêtres. Ce sont des dominicains qui enseignent une médecine primitive et initient les sages-femmes à l'obstétrique. La censure défend l'importation des œuvres littéraires et scientifiques. En 1882, on a par mesure spéciale interdit ces deux livres révolutionnaires qui s'appellent *Paul et Virginie* et la *Chaumière indienne*, de Bernardin de Saint-Pierre !

Les journaux sont soumis à la censure ecclésiastique.

V

En face des moines se trouveraient 180 loges maçonniques comprenant 25.000 initiés. Leur organisation remonterait aux environs de 1860. Aux Philippines, tous les Espagnols étaient appelés « chrétiens », tous les étrangers des « juifs ». On voit que les antisémites français n'ont rien inventé. Beaucoup de ces « juifs » étaient francs-maçons, affiliés aux loges de Singapour, de Hong-Kong, de Java et de Macao. Les Espagnols considéraient qu'ils conspiraient contre eux. Deux officiers de marine : Malampo et Mendez Mussez, francs-maçons eux-mêmes, voulurent opposer une loge espagnole aux loges étrangères et fondèrent à Cavite « la Première lumière des Philippines ».

Après 1868, des convois de déportés pour participation aux guerres civiles arrivèrent aux Philippines : les carlistes furent accueillis par les ordres religieux ; les fédéralistes,

cantonalistes, et les socialistes par les francs-maçons. La loge créée appartenait au rite portugais et était dirigée contre les ordres monastiques ; une nouvelle loge, appartenant au rite écossais, réunit les étrangers et les indigènes Tagals. La franc-maçonnerie serait devenue alors le Katipunam, association « qui se proposerait de secouer le joug des moines et de l'Espagne, inséparablement, indissolublement unis dans une même haine », dit M. Charles Benoist.

VI

Le complot devait éclater le 15 août 1896. Il fut révélé par une vieille Malaise catholique qui alla se confesser au monastère d'Imus. « A son retour, dit Tung-Tao, un des chefs de la révolte, elle nous avoua sa trahison et nous demanda la mort. Nous la tuâmes, et, laissant son cadavre en pâture aux animaux sauvages, nous donnâmes à nos hommes le signal attendu. »

Ils s'emparèrent du couvent, pendirent et

noyèrent leurs prisonniers, découpèrent en morceaux le confesseur de la vieille femme ; et alors commença une lutte où les combattants écorchaient vifs et brûlaient vivants leurs captifs réciproques [1].

Mille hommes des troupes indigènes firent défection ; le gouverneur général, Blanco y Erenas, était assiégé dans Manille : naturellement, on le destitua, et il fut remplacé par Polavieja, que ses exécutions, pendant la guerre de Cuba, de 1868 à 1878, avaient rendu célèbre. Les rebelles possédaient toute la province de Cavite. Il les battit le 17 octobre à Nasug, le 10 novembre à Novaleta, le 2 janvier 1897 à Bulacau, où leur général, Eusebro, fut tué, s'empara de Silang le 18 février, de Salitrau le 9 mars. Le général Polavieja fut remplacé le 29 mars par le général Primo Rivera, et le retour du général à Madrid ouvrit une crise politique qui rejeta le parti libéral dans l'opposition révolutionnaire.

Le général Primo Rivera donna à son tour

1. *Les Inquisiteurs d'Espagne*, par Tarrida del Marmol, 1897.

sa démission le 23 octobre, mais fut renommé.

VII

L'insurrection écrasée, l'Espagne a parlé de réformes? Mais quelles réformes? Le *statu quo* n'est pas possible, et beaucoup de ceux qui prononcent ce mot-là entendent par là un mouvement de réaction.

Les indigènes ont identifié dans leurs haines les moines et l'Espagne, et l'Espagne, dominée par ses moines, ne peut que les soutenir.

Elle se trouvait en face de ce problème insoluble au moment où l'amiral Dewey détruisait la flotte à Cavite et devenait le maître à Manille.

Les journalistes français qui, sous prétexte d'une illusoire parenté latine avec les Espagnols, ne cessent de prédire la défaite des Américains, considèrent comme insignifiante la bataille de Cavite. Ils s'inquiètent de savoir comment l'amiral américain se ravitaillera de charbon. Ils ignorent qu'une

marchandise n'est contrebande de guerre que par le fait du transport et du risque qu'elle fait courir au transporteur. Comme il n'y a pas en ce moment un navire espagnol aux environs de Manille, tous les cargo-boats peuvent venir tranquillement de Hong-Kong, de Macao, de Singapour, apporter du charbon à la flotte américaine.

D'après les chiffres officiels, il y avait 19,000 hommes de troupes dans les Philippines; mais, parmi eux, on compte des troupes indigènes, des gardes civils dont la fidélité est plus ou moins fragile. La répression de l'insurrection n'a point réconcilié les Tagals avec les Espagnols, et l'occasion est trop belle pour qu'ils la laissent échapper.

Supposons que les États-Unis ne veuillent pas ou ne puissent pas conserver les Philippines, l'Espagne peut-elle les conserver de son côté?

Les États-Unis vont-ils tout simplement se retirer et laisser la place libre aux Espagnols pour assurer de nouveau la fructueuse exploitation des Philippines par leurs 1.500 moines?

On peut considérer dès maintenant que

les Philippines sont perdues pour les Espagnols.

Nous assistons de nouveau au conflit des peuples qui ont la politique de la porte fermée et de ceux qui ont la politique de la porte ouverte.

Même ceux qui ferment la porte chez eux, comme la Russie, ouvrent celle de la Chine. Les États-Unis, protectionnistes chez eux, ouvrent la porte fermée des Espagnols.

Un de nos amis nous écrit de Londres qu'actuellement on y parle beaucoup d'une ligue anglo-américaine-japonaise en faveur de « la porte ouverte ». Manille serait une des escales de cette politique, dont le triomphe est assuré dans l'avenir.

La chute de l'Espagne affirme cette évolution progressive. M. Méline et ses amis ne le comprennent pas : tant pis pour la France ! malheur à elle si elle ne profite pas de l'effrayante expérience à laquelle elle assiste en ce moment !

CHAPITRE II

CUBA[1]

I

Cuba, dite la perle des Antilles, a une longueur de 1.450 kilomètres de la pointe Maisi au cap San Antonio, un développement total de côtes de 3.500 kilomètres, et, avec les îles qui l'entourent, une superficie de 118.000 kilomètres, supérieure à celle du Portugal et représentant plus du quart de l'Espagne.

La partie occidentale s'appelle Basse-Terre, vuelta de Abajo ; la partie orientale, qui contient la chaîne de la sierra Maestra,

1. *Le Siècle*, 8 mai 1898.

s'appelle vuelta de Ariba. C'est cette partie qui est le centre de résistance des insurrections.

En 1894, la population de l'île était évaluée à 1.634.000 habitants dont 65 0/0 de blancs et 35 0/0 de noirs plus ou moins purs.

Comme toutes leurs autres colonies, Cuba démontre l'aptitude des Espagnols à la destruction. Quand Christophe Colomb y aborda, Cuba était peuplée de populations douces et nombreuses ; les Espagnols se mirent en devoir de les torturer et de les massacrer pour obtenir d'elles des richesses et convertir leurs âmes. Ils inspiraient une telle horreur qu'en 1515, le cacique Hatuci refusa, au milieu des tortures, de se laisser baptiser, de peur de les retrouver dans l'autre monde. En 1532, d'après un rapport officiel, il ne restait plus que 4.000 indigènes.

Les Espagnols s'aperçurent alors qu'il fallait remplacer les populations qu'ils avaient exterminées. Ils importèrent des nègres.

La traite fut abolie officiellement en 1820 ; mais, quoique l'Angleterre eût payé dix

millions pour l'abolition de la traite, Cuba continua d'importer de 30 à 60 chargements de nègres par an. On évalue à 500.000 le nombre des nègres importés depuis cette époque. Ce n'est qu'en 1880 que la loi décréta l'abolition graduelle de l'esclavage, en 1885 l'abolition définitive. Il y avait encore 25.000 esclaves.

Tandis que les Espagnols procédaient à cette émigration forcée, ils exigeaient des émigrants libres leur certificat de baptême.

L'esclavage était le lien de barbarie qui rattachait les Cubains aux Espagnols. Le jour où il a disparu, il n'est resté que la haine.

II

L'île était gouvernée par des capitaines généraux qui sont toujours des généraux, exclusivement à leur profit et au profit de l'Espagne. Les Cubains ne jouissaient d'aucune liberté, ni politique, ni religieuse, ni civile, et étaient écrasés d'impôts.

On peut dire que depuis 1812 les conspirations ou les insurrections contre l'Espagne sont permanentes à Cuba.

Nous trouvons la conspiration de l'Aigle Noir en 1829 ; l'insurrection de la population noire en 1844 ; la conspiration de Narcisse Lopez en 1848 ; son débarquement avec 600 Américains en 1850 ; sa troisième tentative en 1851, où il périt. Puis éclatèrent les conspirations sans fin de D. Ramon Pinto, d'Estampas, de Santa Rosa, etc. Un parti réformiste affirma la fidélité de Cuba à l'Espagne, demanda quelques améliorations et obtint une commission d'enquête. Ce premier résultat ne produisit qu'une aggravation d'impôts. Ce second résultat provoqua une nouvelle insurrection qui, le 10 octobre 1868, proclama l'indépendance de Cuba à Manzanillo. La plupart des Républiques américaines, qui avaient été colonies espagnoles, s'empressèrent de reconnaître les Cubains comme belligérants. Au bout de huit ans, en 1876, dans un débat aux Cortès, le gouvernement espagnol fut obligé d'avouer que l'île était ruinée et que l'insur-

rection était invincible. L'insurrection avait nécessité l'envoi de 145.000 hommes, dont 100.000 avaient péri. Le général Martinez Campos finit par conclure la convention de Zanjon du 10 février 1878. Les propositions de la Junte insurrectionnelle, acceptées au nom de l'Espagne, comportaient : 1° l'organisation politique et administrative de l'île de Cuba sur le modèle de celle de Puerto-Rico; 2e l'amnistie des délits politiques, la mise en liberté des prisonniers et la grâce des déserteurs ; 3° l'émancipation des colons asiatiques et des esclaves servant dans les rangs des insurgés ; 4° les voies ouvertes pour sortir de l'île, sans que les révolutionnaires, après leur soumission, pussent être astreints au service militaire contre leurs amis de la veille.

Cet acte était-il la capitulation des insurgés ou la capitulation des Espagnols? Il est certain que le maréchal Martinez Campos acheta cette capitulation. Comment? Dans quelle mesure? On n'est pas fixé, mais lui-même a reconnu qu' « il préféra payer un peu cher les fusils qu'on lui livrait plutôt

que d'exposer ses troupes aux inclémences de l'été ».

III

Cette capitulation ne supprima pas toutes les bandes, qui continuèrent, dans les provinces orientales, à faire la *guerra chiquita*, la petite guerre. Ces bandes ne furent jamais complètement dissoutes, et les anciens chefs des insurgés ne cessèrent d'entretenir l'espérance d'une revanche et de l'indépendance de Cuba. L'Espagne ne payait point les « abonarés » ou bons qu'elle avait souscrits. Mais Maceo, l'ancien chef insurgé, se promenait à travers l'île, présidait des banquets, prononçait des discours en uniforme de major général insurgé.

Les gouverneurs espagnols paraissent avoir obéi à un mot d'ordre bien connu : « pas d'affaires ». Le 14 juillet 1896, M. Romero Robledo disait à la Chambre des députés de Madrid que « le général Calleja fermait les fenêtres de la capitainerie générale

quand passait devant le palais le parti de l'Union constitutionnelle, criant : « Vive l'Espagne ! » et les rouvrait quand passaient des manifestations autonomistes au cri de : « Vive Cuba libre ! » Si le capitaine général montrait cette faiblesse à Cuba, le gouvernement de Madrid ne faisait aucune des réformes qu'il avait promises en 1878. C'est un lieu commun que de parler de la loyauté des Espagnols. Chaque hidalgo peut avoir une probité privée, mais, pris en masse, ils n'ont pas de probité politique et se soucient peu des engagements qu'ils ont contractés.

Imbus de l'esprit mendiant et persécuteur, ils sont ingouvernables chez eux parce qu'ils demandent des miracles au gouvernement, et ils sont oppresseurs, jusqu'à l'extermination, dans les pays annexés. Leur gouvernement de moines et de soldats est l'expression de cet intellect.

IV

Les Cubains étaient toujours sous le régime de l'état de siège. Le capitaine géné-

ral était un dictateur, mais dans la main du « Casino espagnol », composé des grands propriétaires d'esclaves. Ils lui imposaient les lois et les mesures qui leur plaisaient; ils violaient les autres; ils achetaient les gouverneurs complaisants et brisaient les récalcitrants.

Le « Casino espagnol » a perdu de son importance depuis l'abolition de l'esclavage. Mais le gouverneur général est toujours dictateur. Il est bien assisté d'un conseil, mais qui n'est consulté que sur des questions de peu d'importance.

L'Espagne exploite, écrase et corrompt Cuba. Presque toutes les fonctions sont réservées aux Espagnols. Elle lui a toujours refusé tout pouvoir effectif. Il est vrai que Cuba est représentée aux Cortès espagnoles par 16 sénateurs et 30 députés. Ils imposent aux Espagnols des contributions qu'ils n'ont pas le droit de voter pour eux, puisque leurs commettants ne les paient pas. En revanche, les Cubains doivent payer bon gré mal gré les impôts dont les frappent les Espagnols.

Cette simple constatation suffit à prouver que l'envoi de sénateurs et de députés dans le Parlement de la métropole est en contradiction avec le principe du gouvernement représentatif.

A Cuba, comme dans toutes les colonies espagnoles, les autorités militaires assument tous les pouvoirs, et partout où il en est ainsi il y a impossibilité de vivre pour la population civile. L'incompatibilité est complète, n'en déplaise aux cocardiers et aux sociolâtres qui rêvent de ramener la France sous le régime de la dictature militaire.

Les Cubains ont pris une telle horreur de leurs maîtres qu'ils refusent de penser en espagnol.

V

M. Cleveland, dans son message de décembre 1896, avait nettement averti l'Espagne que, si elle ne parvenait pas à pacifier Cuba, les États-Unis lui adresseraient une

mise en demeure déterminant le délai où leur médiation s'imposerait. M. Canovas prit au sérieux cet avertissement et publia, dans la *Gazette officielle de Madrid*, au mois de mars 1897, un décret « d'ampliation de la loi du 15 mars 1895 », comportant « dix bases ». C'étaient des principes généraux qui devaient être appliqués « aussitôt que le permettrait l'état de guerre ».

L'exposé des motifs constatait que la loi du 15 mars 1895, « loin de contenir, précipita le mouvement ». De deux choses l'une : ou il fallait l'appliquer, ou la retirer ; or, on ne l'applique pas, et on étend cette loi non appliquée en laissant dans l'incertitude la date de l'application. Partout les mêmes contradictions. Ce décret était pris sous la pression des États-Unis, et M. Canovas affirmait que « la dignité nationale la repousserait toujours et partout ». Cet exposé des motifs était en même temps la condamnation de toute la politique coloniale de l'Espagne, puisqu'il proclamait que « le moment était venu de marcher, dans les tendances de l'époque et des sociétés mo-

dernes, qu'aucun peuple ne saurait longtemps ni impunément affecter de dédaigner[1] ».

Le 29 avril 1897, la reine signa un décret d'application dans les provinces de Pinar del Rio, la Havane, Matanzas, Santa Clara.

VI

Cuba est dans une merveilleuse situation. Elle produit des choses exquises, telles que son tabac sans rival. Elle donne au monde 6 à 800,000 tonnes de sucre de canne, à peu près le tiers de la production totale du globe. Elle est susceptible d'un progrès économique merveilleux, mais dont l'Espagne n'a pas cessé d'arrêter l'essor.

Une expérience faite à Cuba même montre la différence du régime de l'Angleterre et de l'Espagne, de la porte ouverte et de la porte fermée, du monopole et de la concurrence.

1. Charles Benoist, *L'Espagne, Cuba et les États-Unis* p. 48.

En 1805, la flotte anglaise délivra Cuba du monopole et du fisc espagnols. Tandis qu'il y entrait dix ou douze navires par an, elle fut visitée par plus de mille navires en dix mois. Quand l'Espagne reprit possession de Cuba, elle restaura l'ancien régime, qu'elle fut obligée cependant d'atténuer en 1818. L'Espagne a perdu toutes ses colonies parce qu'elle a voulu s'en réserver l'exploitation. Elle perd Cuba pour les mêmes causes.

CHAPITRE III

L'EXPLOITATION DE CUBA PAR L'ESPAGNE [1]

I

Des gens qui ont l'habitude de le prendre de haut avec les économistes font une antithèse entre l'Espagne et les États-Unis. Ils prétendent que si le Hidalgo est pauvre, c'est parce qu'il est généreux ; que s'il veut conserver Cuba, c'est pour l'honneur, tandis que le grossier marchand yankee combat pour acheter son sucre et son tabac et y écouler ses céréales, ses lards, ses conserves de bœuf, ses machines et son pétrole.

D'un geste de dédain, l'aristocratique

1. *Le Siècle*, 15 mai 1898.

personnage rejette dans le plus profond mépris l'âpreté du Yankee et élève dans une apothéose le désintéressement du com patriote de Don Quichotte, qui l'est aussi de Sancho Pança.

Ce mot de sympathie et d'antipathie est aussi faux que celui de « la race latine ».

L'Espagnol est aussi âpre que l'Américain : seulement il n'a jamais réussi dans ses affaires, tandis que le second prospère. Et pourquoi ? Parce que l'Américain croit surtout que la plus grande des conquêtes c'est le progrès de l'utilisation des agents naturels, tandis que l'Espagnol a continué à croire que la seule manière honorable et fructueuse de s'enrichir est d'exploiter les vaincus ou les plus faibles.

Cette politique de ses conquistadores, de Fernand Cortès et de Pizarre, il n'a cessé de la pratiquer dans toutes les colonies qu'il a perdues ; c'est elle qu'il pratique encore aux Philippines et à Cuba ; c'est pour elle qu'il a versé tant de sang et commis tant d'atrocités ; c'est pour elle qu'il fait actuellement la guerre.

II

Les causes économiques de l'insurrection de Cuba ont été profondes.

Dans un article de l'*Economiste Français* du 9 janvier 1897, M. Pierre Leroy-Beaulieu analyse les *Relaciones comerciales entre la peninsula y las Antillas,* ouvrage de Don Pablo de Alzola y Minondo, représentant de la ligue nationale des producteurs dans la Commission de la Réforme des tarifs de Cuba et de Porto-Rico.

L'auteur de ce livre est un protectionniste. Il veut assurer à la métropole des débouchés dans ses colonies. Voici les chiffres qu'il nous donne.

L'Espagne avait exporté en 1892, 760 millions de pesetas (valeur nominale, un franc) dont 115 millions ou un septième à Cuba.

Le chiffre total des importations de Cuba se montait à environ 335 millions de pesetas. La part de l'Espagne entrait donc dans ce chiffre pour plus d'un tiers.

Maintenant examinons la nature de l'exportation totale par l'Espagne. Plus de la moitié se compose d'objets d'alimentation, y compris les vins ; plus du quart de minerais et de métaux.

La plus grande partie du commerce d'exportation de l'Espagne se fait avec la France et l'Angleterre, puisqu'en 1892 il représentait 432 millions de pesetas sur 760 millions.

Ce sont ces minerais, ces métaux, ces vins et autres objets d'alimentation qu'achètent la France et l'Angleterre à l'Espagne. L'Angleterre ne lui achète pas de tissus de coton, et la France ne lui achète des laines que comme matière première.

L'Espagne ne peut envoyer de minéraux à Cuba, ou il n'y a pas d'usines qui puissent les utiliser ; elle n'y envoie que pour 9.362.000 pesetas de vin, que pour 4.821.000 pesetas d'huile. Le reste des objets, représentant une valeur de 100 millions de pesetas, sont des objets manufacturés.

Elle y exporte pour 23 millions de pesetas de tissus de coton, soit les trois cin-

quièmes de l'exportation totale de ces objets : le reste va aux Philippines et à Porto-Rico.

En 1882, il y eut à Cuba une diminution de tarifs, et la surtaxe de pavillon fut supprimée en 1886. Mais en 1890-91 on releva les droits de 20 0/0, de sorte que les trois groupes sous lesquels sont classés ces marchandises étrangères eurent à payer des droits s'élevant respectivement à 12, à 36 et 43,50 0/0.

Le tarif de 1892 consacra la franchise des produits espagnols, abaissa certaines taxes sur les produits étrangers, en releva d'autres, entre autres celles sur les chaussures. Le droit était de 20 pesetas sur les farines étrangères ; mais le traité de 1892 l'a abaissé à 5 pesetas pour les farines américaines. Immédiatement, celles-ci ont refoulé les farines d'Espagne, dont l'exportation se montait à 12 millions de pesetas en 1891.

III

On voit la nature des rapports économiques entre l'Espagne et ses colonies.

Elle a des fabriques qui ne pourraient lutter sur aucun marché du monde contre les concurrents étrangers ; par des tarifs de douanes elle force ses colonies à leur servir de débouchés. Les clients obligatoires des fabriques de la métropole sont mécontents de payer plus cher des objets pour les avoir moins bons. L'Espagne trouve qu'ils ont mauvais caractère et, pour leur apprendre à vivre, les châtie et ajoute le prix que lui coûte leur châtiment à ce qu'ils doivent lui payer.

Pour le budget de Cuba de 1897-98, sur une dépense de 130.000.000 de pesetas 63.000.000 sont consacrés aux intérêts de la dette, qui représente 1.755 millions de francs dont 250 millions sont dus à l'Espagne.

A ceux qui leur reprochent de s'assurer par ce moyen le monopole du marché cu-

bain, les Espagnols répondent qu'ils assurent réciproquement le marché de l'Espagne aux Cubains.

Mais de quoi se composent les exportations cubaines?

Tandis que Cuba expédie pour 389,655,000 pesetas aux États-Unis, elle n'expédie que 49.590.000 pesetas à l'Espagne qui se répartissent ainsi :

Sucre, 29.379.000 pesetas: tabac, 3 millions 387.000 pesetas; cacao 2.715.000. Tous les autres articles réunis n'arrivent qu'à 4.966.000 pesetas.

Les Cubains se plaignent que leur sucre soit frappé à son entrée en Espagne d'un droit de 33,50 pesetas par 100 kilos, tandis que le sucre indigène, provenant des cannes cultivées dans le sud de l'Espagne, ne paie que 20 pesetas, soit une différence de 13,50 pesetas.

En même temps, l'Espagne défend à Cuba d'avoir pour ses meilleurs produits d'autres clients qu'elle. Par le décret du 12 mai 1896 elle s'est réservé le monopole de l'exportation des feuilles de tabac.

Il est vrai que, si l'insurrection continuait, Cuba n'en aurait plus à exporter. Dans le district de la province Pinar del Rio, où pousse le plus beau tabac, la récolte de 1897 n'a pas excédé 30.000 balles, soit un dixième de la récolte ordinaire.

IV

M. Pierre-Leroy Beaulieu disait à la fin de son article : « Les Espagnols ne peuvent changer la nature des choses ; ils ne peuvent obliger indéfiniment les habitants d'une île située à quelques heures des côtes d'un aussi grand centre de production industrielle que les États-Unis à s'approvisionner toujours d'objets fabriqués dans la lointaine Espagne, dont 1.500 lieues les séparent et dont l'outillage beaucoup moins perfectionné ne permet de produire les mêmes articles qu'à un prix exorbitant. »

Les protectionnistes espagnols ne voulaient pas entendre parler d'une diminution des droits. Ils se sont violemment élevés

contre les propositions faites en 1895 aux Cortès par les représentants de Cuba qui demandaient que des traités de commerce fussent conclus entre les États-Unis et Cuba.

Par l'article 4 du décret de mars 1897, M. Canovas accordait l'ingérence du conseil d'administration de Cuba dans la fixation des droits de douanes, mais sous les conditions suivantes : tarif différentiel en faveur de l'Espagne; tarif d'exportation, avec exceptions au bénéfice de l'Espagne. Il y avait, en outre, une colonne de droits fiscaux que le conseil d'administration pouvait modifier dans certaines limites. Quant aux droits différentiels, la fixation en était réservée aux Cortès ; toutefois le décret réduisait le maximum de la protection à 40 0/0. Le décret ajoutait que « les traités ou conventions commerciales qui affecteront l'île de Cuba seront spéciaux et que la clause de la nation la plus favorisée n'y sera pas comprise ».

Les protectionnistes espagnols trouvaient insuffisants ces privilèges que les Cubains avaient le droit de trouver exorbitants.

C'est en grande partie pour défendre un

débouché d'une centaine de millions de francs par an que l'Espagne a dépensé des centaines de millions et sacrifié plus de cent mille hommes. Demain Cuba sera libre et n'achètera plus un mètre de calicot ni une paire de souliers à l'Espagne.

Les protectionnistes auront consommé leur ruine et aggravé la dette de l'Espagne; mais en la conduisant à cette extrémité de perdre ses colonies, ils l'auront déchargée de l'obligation de leur assurer à coups de canon, de fusils, et à l'aide de supplices atroces, des clients récalcitrants.

D'après le message de M. Claveland du 7 décembre 1896, les capitalistes américains ont de 30 à 50 millions de dollars employés en plantations, chemins de fer, exploitations minières et autres entreprises à Cuba. Le mouvement commercial entre les Etats-Unis et Cuba qui, en 1889, représentait environ 74 millions de dollars, s'éleva, en 1893, à près de 163 millions, et en 1894, un an avant qu'éclatât l'insurrection actuelle, il atteignait encore 96 millions de dollars.

On voit que, malgré tous ses efforts, l'Es-

pagne ne réussissait pas à fermer Cuba aux Américains, parce que le cours naturel du commerce est plus fort que toutes les combinaisons qui essayent de le détourner. Demain Cuba sera ouverte à la concurrence de toutes les nations.

Les protectionnistes américains auront enfoncé cette porte que l'Espagne tenait close. Ironie des choses! Ils sont le châtiment des protectionnistes espagnols.

LIVRE IV

LA CONCEPTION POLITIQUE DE L'ESPAGNE

CHAPITRE PREMIER

COUP D'ŒIL SUR L'ESPAGNE [1]

I

Les journaux qui font de l'antisémitisme et de l'antiprotestantisme demandent que la France s'allie à l'Espagne et déclare la guerre non seulement aux États-Unis, mais aussi à l'Angleterre. Il y a déjà longtemps qu'ils préconisent cette politique, qui est aussi logique de leur part qu'elle serait désastreuse pour la France. Puisqu'ils insis-

1. *Le Siècle*, 30 mai 1898.

tent, nous croyons qu'il est bon de publier quelques aperçus sur l'Espagne. Ils montreront qu'il n'y aurait rien de plus dangereux pour nous que si nos diplomates bâtissaient des châteaux en Espagne.

L'Espagne est un pays qui compte de nombreuses insurrections, mais qui ne compte pas une Révolution semblable à la Révolution d'Angleterre ou à la Révolution française. Elle ne se réforme pas. Elle reste figée. Ce n'est pas à tort que Buckle l'a considérée comme le type de l'esprit protecteur, qu'il définit ainsi : « D'après la conception de l'esprit protecteur, la Société ne peut prospérer si l'État et l'Église ne guident et ne protègent nos moindres pas dans les affaires de la vie : l'État enseignant aux hommes ce qu'ils doivent faire, l'Église enseignant aux hommes ce qu'ils doivent croire... »

Buckle assigne comme causes à cet état d'esprit les influences du milieu physique et des causes historiques.

II

Il considère que la fréquence des tremblements de terre a contribué à la superstition espagnole. Des populations sont exposées à un danger mystérieux, dont elles ignorent les causes et qui se produit inopinément. Contre ce miracle menaçant, elles invoquent le miracle bienfaisant et elles demandent la protection des saints, de la Vierge. Elles font un marché avec les puissances surnaturelles, auxquelles elles offrent des prières, des cierges, et des cadeaux plus sérieux et plus substantiels, par l'intermédiaire des prêtres et des moines.

Buckle a peut-être exagéré l'influence des tremblements de terre ; mais le fait certain c'est que, si l'Espagne est un prolongement de l'Afrique, l'Espagnol a hérité des Maures le fatalisme musulman. « Lo que ha de ser no puede faltar », dit-il. « Ce qui doit être ne peut manquer ». D'où la passion du jeu. Bourgoing a défini l'Espagnol « un Gascon

tragique ». Il est fier et constant dans la haine, dur pour lui-même, féroce pour les autres. « Borracho », ivrogne, est une injure sanglante. « Des olives, de la salade et des radis », voilà le vrai repas d'un chevalier. Sancho Pança y ajoutait de l'ail, des oignons, et rêvait de pois chiches. Pendant des siècles, il y a eu des millions d'Espagnols qui ont été réduits pour tout aliment à « humer le soleil ». Le vide de l'estomac remplit la tête de spectres qui jettent ceux qu'ils hantent tantôt dans l'épouvante, tantôt dans la fureur. Les peuples sobres ne sont pas les peuples pondérés et bienveillants.

III

L'Espagne n'a pas de grandes plaines au bord de la mer et est formée de hauts plateaux qui lui donnent une altitude moyenne de plus de 700 mètres au-dessus du niveau de la mer, plus du double de celle de la France, qui cependant a des montagnes plus hautes sur son territoire que n'en a l'Espa-

gne. Les plateaux des Castilles, qui occupent près de la moitié du pays, ont une altitude de plus de 600 mètres. Ils sont dépourvus de communications faciles avec la mer, sauf par la plaine du Tage qui est en Portugal et les campagnes du Guadalquivir.

Les régions dénudées des Castilles sont traversées pendant l'hiver par le « norte » qui vient de passer sur les neiges des Pyrénées ; en été, elles sont souvent desséchées par le « solano ». A Madrid, la température varie de 40 degrés au-dessus de zéro en été à 10 degrés au-dessous. « Trois mois d'hiver, neuf mois d'enfer », dit un proverbe.

D'après le recensement de 1887, l'Espagne, pour une superficie de 504.000 kilomètres carrés, tandis que celle de la France est de 528.000 kilomètres carrés, a une population de 17.565.000 habitants, soit 35 par kilomètre carré, mais cette moyenne n'est atteinte que par les densités relativement fortes des plaines basses et étroites du littoral. Dans le Nord de l'Aragon, dans le Nord-Est de la vieille Castille, dans toute la nouvelle Castille, une partie de l'Estrama-

dure et le nord de l'Andalousie, la population est clairsemée.

D'après le recensement de 1877, 73 0/0 de la population serait engagée dans les occupations agricoles : d'après une étude de l'Institut géographique de Madrid en 1889, mais n'ayant pu établir les occupations que de la moitié de la population, la population agricole se montait à 4.854.000 habitants, la population industrielle à 243.000 et la population commerciale à 194.000. C'est pour protéger cette infime population industrielle que l'Espagne a refusé de laisser Cuba jouir de son autonomie économique!

IV

L'agriculteur espagnol, loin d'avoir progressé depuis les Maures, a rétrogradé. Malgré l'école d'agriculture d'Aranjuez, la plupart des Espagnols, fidèles à la maxime d'Ollivier de Serres, n'ont point changé le vieux soc qui gratte la terre et ne retourne pas le sol. La principale culture est l'avoine.

Le rendement en blé n'atteint pas 4 hectolitres à l'hectare.

Sur les hauts plateaux, le pâturage est la principale industrie.

On estimait en 1895 à 2 millions le nombre des bêtes de race bovine qui fournissent les courses de taureaux; à 1.900.000 les porcs noirs à moitié sauvages, et à 16 millions et demi les moutons qui, par dizaines de mille, remontent tous les étés vers le nord en traversant la moitié de l'Espagne et en détruisant tout sur leur passage. Jusqu'en 1836, ces troupeaux étaient protégés par la « Mesta », qui non seulement leur assurait le droit de pâturage sur leur parcours, mais allait jusqu'à interdire la culture qui pouvait le gêner.

Ces procédés ont fait de terribles solitudes. Non seulement la destruction des arbres est la conséquence de ce mode d'exploitation du sol, mais les paysans espagnols les extirpent systématiquement, parce que, disent-ils, ils protègent les petits oiseaux; et ils exterminent les petits oiseaux comme ils ont exterminé les juifs et les

Maures. « L'Espagne aux Espagnols », et l'Espagnol ne veut pas même le partage du moineau. Il a si bien réussi qu'un proverbe dit : « L'alouette traversant les Castilles doit emporter son grain. »

La vie pastorale est contraire aux habitudes de travail régulier et assidu. Le berger est un flâneur et un rêveur qui contracte avec ses chiens et son troupeau des habitudes de tyrannie. Il a peu d'idées, mais d'autant plus inextirpables ; peu de passions, mais d'autant plus farouches qu'elles se sont toujours alimentées de la même substance. Il a une vie instable, car tout élevage comporte de nombreux risques. Il croit aux sorts qui frappent ses bêtes et aux miracles qui peuvent les sauver.

V

Un des caractères du progrès est la transformation par l'homme du milieu dans lequel il agit, de sorte qu'il arrive à soustraire son individualité aux causes physi-

ques, si puissantes sur celui qui ne peut les modifier. L'Espagnol n'a pas amélioré son milieu. S'il a participé à quelques-uns des progrès qui ont caractérisé la seconde partie du XIXe siècle, c'est grâce au concours des étrangers et des capitaux étrangers. Mais l'administration et la politique espagnoles, loin d'y aider, les ont plutôt entravés. L'Espagnol ne s'est pas réformé lui-même.

En 1857, l'instruction primaire fut déclarée obligatoire. Mais la loi n'a jamais été sérieusement appliquée. D'après le recensement de 1877, le quart de la population ne savait ni lire ni écrire ; et quelles sont les lectures des Espagnols qui savent lire ?

L'exemple du peuple espagnol est utile à méditer par les Français.

Ils doivent se méfier des gens qui voudraient transformer les compatriotes de Voltaire en compatriotes de Torquemada.

CHAPITRE II

L'ESPAGNE AUX ESPAGNOLS[1]

I

Buckle a essayé d'expliquer le fanatisme religieux des Espagnols par leurs luttes contre les Arabes, qui auraient identifié l'idée de patriotisme et l'idée religieuse.

Mais avant l'invasion arabe, l'histoire est pleine des luttes de l'Eglise d'Espagne contre les Wisigoths Ariens. Les uns et les autres sont également féroces. Léovigild (567-580) se marie en secondes noces avec une Arienne, Godeswinthe, fait la guerre à son fils Hermingild que l'archevêque de Séville

1. *Le Siècle*, 6 juin 1898.

avait converti au catholicisme, le bat et le décapite. Son autre fils et successeur Recarred adopta le catholicisme (586-601). Les livres anciens furent brûlés, les hérétiques furent exclus de tous les offices civils et militaires.

Recarred s'était, sans doute, converti parce qu'il avait besoin de l'appui du clergé contre l'aristocratie laïque. Le succès fut complet, l'arianisme fut vaincu. Au VIIe siècle, le gouvernement devient théocratique ; les conciles de Tolède dirigent le gouvernement, et les nobles laïques sont domptés. Il ne pouvait en être autrement, puisque même quand ils résistaient temporellement aux évêques, ils leur reconnaissaient le pouvoir spirituel et étaient obligés d'aller se confesser à eux et d'implorer leur absolution. On ne triomphe d'un pouvoir qu'en opposant principe à principe.

Dès ce moment, le clergé met la main sur le gouvernement de l'Espagne. On définit ainsi le règne de Kintila (636-640) : « Il tint un grand nombre de synodes avec les évêques et fortifia le royaume par la foi ».

En 680, Ervigh enferme Wamba dans un couvent et se fait oindre par l'archevêque de Tolède qui devient le vrai roi. Ervigh en a tellement conscience qu'il abdique pour se faire moine (687). Sous Egiza, les conciles font la loi, les vrais maîtres de l'Espagne sont l'archevêque primat de Tolède et les archevêques qui sont à la tête de chaque province.

II

Dès que les rois catholiques eurent remplacé les rois ariens, les persécutions commencèrent contre les juifs. On les baptise de force, on leur enlève leurs enfants, on les soumet à la juridiction ecclésiastique, on leur interdit le commerce. En 694, le 17e concile de Tolède confisque leurs biens, les réduit en esclavage au profit des chrétiens, on les disperse dans tout le royaume de manière qu'ils ne puissent se marier entre eux et faire souche. Si quelques-uns se convertissent, on les relègue dans les Pyrénées.

Le régime théocratique avait écrasé la population, ruiné les habitants des villes. Il était mêlé de complots, d'attentats de tous genres et la dépravation des mœurs s'y étalait à l'aise. Aussi quand Tarik arriva, en 710, avec ses Berbères, il ne trouva pas de résistance. Après la bataille de Xérès, dans laquelle le roi Rodinik fut abandonné, les Arabes occupèrent toutes les villes. Les Juifs accueillaient les Musulmans comme des libérateurs, les serfs étaient indifférents. En dix ans, les Arabes avaient occupé toute l'Espagne, sauf une bande de terrain au Nord-Ouest. Ils toléraient les juifs et les chrétiens et laissaient s'élever leurs synagogues et leurs églises auprès des mosquées. Cordoue, dit-on, avait 500.000 habitants. On appela Mozarabes les chrétiens qui supportèrent la domination arabe jusqu'au XIIe siècle où ils furent tyrannisés par les théologiens musulmans et les soldats.

III

Les régions indépendantes profitèrent des rivalités qui se produisirent entre les chefs arabes et des mécontentements qu'ils provoquèrent. La Castille, qui constituait l'Etat central de l'Espagne, supporta le principal effort contre les musulmans. Les Espagnols ravagèrent tout. C'était leur grand moyen de guerre.

Quand, en 1248, les Espagnols prirent Séville, les musulmans ne conservèrent plus que le royaume de Grenade jusqu'à la fin du xv[e] siècle ; ces pays étaient ruinés, les terrains en friche, les villes brûlées. On fonda dans les zones dévastées des installations qu'on appela « poblaciones ». Dans les villes qui avaient été occupées par les Arabes, les populations arabes étaient nombreuses. Malgré les massacres, elles dépassaient les populations chrétiennes. De temps en temps, les rois d'Espagne prononçaient d'effroyables expulsions comme celles

de Valence sous Jayme I[er]. On dit que 200.000 fugitifs se dirigèrent vers Grenade.

Si l'Espagne était en grande partie rendue à la chrétienté, elle était misérable et remplie de compétitions et de luttes intérieures.

IV

Les trois grands ordres de moines guerriers de Castille, Alcantara, Calatrava, Saint-Jacques, accaparaient, du XII[e] au XV[e] siècle, d'énormes richesses. Les couvents se dressaient partout. L'abbesse de las Huelgas, près de Burgos, exerçait ses droits de souveraineté sur 14 grandes cités et 50 villes. Les moines mendiants pullulaient, vendaient des patenôtres, montrant des reliques et prêchant la haine du juif et du Maure.

Dans chaque ville conquise sur les Maures, un tiers des terres appartenait à l'Église. Les archevêques de Burgos, de Saint-Jacques, de Valladolid, de Séville, avaient d'immenses revenus. Au milieu du XV[e] siè-

cle, les nobles saccageaient les églises, sécularisaient les biens du clergé, pillaient, brûlaient, tuaient.

V

Comme en France, nous trouvons en Castille l'influence des légistes qui constituent la théorie du pouvoir royal et essaient de la mettre en pratique. Mais en France, les légistes sont des laïques, très laïques de conception et de pratique.

En Espagne, nous trouvons, superposée aux légistes, l'Inquisition établie vers 1204 par Innocent III, au moment de la guerre des Albigeois ; elle reçut en 1229 une organisation précise. Elle fut installée dans les États de l'empereur et dans les États romains pendant le XIIIᵉ siècle. En 1255, Louis IX essaya de l'établir en France, mais elle devint un objet d'horreur et ne put s'y maintenir. Introduite en Catalogne en 1232, elle s'étendit rapidement dans toute la péninsule ; mais ce ne fut que deux siècles plus

tard, en 1451, sous Ferdinand et Isabelle, qu'elle reçut sa forme définitive. Elle s'appela le Saint-Office, fut dirigée par un grand inquisiteur général, un conseil général, connu sous le nom de la Suprême, et 45 inquisiteurs généraux. L'Inquisition était à la fois « gardienne de l'ordre et de la nationalité », dit M. Mariéjo[1]. Elle avait eu d'abord pour mission de forcer les juifs à se fondre dans la foi catholique et dans la nation espagnole. Sous les menaces terribles de massacres comme ceux que les croisés avaient exécutés à Séville, beaucoup de juifs s'étaient convertis. On les appelait des judaïsants. Leur conversion forcée était suspecte. L'Inquisition se donna d'abord pour mission d'en surveiller la sincérité.

VI

Les juifs étaient nombreux. Dans ce pays dévasté, au milieu de populations qui n'a-

1. *Histoire générale* publiée sous la direction de MM. E. Lavisse et Rambaud.

vaient vécu que de la guerre, d'hidalgos qui n'acquéraient et ne conservaient cette qualité qu'à la condition de ne rien faire, de prélats, de prêtres et de moines qui ne vivaient que de l'exploitation de la foule, ils avaient concentré entre leurs mains tout le commerce. De là contre eux des jalousies d'autant plus terribles, qu'ils remplissaient un rôle utile que ceux qui les haïssaient étaient incapables de remplir.

Ferdinand et Isabelle décidèrent, en 1492, de rendre « l'Espagne aux Espagnols ».

Les juifs furent placés dans cette alternative : ou le baptême ou l'expulsion. On leur donna six mois pour vendre leurs effets, mais on leur défendit, sous peine de mort, d'emporter avec eux ni or, ni argent, ni pierres précieuses.

Il sortit 30.000 familles qui, à cinq personnes par famille, font 150.000 personnes. D'autres reçurent le baptême, et l'Inquisition les guettait de manière qu'ils ne pussent retourner à leur ancienne foi et qu'elle pût s'enrichir de leurs dépouilles.

VII

Les Maures aussi contrariaient la conception de « l'Espagne aux Espagnols ».

En 1491, avait eu lieu la capitulation de Grenade qui stipulait que les Espagnols ne toucheraient ni aux biens, ni aux lois, ni à la liberté, ni à la religion des Maures, que leurs prisonniers même seraient rendus sans rançon et que les juifs, compris dans le traité, jouiraient des mêmes privilèges.

L'Espagnol, comme individu, se vante d'être fidèle à sa parole : comme peuple, il n'a pas les mêmes scrupules.

La capitulation de Grenade ne fut point respectée : l'Inquisition s'acharna contre les Maures comme elle s'acharnait contre les juifs ; elle défendait ainsi l'unité de la foi et elle prétendait défendre la pureté de la race. « L'Espagne aux Espagnols. »

A Grenade, on voulut interdire aux Maures de revêtir le costume national, de porter des armes ; on prohiba la fabrication

des bijoux de mode arabe ; on exigea l'emploi exclusif de la langue espagnole dans les écritures. Un don de 80.000 ducats fit ajourner ces mesures.

A Valence, pendant la révolte qui eut lieu en 1520, les corps de métiers baptisèrent de force tous les Musulmans du royaume de Valence qui étaient plus nombreux que les chrétiens. Ensuite, on les soupçonnait d'être des relaps : l'Inquisition savait admirablement découvrir les obstinés et les relaps. Certains Maures préférèrent la révolte à la résignation et se jetèrent dans la Sierra de Espadan, d'où ils s'élançaient pour piller le pays et brûler les églises et les villages. On ne les réduisit qu'en appuyant les milices d'un corps de 4.000 lansquenets. On étrangla les uns, on vendit les autres comme esclaves. En Aragon, les Maures durent aussi se convertir sous peine de mort. A partir de 1526 il n'y eut plus un Maure qui ne fût converti au christianisme.

VIII

Au XVIe siècle, l'Inquisition n'eut plus seulement à poursuivre les juifs et les Maures, elle eut à poursuivre les réformés, dont les livres et les doctrines étaient importés des Pays-Bas. Au moment où Charles-Quint venait de se retirer au monastère de Yuste (1555), il apprenait cette invasion avec une fureur indignée. Les inquisiteurs emprisonnèrent d'un seul coup plus de 800 personnes à Séville. Charles-Quint, qui, comme fils de Jeanne la Folle, avait hérité du fanatisme espagnol, recommanda à son fils Philippe II l'extermination des hérétiques. Celui-ci suivit ces conseils avec un féroce acharnement, disant : « Il vaut mieux ne pas régner que de régner sur des hérétiques. » Il se met sous le contrôle d'un confesseur dont le rôle public est reconnu. Un prêtre, Diégo de Espinosa, obtient en quelques années la présidence du conseil de Castille, la place de grand inquisiteur et le

chapeau de cardinal. La bulle du Pape Paul IV condamne tous les hérétiques, même s'ils abjurent non de « cœur et par un mouvement de conscience, mais par crainte de la mort ou de la prison ». La distinction laissait toute liberté d'appréciation aux juges.

Le 21 mai 1559 eut lieu un premier autodafé de protestants ; Philippe II assista au second qui eut lieu à Valladolid et attira, dit-on, de tous les points de l'Espagne, 200.000 curieux qui voulaient assister à cette réjouissance publique.

Tout fléchit devant l'Inquisition. Elle garda en prison pendant deux ans l'archevêque de Tolède, primat des Espagnes, ancien confesseur de Charles-Quint.

IX

En 1556, le synode de Grenade rend une terrible ordonnance contre les Maures. Elle les oblige à apprendre l'espagnol en trois ans. On y trouve la disposition suivante : « Et comme se baigner est une coutume

païenne, tous les bains publics et privés doivent être détruits. »

Deux ans après, les Maures poussés à bout se révoltent et commettent des actes de férocité qui valent ceux des Espagnols. Espinoza et Dega trouvaient Philippe II trop doux parce qu'il n'ordonnait pas leur extermination complète et tolérait l'exil et le cantonnement. En 1571, ils furent définitivement domptés.

Philippe II eut l'orgueil de préserver l'Espagne de toute contamination intellectuelle du dehors. L'Espagne aux Espagnols. Les idées nouvelles étaient interdites à la frontière et il était interdit aux Espagnols de sortir pour aller les chercher au dehors. Philippe II était fier d'être le champion du catholicisme. Il exulta de joie en apprenant la Saint-Barthélemy ; il soutint les Guise et la Ligue ; il espérait placer sur le trône de France sa fille Isabelle. Tandis qu'on se demande avec épouvante ce que serait devenue l'Europe si Philippe II avait réalisé ses ambitions, la majorité des Espagnols lui a voué un culte.

Son successeur, Philippe III, fut nommé le Pieux à juste titre ; tous les matins il entendait la messe, tous les soirs il récitait neuf fois le rosaire ; il vivait au milieu des reliques, ne pouvait sortir des couvents, ni se dérober aux propos des moines ; et il eut enfin la gloire, en 1609, de procéder à l'expulsion des Maures, qui donna, d'une manière définitive, l'Espagne aux Espagnols.

X

L'archevêque de Valence, Ribera, qui fut le promoteur de la mesure, les représentait comme les alliés secrets des Turcs, des Anglais, des Français. Il ajoutait :

« Ils sont 90.000 hommes propres à porter les armes, et si nos ennemis osaient tenter une invasion, notre situation serait terrible ». Il invoquait enfin l'argument protectionniste : « Il est à craindre qu'ils n'accaparent toutes nos richesses et ne réduisent les chrétiens à la misère ». L'auteur de *Don Quichotte*, Cervantès, approuvait, comme

un Drumont de l'époque, disant : « Ils enfouissent sans cesse ; leur science est de nous voler : ils sont le ver rongeur de l'Espagne. »

La noblesse cependant eut la notion que cette mesure serait une ruine pour l'Espagne et résista. Mais Philippe III et son favori, le duc de Lerma, obéirent, et les Maures de Valence, d'Andalousie, de Murcie, de Castille, d'Aragon et de Catalogne furent expulsés (septembre 1609-juillet 1610).

Ils furent transportés en Afrique. Un grand nombre périrent. 40.000 révoltés dans les montagnes de Valence furent égorgés ou réduits en esclavage. L'Espagne perdit 5 ou 600.000 de ses meilleurs agriculteurs et artisans.

La majorité des Espagnols fut enthousiasmée par cette belle opération qu'ils qualifiaient « la plus grande action du règne ». Richelieu, qui cependant n'était point un homme sentimental, l'appela « le plus barbare dessein dont l'histoire des siècles fasse mention ».

L'Espagne était aux Espagnols. Elle ne

s'en est jamais relevée et nous montrerons que tous les progrès qui ont été réalisés chez elle ne l'ont été que malgré les Espagnols et par des étrangers.

CHAPITRE III

LA THÉOCRATIE ESPAGNOLE [1]

I

Après l'expulsion des Maures, en 1609, l'Espagne était bien aux Espagnols. Ils réalisèrent alors la déification du roi. Cette conception prit toute son ampleur sous Philippe IV (1621-1665). Olivarès déclarait que le « souverain est le maître de la vie et de la mort de ses sujets. Si les âmes sont à Dieu, les corps sont au roi ». Castro disait : « Le pouvoir de décider appartient au roi, sans consulter d'autres conseillers que sa raison. » En réalité, il consultait son confes-

1. *Le Siècle*, 12 juin 1898.

seur, et le véritable maître de l'Espagne, c'était le clergé : les conseils du gouvernement étaient remplis de prélats et de moines ; les théologiens décidaient les affaires du gouvernement ; l'Église seule dirigeait les universités et les collègues.

L'Inquisition, avec sa procédure secrète, est à la fois « le boulevard de la foi » et la gouvernante du roi. Elle a si bien fonctionné pendant le XVIe siècle qu'elle n'a plus de protestants à brûler. Il lui reste encore quelques judaïsants contre qui elle s'acharne. A leur défaut, elle prend des sorciers, des illuminées ; elle étend ses attributions à toutes choses et sur toutes personnes ; elle surveille les mœurs, les livres, les écrits ; elle espionne les opinions, elle s'occupe même de la perception de la douane. Les fiers Espagnols ne se révoltent point contre cette tyrannie. Ils ont pour elle l'espèce d'admiration et de terreur qu'ils éprouvent pour le diable ; ils lui sont reconnaissants des beaux spectacles qu'elle leur donne dans ses autodafés.

Tous se ruent vers l'Église.

II

La bulle de la Cruzade, donnée par Jules II en 1509, obligeait tout particulier à l'acheter pour avoir le droit de manger des œufs et certaines parties des animaux en carême et les vendredis et samedis de toute l'année. Quand on va à confesse, on ne peut recevoir l'absolution sans montrer cette bulle ; et alors l'absolution est donnée dans la forme suivante : « Par l'autorité de Dieu tout-puissant, de saint Pierre et de saint Paul, et de notre très Saint Père le pape, à moi commise, je vous accorde la rémission de tous vos péchés confessés, ignorés, oubliés et des peines du purgatoire ». Les Cortès de 1512 montrent les prédicateurs de la Cruzade allant par les rues, demandant à tout venant s'il sait le *Pater Noster* et l'*Ave Maria;* et s'ils en trouvent quelques-uns qui ne sachent pas ces prières, ils « leur font prendre, en pénitence, la dite bulle, et si quelques-uns refusent, ils les traînent de lieu

en lieu, bien enchaînés, pour ouïr leurs sermons, et les amènent, par la force, par la crainte et par les menaces, à prendre les dites bulles. » Le clergé n'attendait pas seulement la bonne volonté des fidèles, il la provoquait énergiquement.

Il ne cessait d'absorber les propriétés. Les Cortès, en 1527, disent : « Si le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires, plus de la moitié des revenus de l'Espagne passera au clergé. » Les années suivantes, les Cortès portent aux deux tiers l'absorption des revenus de l'Espagne par le clergé, et elles sont encore plus pressantes.

Au commencement du XVII[e] siècle, le clergé a 120,000 églises ou chapelles. On compte 200,000 prêtres, 12 archevêques, 54 évêques, des milliers de canonicats et de prébendes, 9,000 couvents peuplés de 70,000 religieux, 3,000 monastères de femmes avec 25 ou 30,000 nonnes, 10 tribunaux de l'Inquisition avec leur personnel de juges, de greffiers, d'alguazils.

Un demi-million d'Espagnols font partie

du clergé et exploitent le reste de leurs concitoyens.

Voici, d'après les Cortès, les revenus en ducats des prélats et du clergé à la fin du XVI[e] siècle. On frappait, d'après l'ordonnance de 1497, 65 ducats 3/4 dans le marc de Castille pesant 230 grammes, au titre de 989 millièmes, ce qui fait 3 gr. 555 par pièce. La pièce de 10 francs française au titre de 300 millièmes pèse 3 gr. 225. Le ducat valait donc 11 fr. 6675. C'est par ce chiffre qu'il faut multiplier les chiffres suivants si l'on veut avoir leur équivalent en francs.

L'archevêque de Tolède a 300,000 ducats ; le monastère de Saint-Benoît de Valladolid a 400,000 ducats ; le clergé de Castille possède un revenu de 10 millions et demi de ducats, plus de 122 millions de francs !

Les Cortès, malgré la terreur que le clergé fait peser sur tous, signalent l'accumulation des richesses entre les mains d'un corps « qui, prenant toujours et n'aliénant jamais, finira par devenir maître de tous les biens ».

III

L'Inquisition et le gouvernement des prêtres ne ruinent pas seulement l'Espagne matériellement ; mais ils y font le vide intellectuel.

En 1491, quand les Espagnols avaient pris Grenade, ils en avaient incendié la bibliothèque. Il y a bien 85 universités dans la péninsule ibérique ; Salamanque peut se vanter de ses 75 chaires, de ses 25 collèges, de ses 15,000 étudiants. Mais qu'y enseigne-t-on? ce que permettent les prêtres. On s'y perd en commentaires sur Aristote et saint Thomas.

De Grammont dit: « Leur paresse et l'ignorance des arts et des sciences sont inconcevables. »

Saint-Simon dit de l'Espagne: « La science était un crime; l'ignorance et la stupidité la première vertu. » On n'enseignait même pas les mathématiques à Salamanque.

Les Jésuites ont des collèges à Alcala, à

Coïmbre, à Valladolid, à Oviédo, etc., qui font un peuple de mystiques et de casuistes, comme Sanchez et Escobar, comme Molinos, l'inventeur du quiétisme qui n'est autre chose que l'anéantissement de la volonté humaine en Dieu.

Les saints de l'Espagne sont Ignace de Loyola, un fou à la foi mystique et pratique qui fonda les Jésuites, une des institutions les plus néfastes de l'humanité ; sainte Thérèse, une illuminée.

La seule concurrence à l'Église, c'est le théâtre. On compte trois cents troupes d'acteurs. Il y a des écrivains, comme Cervantès, Lope de Vega et Calderon, mais non des penseurs. Comment pouvaient-ils avoir des opinions personnelles sous le règne de l'Inquisition ? Cervantès meurt franciscain. Ces littérateurs en arrivent à ce degré de dépravation qu'ils célèbrent la puissance qui leur interdit de raisonner. Ils ont des dissertations pour prouver la nécessité de brûler les hérétiques et pour célébrer la réalité et la beauté des miracles. Calderon est le poète de l'Inquisition.

IV

Des esprits ainsi préparés sont modelés par le clergé comme il l'entend. « Chacun veut faire son âme héritière et enrichit l'Église en dépouillant ses créanciers. » Il n'y a pas dans la chrétienté, dit un ambassadeur vénitien, d'État où les ecclésiastiques absorbent davantage les revenus publics et où les ordres religieux sont plus nombreux. Les moines pullulent et accaparent presque tous les évêchés, et tous les hauts emplois sont pris par les prélats. « On voit, en 1700, dit M. Boissonnade, un cardinal premier ministre, colonel des gardes et lieutenant général de la mer; un archevêque président de Castille; un prêtre, juge de commerce à Séville; un autre, vice-roi du Mexique. Un moment, on parle de confier la direction de la guerre à l'évêque de Malaga. L'Église maintient ses privilèges et brave le pouvoir civil. En 1680, le président de Castille est disgracié pour s'être opposé à l'inter-

vention du nonce dans une élection monastique. Le duc de Veraguas, vice-roi de Valence, est révoqué pour avoir fait exécuter un moine chef de brigands. L'Inquisition domine tout par la terreur et continue ses autodafés. Une junte de réforme, instituée en 1695, signale vainement ses abus, ses empiètements aux dépens de la justice ordinaire, les privilèges de ses familiers, les inconvénients de son droit d'asile. Les inquisiteurs menacés ripostent en accusant le parti autrichien d'avoir ensorcelé le roi. Charles II se soumet à leurs exorcismes, et les projets de la junte disparaissent dans l'éclat d'un procès scandaleux. »

Si Philippe V eut l'audace d'exiler le grand inquisiteur Mendoza (1705) à cause de son attachement au parti autrichien, il ne pouvait attaquer l'Inquisition qui, par un édit de 1707, obligea tous les Espagnols, sous peine de péché mortel et d'excommunication, à rester fidèles au roi. La princesse des Ursins essaya bien, en 1714, de supprimer le Saint-Office; elle fut expulsée elle-même d'Espagne et l'Inquisition continua de fonctionner.

En 1705, on n'osa pas traduire devant les juges séculiers un moine séditieux qui avait tenté de soulever Grenade contre Philippe V. Si le clergé continuait de dépouiller les laïques, il entendait se taxer lui-même, n'accorder de don volontaire qu'avec l'autorisation pontificale.

En 1720, pour consoler les Espagnols du traité de Cockprit, les inquisiteurs font un autodafé à Madrid de douze juifs et musulmans. En trente ans, l'Inquisition prononça 14.000 condamnations parmi lesquelles 782 au bûcher. Si impénétrable que fût l'Espagne aux idées du dehors, cependant, en 1746, les autodafés généraux disparaissent: de cette date à 1759 on ne compte plus que 34 autodafés particuliers et 10 exécutions.

V

Charles III réunissait en lui les superstitions napolitaines et espagnoles; mais il essaya d'affranchir son trône de la domination cléricale, en s'appuyant sur les légistes.

Malgré l'émeute de 1766, dirigée par un moine, le P. Yecla, et un ouvrier échappé du bagne, il persévéra. Dans la nuit du 2 au 3 avril 1767, il fit arrêter tous les jésuites et les fit embarquer pour les États pontificaux. Il répond à une admonition de Clément XIII « qu'il ne doit compte de ses actes qu'à Dieu ». Il fait enseigner des maximes régaliennes sur l'indépendance du pouvoir civil. Il modifie le tribunal de la nonciature qui avait la juridiction d'appel civile et criminelle sur le clergé espagnol. Il diminue le pouvoir d'acquérir de l'Église, soumet ses biens à l'impôt, diminue le nombre des confréries, l'effectif du clergé, essaye en un mot de transformer le pouvoir théocratique en absolutisme civil.

Mais il voue ses États « à l'Immaculée Conception de la Vierge » et, ayant enlevé à l'aristocratie toute importance politique, il ne laisse que deux pouvoirs en Espagne : la Monarchie et l'Église.

L'Inquisition est toujours un instrument de règne ; mais elle s'humanise et se laïcise. Elle doit soumettre ses décrets contre les

écrivains et les livres à l'approbation du pouvoir royal. De 1759 à 1788, il n'y a que quatre pauvres petites exécutions par le bûcher. Il est remplacé par l'exil ou la prison. Don Pablo Olavide n'est condamné qu'à huit ans de prison pour ses relations avec les philosophes.

VI

L'infiltration des idées françaises, due à des étrangers, acceptée par quelques Espagnols distingués, n'avait point pénétré dans la masse du peuple entretenu soigneusement en méfiance contre elles par le clergé qui était incapable de les comprendre et avait tout intérêt à les combattre.

Quand la Révolution française éclate, Floridablanca n'a qu'une préoccupation : en préserver l'Espagne. Il supprime les journaux qui avaient commencé de paraître dans le milieu du siècle, il ne conserve que la *Gazette de Madrid*, à laquelle il est interdit de dire un mot de ce qui se passe en France.

Aranda qui lui succède a des idées françaises; il n'ose rien abroger, seulement il n'applique pas les mesures prohibitives. Si les voltairiens espagnols se montraient irrespectueux envers le clergé, ils n'en croyaient pas moins à l'enfer et allaient à confesse. Leur idéal politique était un bon despote. Aranda ne resta que deux ans au pouvoir.

Sous Godoy, l'Espagne fut envahie par les émigrés. Il y en avait 6.000 à Madrid; l'évêque d'Orense nourrissait 4.000 prêtres français; d'autres s'agitaient à Sarragosse et à Barcelone. L'Espagne devint une Vendée. Les Français remportent la victoire de Mouga, prennent Figuières, et malgré l'horreur de Charles IV pour traiter avec des régicides qui ont détruit des chapelles et des églises, Godoy conclut la paix de Bâle (22 juillet 1795) qui lui vaut le titre de prince de la Paix, à l'horreur de la vieille noblesse qui la considérait comme une honte.

VII

Toutefois, la Révolution avait exercé son influence. L'Inquisition conservait son organisation, mais elle n'osa plus faire qu'une exécution en effigie en 1800. Ne pouvant plus brûler les hommes, elle se contenta de brûler les livres.

L'Espagne combattit pendant six ans, avec une énergie poussée jusqu'à la férocité, l'invasion de Napoléon. Restaurateur du culte en France, Napoléon était révolutionnaire en Espagne. Il ne voulait point cependant supprimer le catholicisme, mais il menaçait les couvents, ce qui justifiait la haine des moines.

Victor Hugo raconte qu'enfant, à Madrid, il allait à l'école dans un couvent de moines. L'un d'eux se trouvant sur la porte, aperçoit au bout de la rue un régiment de grenadiers français. Il s'empresse de rentrer en criant avec épouvante : Voilà Voltaire!

Si tout soldat français portait un peu de

l'esprit de Voltaire dans sa giberne, il n'en laissa guère à ses ennemis les Espagnols. La Constitution libérale du 18 mars 1812 déclare « la religion catholique la seule véritable, à jamais la religion de l'Espagne et prohibe tout autre culte ». Toutefois l'Inquisition était supprimée, mais remplacée par des tribunaux protecteurs de la foi, chargés d'empêcher la publication de tout ouvrage « contraire aux dogmes de la discipline traditionnelle de l'Église ».

Mais deux ans après, à la grande joie du peuple espagnol qui ne pouvait se consoler de la perte de ses anciennes institutions, l'Inquisition fut rétablie, un ordre de chevalerie créé pour les inquisiteurs. Le 14 avril 1815, le roi Ferdinand VII fit une visite au Saint-Office, inspecta ses prisons, prit part à ses délibérations. Cinq ans après, le 7 mars 1820, les Madrilènes pillèrent le palais de l'Inquisition, et le 9 mars le premier acte de la Junte provisoire fut de la supprimer.

La Sainte Alliance chargea le gouvernement français de mettre bon ordre à ces velléités libérales. La réaction, guidée par le

clergé, fut tellement féroce, que le duc d'Angoulême épouvanté défendit de procéder à aucune arrestation sans l'autorisation des Français. Il passa pour un Jacobin. Le 6 octobre, un décret de Ferdinand VII institua des missions pour convertir les libéraux et enferma les prêtres suspects dans des couvents qui étaient des prisons. Une société, l'Ange exterminateur, faisait la chasse aux libéraux, les torturait, les fusillait. Calomarde ne cessa de faire des râfles de suspects qu'après la publication d'une amnistie, le 20 mai 1824, qui lui fut imposée par le gouvernement français. Les « juntes de purification » continuèrent cependant à fonctionner : la simple affiliation à la maçonnerie était punie de mort.

Cependant, les Apostoliques trouvaient que Ferdinand trahissait l'Église, et, pour défendre l'absolutisme, ils ne trouvaient rien de mieux que de se révolter. Au mois d'août 1827, ils installèrent une junte à Manseta, déclarant aux paysans que le roi était prisonnier des francs-maçons et pour le délivrer, ils organisèrent des bandes armées. Ferdinand VII fut obligé de marcher contre

ses défenseurs trop zélés. La Révolution de 1830 éclata en France ; Ferdinand mourut en 1833, laissant la couronne à Christine, alors que les Apostoliques espéraient le règne de Don Carlos. Pendant sept ans, la guerre entre les « Cristinos », royalistes modérés et libéraux, et les « Carlistos » déchira l'Espagne.

Pendant cette période, un décret royal du 11 octobre 1835, confirmé par une loi de 1836 supprima les ordres religieux à l'exception de trois : les Escalopios, les Filipinos et les frères Saint-Jean-de-Dieu. Cependant, on compte encore en Espagne 1.684 moines résidant dans 161 maisons religieuses et 14,592 religieuses dans 1.027 couvents.

Dans son intéressant ouvrage sur l'*Espagne, Cuba et les États-Unis,* M. Charles Benoist résume ainsi l'impression que nous donne encore aujourd'hui le gouvernement espagnol.

« Comme nous traversions, en sortant du cabinet de M. Canovas, le grand salon de la présidence du conseil où se réunissent les ministres, nous vîmes, debout dans un des

angles et graves, ne causant pas, quatre religieux qui attendaient : — « Ce sont, me dit-il, les procureurs à Madrid des quatre principaux ordres établis aux Philippines : Augustins, dominicains, franciscains et récollets ; le président les a mandés pour conférer avec eux de la situation politique. » Et tous les quatre ils me rappelèrent l'impression ressentie au Palais, deux ans auparavant, en regardant entrer, appelé chez la reine, un évêque dont la robe de moine était à demi recouverte du rochet de dentelles, avec les manches doublées de violet, devant lequel s'agenouillaient grands d'Espagne, généraux, dames d'honneur, et qui, la mine indifférente, l'œil dur, bénissait de haut. »

Le catholicisme est toujours la religion nationale et la seule autorisée. En 1887, le recensement comptait 1.654 protestants, 402 juifs et 9.645 rationalistes. Les protestants peuvent exercer leur culte, mais non publiquement. Toute annonce d'une de leurs cérémonies est formellement interdite.

Le clergé compte 32.000 prêtres, le nombre des cathédrales est de 65, des séminaires de

30, des églises de 18.564 et des couvents, maisons religieuses, chapelles de 11.202.

L'Espagne est restée la plus catholique des nations du globe ; et tout catholique est soumis à une direction extérieure. Il ne se décide à agir qu'avec la permission de son confesseur ou en pensant à l'absolution qu'il sera obligé de lui demander. Loin d'avoir l'esprit critique et de chercher à se rendre compte de toutes choses, il se résigne au mystère et croit au miracle. Il remplace l'effort personnel par des prières et par des vœux. Il réclame des grâces et méprise la justice. Ces habitudes constituent un état mental qui se manifeste dans tous les actes de la vie.

« Penser par soi-même, dit M. Desdevises du Dézert, raisonner ses idées, se former un jugement, prendre une décision, ce sont là des choses presque insupportables à l'esprit d'un Espagnol. »

CHAPITRE IV

L'ESPAGNE ET LES ÉTRANGERS [1]

I

J'ai raconté le furieux effort fait par le clergé, l'Inquisition, les rois, soutenus par l'opinion de leurs peuples, pour réaliser cet idéal : « l'Espagne aux Espagnols ». Au moment où elle l'atteignait, elle était gouvernée par des étrangers. Charles-Quint n'était Espagnol que par sa mère, Jeanne la Folle, son père était Philippe le Beau, archiduc d'Autriche. Né à Gand, en 1500, élevé en Flandre, il ne se rendit en Espagne qu'après la mort de Ferdinand survenue en

1. *Le Siècle*, 19 juin 1898.

1516. Il était entouré de Flamands. Quand en 1518, il prêta serment, devant les Cortès, de maintenir les privilèges, les lois et les coutumes du royaume, on n'entendit pas le passage du serment qui excluait les étrangers de tous les emplois. Zumel de Burgos invita le roi à répéter ce passage. Charles-Quint répondit évasivement : « J'ai juré ».

Les Cortès l'invitèrent à apprendre l'espagnol afin de se mettre en communication avec ses sujets. Il tourna le serment, prêté ou non, en donnant des lettres de naturalisation à ses conseillers flamands qui ne pensaient qu'à exploiter l'Espagne. Chièvres donnait l'archevêché de Tolède à son neveu Guillaume de Croy, âgé de douze ans. Il vendait tout, charges, offices, évêchés et prudemment il expédiait en Flandre les produits de ce trafic. Quand Charles fut élu empereur, il n'avait même pas visité les villes de la péninsule. Les Espagnols sentaient qu'ils seraient exploités au profit de ces étrangers. Charles-Quint traita avec mépris leurs réclamations. Il convoqua les Cortès à Santiago, près de la Corogne, où il devait s'embarquer.

Les Cortès lui demandaient de ne pas quitter la Castille, d'interdire l'exportation de l'or et de l'argent, de ne plus faire gouverner le pays par des étrangers. Charles-Quint leur fit voter un nouveau don gratuit pour payer les frais de son voyage en Allemagne et nomma comme régent son précepteur, Adrien d'Utrecht.

Onze villes répondirent en se révoltant et formèrent une Sainte-Junte à Avila (1520). Seulement cette Junte manqua d'esprit politique. Au lieu de réclamer des garanties contre le roi, elle attaqua la noblesse sur laquelle Charles s'appuya immédiatement. Il revint en Espagne en 1522 avec 4.000 lansquenets, fit exécuter environ trois cents chefs de la révolte, sans excepter ni nobles, ni prêtres, ni moines.

Les intérêts de l'empereur d'Allemagne étaient opposés aux intérêts du roi d'Espagne. Jamais il n'hésita à sacrifier ceux-ci à ceux-là. Toujours en route, il ne séjourna que rarement en Espagne. Il resta pendant treize ans, de 1543 à 1556, sans y paraître,

et quand il y revint, ce fut pour se réfugier dans le monastère de Yuste.

Ses conseillers, ce furent un flamand, de Chièvres, un piémontais, Mercurino de Gattinara, un franc-Comtois, Perrinot de Granvelle. S'il confia les affaires de la chancellerie de Castille à l'Espagnol Francisco de Los Covos, il donna la chancellerie d'Aragon au fils de Granvelle.

Charles-Quint a pour généraux des Italiens, des Flamands, des Français : Prosper Colonna, Pescaire, Lannoy, Bourbon, et un seul Espagnol, le duc d'Albe, de la capacité duquel il se méfiait avec raison.

Les grandes charges de cour appartiennent à des étrangers et Charles-Quint fait payer par l'Espagne les frais d'une représentation qui devait répondre à sa situation impériale. La junte d'Avila lui reprochait de dépenser 150.000 maravédis par jour pour sa table, tandis que Ferdinand et Isabelle n'en dépensaient que 15.000. D'après les pétitions des Cortès, le pays était dans la misère. Elles réclamaient des réformes. Charles-Quint faisait des serments qu'il

oubliait, et il continuait à exploiter l'Espagne et à la laisser exploiter par ses conseillers étrangers.

Philippe II se réfugia en Espagne après la bataille de Saint-Quentin. Mais il en épuisa les ressources pour toutes ses entreprises extérieures. Dès 1559, trois ans après son accession au trône, il écrivait : « tous les revenus sont engagés ». En 1596, deux ans avant sa mort, il faisait banqueroute. Ces dépenses avaient été faites non pas au profit de l'Espagne, mais pour des intérêts étrangers.

II

Quand Marie-Anne d'Autriche gouverne l'Espagne pendant onze ans, de 1665 à 1676, comme régente de Charles II, elle n'a de confiance que dans son confesseur, un jésuite allemand, Johann Eberhard von Neidhart qui, naturalisé Espagnol, devint conseiller d'État, membre du conseil de régence, grand inquisiteur ; elle manifestait

hautement sa haine contre les Espagnols qu' « elle eût voulu voir réduits aux guenilles ». Elle envoyait en Allemagne tout ce qu'elle pouvait.

Après elle, Marie-Louise de France, femme de Charles II, avait la même haine pour les Espagnols. Elle mourut subitement (1689). Marie-Anne de Neubourg, belle-sœur de l'empereur, lui succède. Elle règne dix ans avec une coterie d'Allemands qui a à sa tête le P. Gabriel Chuisa, capucin du Tyrol, son confesseur, et la baronne de Berlepsch qui trafiquait de tout et avait soin d'envoyer ses profits aux banques d'Amsterdam et de Londres.

III

Les Espagnols, fatigués de la tyrannie des Autrichiens, acceptèrent avec joie comme roi le petit-fils de Louis XIV. L'Espagne est alors gouvernée pendant neuf ans par Louis XIV et par la princesse des Ursins, née la Trémoille, la cama-

rera-major de la reine, fille du duc de Savoie.

Deux Français, l'ambassadeur Ancelot, et le financier Orry, ancien rat de cave, paysan normand avisé, tentent de réformer l'administration, l'armée et les finances. C'étaient des trouble-fête impopulaires à tous. Le roi lui-même se mit contre eux avec les Espagnols. On accusa le cardinal d'Estrées d'avoir dissipé l'argent de la flotte en 1703.

Après les Français, à partir de 1711, ce sont les Italiens qui gouvernent. Le principal d'entre eux est le cardinal Alberoni (1715) qui est animé de la même ardeur de réformateur, mais qui, en quatre ans, n'ayant pas su résister à la volonté du roi, aboutit à la destruction de la flotte espagnole par l'amiral Byng et provoqua le triomphe de la Quadruple-Alliance.

Pendant cette période, l'administration est dirigée par un Hollandais, Riperda, et par un Allemand, Kœnigleg. Les ministres français et italiens eurent des imitateurs espagnols comme Patino, Campillo, Enseuxda.

Quand Charles III succéda à Philippe V,

il avait déjà régné à Naples. Il amena avec lui comme ministres deux Italiens, un Sicilien, le marquis de Squillace, et un Gênois, le marquis de Grimaldi. Ils suscitèrent des haines violentes, du moment qu'ils voulurent faire des réformes. Charles III disait : « Mes sujets sont comme des enfants qui pleurent quand on les nettoie. » Il fut forcé de sacrifier cependant ses ministres étrangers à l'émeute de 1766, mais il appela au pouvoir le comte d'Aranda, lié avec les philosophes français, et Floridablanca et Campomanès. Aranda osa importer le franc-maçonnerie en Espagne. Campomanès était imbu des idées économiques libérales françaises.

Un Irlandais, O'Reilly, modifia l'armée ; un Napolitain, Gazzola, l'artillerie ; un Français, Gauthier, la marine.

IV

Ces faits prouvent que les Espagnols, qui n'ont reculé devant aucun moyen pour que l'Espagne fût à eux seuls, n'ont guère été

gouvernés que par des étrangers, surtout à partir du jour où ils eurent complètement atteint leur idéal par l'expulsion des Maures. Les uns les ont mis au pillage. Les autres, les Français et les Italiens, ont fait les plus louables efforts pour les arracher à leur paresse et à leur routine. Tous les progrès qu'ils ont accomplis proviennent d'une impulsion extérieure.

C'est aux troupes de Napoléon qu'ils ont dû la Constitution de 1812 qui est restée pendant longtemps l'idéal des libéraux. Mais, même sous Philippe IV, la population ne fournissait pas ses armées. Un tiers de l'effectif était étranger.

Au point de vue économique, si on excepte la Catalogne, le peu de prospérité qu'a pu avoir l'Espagne, elle le doit aux étrangers. Ce sont les juifs qui font son commerce, les Maures qui sont ses artisans et ses agriculteurs. Une fois qu'elle s'en est débarrassée, Charles-Quint et ses successeurs sont obligés de s'adresser à des étrangers. Ils empruntent à des Allemands et à des Italiens qui viennent en Espagne, exportent des produits

espagnols : la laine, la soie, le fer, dont la vente était prohibée ; font le commerce avec ses colonies malgré les prohibitions dont il était frappé. Ils en étaient quittes pour se faire couvrir par des Espagnols. Et ces pays d'Amérique, si jalousement confisqués par les Espagnols, par qui avaient-ils été découverts ? Non par un Espagnol, mais par un Génois, Christophe Colomb.

A la fin du XVIIe siècle, ce sont les Français qui, au nombre de 60 ou 70,000 concentrent dans leurs mains le commerce et l'industrie à Ségovie, Séville, Grenade, Tolède. A partir de 1713, date du traité d'Utrecht, les Anglais les remplacent en partie. Les mines d'Aragon et d'Almaden sont exploitées sous la direction d'un Irlandais, Bowle.

En 1793, l'Espagne fit à l'égard des Français ce qu'elle avait fait à l'égard des juifs et des Maures : des émeutes furieuses menacèrent ceux qui y étaient établis ; le gouvernement emprisonna les uns, expulsa les autres et confisqua les biens de tous.

V

Cependant, au XIXe siècle, les Français n'ont point gardé rancune aux Espagnols de ces procédés, pas plus que de l'énergie féroce avec laquelle ils se sont défendus contre les armées de Napoléon. On a oublié les assassinats, accompagnés de tortures, qu'ils ont fait subir à nos soldats.

Des ingénieurs et des capitalistes français sont allés se mettre à la disposition de l'Espagne. Les Espagnols ont fini par consentir à les laisser faire et à se laisser donner trois milliards de capitaux par la France dont, d'après les évaluations de M. Neymark, la valeur est réduite de moitié. C'est une Compagnie française qui a éclairé Madrid au gaz. Ce sont des Compagnies françaises qui ont sillonné l'Espagne de chemins de fer. Ce sont les Français qui ont installé en Espagne les grandes Compagnies de crédit ; ils ont, avec les Anglais, mis en valeur des richesses minérales qui seraient restées sans emploi.

Les Français ont porté aussi des capitaux en Espagne pour le développement de sa viticulture ; ils ont appris aux Espagnols à perfectionner leurs procédés de culture et de vendange. Nous nous sommes livrés à toutes ces opérations dans notre intérêt que nous n'avons pas toujours bien calculé. Tant pis pour nous. Les Espagnols ne nous doivent pas plus de reconnaissance que nous ne leur en devons, parce qu'ils ont bien voulu consentir à ce que nos ingénieurs et nos capitalistes fassent chez eux ce qu'ils ne voulaient ou ne pouvaient pas faire eux-mêmes.

Cette petite étude n'a pour but que de constater deux faits : jamais l'Espagne n'a été livrée autant à l'exploitation des étrangers que le jour où la conception de l'Espagne aux Espagnols, par l'extermination des juifs et l'expulsion des Maures, parut avoir été pleinement réalisée. Si cette conception, si ruineuse qu'elle ait été pour l'Espagne, ne l'a pas encore été davantage, c'est que les Espagnols, malgré tous leurs épouvantables procédés, ne sont pas parvenus à atteindre leur idéal.

CHAPITRE V

LA MISÈRE DE L'ESPAGNE[1]

I

C'est un lieu commun que de parler de la grandeur passée de l'Espagne et de sa décadence présente et d'opposer sa prospérité de jadis, au lendemain de la découverte de l'Amérique, à sa pauvreté actuelle.

Si on fait remonter la grandeur et la prospérité de l'Espagne au moment où elle était occupée par les Maures, où ils bâtissaient leurs palais de Cordoue et de Grenade, on a raison; mais en réalité, la décadence de l'Espagne date du jour où l'Espagne a été aux Espagnols.

1. *Le Siècle*, 28 juin 1898.

Ils avaient si bien ruiné le pays qu'ils devaient occuper qu'ils n'y trouvaient rien. Leur histoire n'est que l'histoire de leur misère.

Les rois sont toujours à bout de ressources; et pour s'en procurer, ils ont recours aux moyens qui doivent achever leur ruine. Alphonse X (1261) fait de la mauvaise monnaie et établit une loi de maximum. Henri Ier (1390-1406) était réduit à une telle misère que son maître d'hôtel ne trouvait aucun crédit dans Burgos et ne pouvait le nourrir.

Mais Christophe Colomb aborde à Cuba en 1492. Est-ce que l'Espagne n'a pas été le grand réservoir qui a reçu les trésors du Nouveau-Monde? Il est exact que, pendaut le XVIe siècle, elle a reçu des sommes considérables. Mais c'est se faire une singulière illusion, de croire qu'elles l'ont enrichie.

D'abord, de 1492 à 1520, le mouvement des métaux précieux est peu important. Ce qu'on apporte, « c'est un misérable butin souillé de sang, des ornements arrachés aux indigènes ».

D'après Lexis, la production des métaux

précieux au Mexique et dans l'Amérique du Sud a été, de 1493 à 1600, de 330,000 kilos d'or qui, à 3,444 francs le kilo d'or fin, donnent 1.136 millions de francs et de 13.100.000 kilos d'argent qui, à 222 francs le kilo, donnent 2.908 millions de francs. Ce serait donc une somme de 4 milliards de francs qui serait entrée en Espagne, soit un peu moins de 40 millions par an.

Cet afflux de métaux entraîne des hausses de prix qui provoquent des plaintes universelles, font fixer un maximum sur le prix du blé, interdire la sortie des objets manufacturés pour l'Amérique, la sortie des laines (1552), et ils s'écoulent par l'intermédiaire des banquiers gênois, des conseillers flamands, et pour les besoins de la politique impériale dans les Pays-Bas et en Allemagne.

Si le centre des échanges monétaires n'est plus l'Italie, ce n'est pas l'Espagne non plus, c'est Anvers qui prend la place de Venise et de Florence.

M. W. A. Shaw, dans l'*Histoire de la monnaie* (traduction de M. Arthur Raffalovich) dit (p. 80) :

« Les dépouilles mal gagnées, souillées de sang qui arrivaient dans ses ports, servaient seulement à alimenter une vanité intraitable et à rendre la **nation encore moins propre à la vie industrielle** et commerciale. Cette influence désastreuse de l'empire si court de l'Espagne s'est perpétuée pour elle qui est toujours aussi peu apte que jamais, par tempérament et par éducation, à la vie commerciale. C'est là la pénalité que lui a value sa dot d'or et d'argent du Nouveau-Monde. Trouvant qu'elle pouvait tout acheter avec cet or et cet argent, elle se jeta dans la voie des conquêtes et laissa échapper le commerce. »

Le hidalgo n'est hidalgo qu'à la condition d'avoir un cheval et de ne pas travailler. Le mépris du travail, du commerce, de toutes les professions utiles peut être fort bien porté mais pousse ceux qui le mettent en pratique au pillage de ceux qui travaillent et à leur propre ruine. La littérature de Lope de Véga et de Cervantès, les romans picaresques nous montrent l'Espagne dévorée par la misère, le brigandage sans scrupule. Les proverbes

montrent la mentalité de gens toujours affamés : « Il y a plus de jours que de saucisses. Il n'y a pas de peine accompagnée de pain. » Charles-Quint dit : » En France tout abonde, tout manque en Espagne. »

II

Dès le début du règne de Charles-Quint, les Cortès ne cessent de gémir sur la misère de l'Espagne, sur les dilapidations de la Cour, sur les sommes immenses que la Cour de Rome tirait de l'Espagne, sur l'absorption des propriétés par le clergé.

Quoique l'empereur essaye de reprendre quelque chose au clergé en le considérant comme un agent fiscal qui doit payer une commission, l'empereur n'est pas plus riche que ses sujets. Philippe II, après les victoires de Saint-Quentin et de Gravelotte, est incapable de continuer la guerre faute de ressources. Il fait argent de tout : ventes de titres de noblesse, d'offices, de lettres de légitimation aux fils de prêtres, aliénation de justi-

ces perpétuelles. Quiconque, même Juif ou Maure, peut devenir noble pour 5,000 ducats.

En 1559, Philippe II déclarait que « tous les revenus étaient engagés ». Se considérant comme maître de la fortune de ses sujets, il s'empare, quand il en a besoin, des métaux précieux que les marchands recevaient à *la Casa de contratacion* de Séville. Il cherche la pierre philosophale. Les Cortès, pour remettre les finances en état, demandent des lois somptuaires, l'interdiction de l'importation d'objets de luxe fabriqués à l'étranger. Et cependant elles signalent bien une des causes du mal quand elles disent :

« Comment peut-on se livrer à un commerce quand on est obligé de payer 300 ducats pour un capital de 1.000 ducats ? »

Un projet, cité par Cervantès, a pour objet d'obliger tous les Espagnols à un jour de jeûne par mois et de faire verser le produit de l'économie qui en résulterait dans le trésor royal.

Un peu plus d'un siècle après le premier voyage de Colomb, le 20 novembre 1596, Philippe II leva toutes les assignations qu'il

avait accordées à ses créanciers sur les revenus publics : « les deniers qui en proviendraient seraient mis dans ses coffres ». C'était la banqueroute éhontée. Il dut subir ensuite les conditions les plus dures. Les Gênois ne lui prêtèrent 8 millions de livres qu'à gros intérêt. Le roi qui se croyait maître de la fortune de tous ses sujets, est réduit à solliciter un don gratuit.

Les Cortès crient : « le royaume périt ». Un Anglais définit l'Espagne, une « fontaine d'orgueil dans une vallée de misère ».

Philippe IV vend 60.000 offices municipaux et fait la chasse aux concussionnaires. C'est là un des signes auxquels on reconnaît un gouvernement de désordre et obéré. Il fit des règlements sur les maisons de débauche, sur la qualité des repas, sur la forme des habits. Il régla la hauteur des cols de chemise et il s'imagina que, par de tels moyens, il pouvait assurer la prospérité de l'Espagne.

Les soldats, sans solde et sans vivres, ne vivaient que de pillage. Leurs habitudes étaient telles qu'un auteur dit : « Le soldat

volerait l'eau du puits plutôt que de ne rien prendre. »

III

En 1518, la dette était de 100 millions de doublons. Le doublon d'or, à 50 par marc de 230 grammes aux 989 millièmes de fin, égale 15 fr. 25. La dette augmente toujours, malgré des banqueroutes successives, comme celle de 1660 qui la réduit de moitié. Les impôts indirects arrêtent la circulation : l'Alcavala, qui prélevait sur toutes les marchandises 10 0/0 à chaque vente, est élevée à 14 0/0 sous Philippe IV. Le « millonès » frappe l'entrée et la circulation des denrées de première nécessité. Les droits de douanes maritimes et terrestres s'élèvent à 30 et 45 0/0 sur les marchandises étrangères. On ne cesse de créer des monopoles : Sel, poivre, mercure, cochenille, cartes à jouer, plomb, soufre, salpêtre, cire, gomme, eau-de-vie, papier blanc, chocolat, conserves, tabac, papier timbré.

L'Aragon, la Catalogne, la Navarre, Valence, les provinces basques échappaient en partie à l'impôt qui pesait sur les royaumes castillans : les classes riches, clergé, nobles, étaient partiellement exempts. Environ quatre millions de roturiers castillans en supportaient l'écrasant fardeau.

Les grands d'Espagne en 1660 étaient au nombre de 90 ; les nobles titrés étaient peu nombreux et très riches ; tous se ruinaient en fêtes, en cadeaux, et en traînant à leur suite des multitudes de pages, de gardes, de domestiques de tous rangs. La petite noblesse, endettée, était réduite à se mettre à leur solde et à vivre de mendicité.

Les paysans sont épuisés ; la culture est sacrifiée à la Mesta, compagnie des grands propriétaires de troupeaux à qui est livrée la campagne. Les Cortès affirment, au commencement du XVII[e] siècle, que la moitié des terres est en friche.

Si la paresse des habitants ne développe pas l'industrie, une réglementation officielle qui détermine les conditions de la fabrica-

tion et le prix des objets, la prohibition de l'exportation, ne provoquent point leur activité. Les fabriques tombent partout, les foires sont en décadence. Il n'y a que des étrangers qui, dans les ports, donnent quelque activité à l'Espagne.

IV

Sous Charles II (1665-1700), l'Espagne est mise au pillage par Marie-Anne d'Autriche et par Marie-Louise de France, puis par Marie-Anne de Neubourg et leur entourage. C'est le gaspillage et la misère. La reine croit faire le bonheur de ses sujets et mériter la reconnaissance du monde en distribuant aux portes du palais 14,000 rations par jour à une armée de mendiants. Les gardes du palais mendient et les domestiques s'en vont faute de gages. On continue la politique de Philippe II et de Philippe IV : altération des monnaies, taxes somptuaires, diminution des traitements qui ne sont même pas payés, ventes de titres de noblesse et de pri-

vilèges municipaux, ventes de domaines, saisie à bord des galions des métaux précieux appartenant à des particuliers, souscriptions dites volontaires, dons gratuits imposés aux villes, taxes extraordinaires sur les personnes aisées, réduction de la dette des trois quarts, emprunts aux banquiers gênois à 25 et 40 0/0.

A la mort de Charles II, il faut que le cardinal Porto Carrevo prenne à ses frais les messes qui devront être dites pour lui.

Sur 8 à 9,000 hommes de troupes en temps de paix, de 15 à 20,000 hommes en temps de guerre, il n'y a pas, en 1696, 4,000 Espagnols. Dans les effectifs figurent des soldats fictifs. On compte plus de généraux que de régiments, mais il n'y a ni armes, ni artillerie, ni fortifications, ni marine. En 1700, à part les galions destinés au service des Indes Occidentales, on ne trouve que deux vaisseaux en médiocre état.

Les grands vivent dans l'ignorance, la mollesse, le gaspillage, toujours à la curée des pensions, des charges, de tous les moyens d'exploitation que peut donner le pouvoir.

On estime, en 1700, que l'Espagne ne compte que 4 à 5 millions d'habitants, si maigres, si abattus qu'ils ne paraissent subsister que de ce qu'on appelle ici « humer le soleil *tomar el sol* », écrit la marquise de Villars.

V

Pendant le dix-huitième siècle, l'Espagne se relève un peu grâce aux réformateurs français, italiens ou espagnols, imbus des idées françaises qui la gouvernent : mais que d'efforts pour peu de résultats ! et que de réformes pusillanimes qui montrent leur impuissance !

Le roi, surtout depuis Philippe II, était dieu : mais il devait tout voir, tout savoir, tout prévoir et s'occuper de tout. La division du travail était inconnue. Au lieu de diriger le travail des autres, il devait tout faire par lui-même. Il était toujours perdu dans les détails de la paperasserie. Son administration se modelait sur lui. La

bureaucratie espagnole, de ce peuple qui se présente toujours dans l'attitude du matamore le poing sur la hanche, la main sur la garde de son épée, est de toutes la plus tracassière, la plus prolixe, la plus solennelle et la plus lente. Campomanès qui devait la connaître, ayant été assesseur de l'administration des postes, membre du conseil des finances, puis président du conseil de Castille, a tracé, dans ses *Lettres politico économiques*, la satire la plus vive de ces gratte-papiers, *Caga Tintas*.

Ensenada (1743-1754) est un grand ministre parce qu'il réduit les dépenses du palais de moitié : il change la perception de l'impôt, il amortit la dette, il laisse une réserve de 60 millions de francs, il abolit les droits qui empêchaient la circulation des céréales, il autorise l'exportation des métaux précieux, moyennant un droit. Les ministres italiens, Grimaldi et Squillace (1754-1766) essaient de réduire les empiètements du clergé dont les possessions étaient évaluées au cinquième du sol. Le peuple appelait ces ministres des hérétiques, les nobles haïs-

saient ces légistes étrangers. En 1766, Squillace proscrit les capes, qui servaient à cacher les armes, et les sombreros, à dissimuler les visages. De là une émeute qui force Charles III à le renvoyer.

Alors viennent Aranda et Campomanès. Ils se consument à empêcher l'absorption des propriétés et de la population par le clergé. Ils modifient les lois civiles, ils revisent les lois criminelles; mais ils tombent dans des minuties de police quand ils veulent réformer les mœurs par des règlements sur les théâtres, l'ivrognerie, les gitanos, les baladins, et modifier certaines coutumes populaires. La grande préoccupation, c'est la proscription des mendiants, des vagabonds, l'extinction de la mendicité et de la misère, l'organisation de maisons de travail dans un pays où l'exemple de la noblesse et du clergé affirmait le mépris du travail.

Quand on voit des hommes d'État donner à leur politique ce caractère de police et de bienfaisance, ils affirment leur impuissance de concevoir les véritables moyens qui mettent l'individu à même de se soustraire à la

misère par son propre effort et de trouver l'occupation qui lui convient le mieux.

Floridablanca et Campomanès (1776-1791) sont obligés de porter la dette de 150 à 560 millions de francs, de créer la loterie royale, l'impôt de « frutos », impôt de 5 0/0 sur le revenu, qui resta à l'essai pendant quinze ans, et qu'on ne put appliquer, et d'élever le budget de 50 à 200 millions ! Il est vrai qu'ils abolirent la « bolla » qui, en Catalogne, frappait toutes les ventes d'un droit de 15 0/0.

Jovellanos, en 1795, montrait, dans un rapport soumis à la Société d'Économie politique de Madrid, tous les obstacles qui s'opposaient aux progrès de l'agriculture : interdiction de la culture des terres vaines et vagues, défense de clore des propriétés, taxes sur la circulation les produits ; privilège de la Mesta pour le parcours des troupeaux ; inaliénabilité des biens d'église, majorats, etc. Il démontrait que toute l'organisation sociale, faite au profit de la noblesse et de l'Église, est anti-économique.

VI

Pendant le XIXᵉ siècle, de toutes les nations européennes, c'est l'Espagne qui s'est traînée le plus péniblement à la suite des progrès accomplis ; et les progrès, qui ont été réalisés chez elle, ne l'ont été que grâce au conçours des étrangers et de leurs capitaux.

L'état misérable de l'Espagne, depuis que les Juifs et les Maures ont été chassés de la presqu'île ibérique, montre ce que deviennent les peuples qui veulent se confiner dans des traditions séculaires. Ils en sont restés à la conception du mépris du travail, de toutes les professions utiles, de la civilisation productive. Ils ont continué à croire que la seule manière noble de vivre pour un hidalgo était l'exploitation politique du pouvoir, soit en obtenant des charges publiques, soit en pressurant les populations vivant dans les colonies. Ils ont fermé l'Espagne à toute concurrence matérielle et

intellectuelle. Ils ont méprisé les méthodes d'investigation basées sur l'observation ; ils en sont restés à leurs conceptions reposant sur la foi dans certains mots et dans certaines pratiques, sur la croyance aux miracles provoqués par des prières ou des offrandes. Au lieu de regarder vers l'avenir, ils se sont attachés désespérément à un idéal d'un passé misérable et odieux. Ils ont voulu assurer chez eux la prédominance de la civilisation sacerdotale et guerrière sur la civilisation scientifique et productive. Tous ceux qui seraient tentés d'avoir en France la même conception ou de se laisser séduire par les charlatans ou par les dilettantes qui en vantent les mérites, doivent réfléchir à l'effrayant exemple que nous donne l'Espagne.

LIVRE V

LES PAYS SOUMIS A L'ESPAGNE

CHAPITRE PREMIER

LES ESPAGNOLS ET LES GUEUX DES PAYS-BAS [1]

I

Nous avons vu ce qu'étaient les Espagnols chez eux, par quels procédés ils avaient réalisé contre les Juifs et les Maures cette conception : l'Espagne aux Espagnols ; à quels résultats les avait conduits l'esprit mendiant et persécuteur qui est la caractéristique de toute civilisation sacerdotale et militaire. Nous allons voir maintenant com-

1. *Le Siècle*, 5 juillet 1898.

ment ils se comportaient au dehors, avec les populations qu'ils prétendaient avoir sous leur domination, exploiter à leur profit et modeler à leur convenance.

A la mort de Charles le Téméraire (1477) les Pays-Bas avaient passé de la dynastie de Bourgogne à celle des Habsbourg par le mariage de Marie avec Maximilien. Charles-Quint, né à Gand, en 1500, était le fils de Philippe le Beau et de Jeanne la Folle, Il ne cessa de se préoccuper d'agrandir et de consolider les Pays-Bas dont il comprenait la puissance, la grandeur et la richesse. En 1543, il avait réuni les dix-sept provinces des Pays-Bas auxquelles étaient surbordonnées en fait les principautés indépendantes de Liège et de Cambrai.

Il pouvait croire avoir assuré à sa dynastie un magnifique domaine ; mais, Espagnol par sa mère, Jeanne la Folle, Charles-Quint exploita âprement ces provinces par des impôts ruineux, les livra au pillage des soldats qui, ne touchant jamais de solde, se payaient sur les habitants ; et enfin, tandis qu'il était obligé de transiger au point de

vue de la Réforme avec les princes allemands, il laissait son fanatisme religieux prendre sa revanche à l'égard de ses sujets des Pays-Bas.

Dès 1519, la Réforme s'y était introduite ; en 1521, Charles-Quint fit brûler à Malines les écrits de Luther. Par l'édit de Worms du 8 mai 1521, il réorganise l'Inquisition dans les Pays-Bas, en mettant à sa tête un laïque, le conseiller Van der Hulst, qu'Adrien VI nomme inquisiteur papal et place au-dessus du roi (1er juin 1523).

Il agit : les Augustins d'Anvers suspects d'hérésie sont arrêtés en masse ; on exige leur abjuration ; deux sont brûlés vifs à Bruxelles, le 1er juillet 1523. Ce sont les premiers martyrs de la Réforme en Europe.

Charles-Quint s'entend avec Clément VIII pour la nomination, le 17 juin 1524, de trois inquisiteurs généraux. Les biens des hérétiques sont confisqués au profit de l'État. Charles-Quint rendit une douzaine d'édits pour extirper l'hérésie avant l'édit perpétuel de 1550. Philippe II, qui succéda à son père

en 1555, ne fit que continuer cette œuvre de délation et de férocité.

L'édit perpétuel portait peine de mort par le fer (la fosse pour les femmes) et le feu non seulement contre les hérétiques, mais encore contre tous ceux qui vendaient, achetaient, copiaient ou possédaient des livres suspects, et qui tenaient des conventicules, disputaient sur l'écriture sainte en public ou en secret, qui logeaient, nourrissaient, favorisaient les hérétiques ou ne les dénonçaient pas.

La moitié des biens appartenait aux délateurs. Quel a été le nombre des victimes d'un pareil régime? On l'ignore, mais on a le droit de supposer qu'il fut effroyable. Le prince d'Orange le fixait à 50.000, Grotius le portait à 100.000.

Philippe II quitta les Pays-Bas pour toujours en 1559, laissant trois ou quatre mille mercenaires sans solde et confiant la régence à sa sœur naturelle Marguerite de Parme, la fille de Charles-Quint et d'une servante d'Audenarde.

II

Les causes de mécontentement étaient multiples ; la noblesse et le clergé étaient mécontents d'être gouvernés par la Consulte, composée de trois étrangers, Granvelle, Viglius et Berlaimont. Enfin la noblesse et la bourgeoisie réclamaient contre la tyrannie de l'Inquisition. Egmont alla en Espagne porter les plaintes des Pays-Bas. Philippe II y répondit par sa lettre du 17 octobre 1565 dans laquelle il estimait que « la cause du mal qu'il y a eu, et de ce qu'il se soit ainsi augmenté et passé si avant, ait esté par la négligence, flocheté et dissimulation des juges [1] », et il excitait l'inquisition à redoubler d'ardeur, comme si les délateurs et les bourreaux avaient besoin d'encouragement.

Alors trois hommes, Louis de Nassau, Jean de Marnix et Nicolas de Hornes, conçurent et mirent à exécution le projet d'une

1. *Histoire Générale*, publiée sous la direction de Lavisse et de Rambaud, t., V p. 182.

confédération des nobles pour le redressement des griefs. Ils rédigèrent un acte qu'on appela « le compromis des nobles » et qui fut bientôt couvert de deux mille signatures.

Ce qu'ils demandaient surtout, c'était l'abolition de l'Inquisition fonctionnant, « au grand déshonneur du nom de Dieu et à la perte, désolation et ruine totale des Pays-Bas, rendant toutes personnes perpétuelles et misérables esclaves ». Nous promettons, disaient-ils, l'un à l'autre, toute assistance de corps et de biens, comme frères et fidèles compagnons, tenant la main l'un à l'autre, que nul d'entre nous frères et confédérés ne soit recherché, tourmenté ou persécuté en façon ou manière quelconque, « auquel cas tous les signataires lui prêteraient aide et protection « sans y rien épargner. »

Ceux qui s'engagèrent ainsi étaient des héros.

Marguerite de Parme intimidée leur donna une audience. Ils entrèrent à cheval à Bruxelles au nombre de deux ou trois cents, furent reçus le 5 avril 1566, ne recueillirent

que des paroles vagues, et entendirent Berlaimont dire à la Régente : — N'ayez pas peur, ce n'est qu'une poignée de « gueux » ; le soir, dans un banquet, ils adoptèrent gaiement comme leur titre cette dénomination méprisante.

Les commerçants et les bourgeois organisèrent de leur côté une confédération qu'on nomma « le compromis des marchands ». Ils se mirent en rapport avec les nobles et leur offrirent de l'argent. Les ministres calvinistes osèrent venir tenir des prêches en plein vent aux portes d'Anvers, de Bruges, et autres villes où des foules se rendaient en armes. Les images des saints étaient partout arrachées et brisées. Les couvents se vidaient. Marguerite de Parme fut obligée de suspendre l'Inquisition.

III

Mais il y eut des divisions, des abandons, des lâchetés provoqués par des causes diver-

ses. Philippe II envoya, en 1567, 17.000 hommes, la plupart Espagnols, ayant pour chef, armé de pleins pouvoirs, « un vieux de soixante ans, long, maigre, portant une longue et mince barbe blanche », le duc d'Albe, qui avait donné en Italie des preuves de son aptitude à la tyrannie poussée jusqu'à la férocité. Marguerite de Parme lui céda la place et se réfugia en Italie. Il arrêta d'Egmont, de Hornes le bourgmestre d'Anvers, et institua un « conseil des troubles » qu'on appela « le tribunal de sang » composé des Espagnols Vargas et Del Rio. D'Egmont et de Hornes furent décapités le 5 juin 1568 sur la grande place de Bruxelles. Des potences s'élevèrent dans tous les carrefours des villes et des villages, des bûchers flambèrent partout. Les « registres des condamnés et bannis à cause des troubles » sont conservés aux archives de Bruxelles, témoignages épouvantables du régime auquel le duc d'Albe avait soumis les Pays-Bas. Le 8 juin, il écrivait avec une satisfaction sereine que tout était fini.

La guerre commençait.

Beaucoup qui s'étaient soumis dans l'effa-

rement de la terreur, sentirent leur énergie se réveiller quand le duc d'Albe força les États généraux de voter trois impôts nouveaux : le centième, le vingtième et le dixième denier ; soit 1 0/0, une fois payés, sur tous les biens ; 5 0/0 pour toute mutation d'immeuble ; 10 0/0 sur toutes les transactions. Cette importation de l'alcavala espagnole provoqua la grève des marchands ; les boulangers et les bouchers de Bruxelles fermèrent boutique. Le duc d'Albe voulait les faire pendre chacun à leur porte, quand il apprit que « les gueux de mer » venaient de prendre la Brielle.

Cette victoire relève les courages. On chansonne le terrible duc. Les protestants français viennent au secours des Flandres. Le 24 mai 1572 Coligny s'empare de Mons. L'Union de Dordrecht commence à constituer la République des Provinces-Unies.

Le duc d'Albe, qui avait fait ériger sa propre statue à Anvers, en 1570, se voit menacé. Il a recours à ses procédés habituels. Il livre pendant trois jours Malines à ses soldats. On garde le souvenir de la « furie

espagnole », à Malines, à Zutphen, à Naarden, à Harlem.

Les Espagnols jetèrent dans cette dernière ville la tête d'un de leurs prisonniers. Les habitants leur renvoyèrent onze têtes d'Espagnols, avec cette inscription : « Dix têtes pour le payement du dixième denier, et la onzième pour l'intérêt ». Après la prise de la ville, les Espagnols firent pendre tous les magistrats, tous les pasteurs et plus de quinze cents de ses habitants.

Cependant, Philippe II, au moment où il se réjouissait de la Saint-Barthélemy, comprenait qu'il perdait les Pays-Bas ; il rappela le duc d'Albe, envoya à sa place Requesens, homme relativement modéré qui abolit, le 6 juin 1574, le tribunal de sang et proclama une amnistie d'où il n'excluait que 300 personnes. Il est vrai que c'étaient les chefs. Mais les troupes espagnoles continuaient leurs excès. Le 4 novembre 1576, la « furie espagnole à Anvers » se livrait au massacre de 8.000 personnes, au pillage de la ville, et y allumait des incendies dont l'un détruisait l'Hôtel de Ville. Les députés de Brabant, de

Flandre et de Hainaut ouvraient spontanément, dans l'automne de 1576, les États généraux à Bruxelles et engagaient les négociations avec le prince d'Orange et les provinces calvinistes de Hollande et de Zélande. Elles aboutirent à « la Pacification de Gand » du 8 novembre 1576. Elle stipulait une alliance armée des catholiques et des protestants pour expulser les soldats espagnols, une amnistie générale, le retour des proscrits du tribunal de sang, la restitution des biens des condamnés.

Don Juan d'Autriche, qui arrivait à ce moment comme nouveau gouverneur, fut obligé de reconnaître la Pacification de Gand et de promettre le renvoi des troupes espagnoles. Il ne tint point cette promesse. Mais les catholiques et les protestants entrèrent en lutte. Guillaume le Taciturne fit adopter par les États généraux d'Anvers, le 12 juillet 1578, un projet de « Paix de religion » qui proclamait la liberté de conscience : « Touchant les dites religions, chacun demeurera franc et libre, comme il en voudra répondre devant Dieu ». L'exercice des deux cultes

rivaux sera autorisé partout où cent ménages, établis depuis un an, en feront la demande. Toutes les autorités jureront la paix de religion.

La liberté est la conception la plus difficile à comprendre. Ce projet fut très mal accueilli des deux côtés.

Alexandre Farnèse, fils de l'ancienne régente, tira très habilement parti de la division existant entre catholiques et protestants.

Le 6 janvier 1579, les catholiques de l'Artois, du Hainaut et des villes wallonnes de la Flandre, Lille, Douai, Oulins, conclurent « l'Union d'Arras » par laquelle ils se séparaient des États généraux pour le maintien des privilèges, l'obéissance au roi et la conservation de la seule foi catholique. Les protestants répondirent par l'Union d'Utrecht (23 janvier 1579) qui devint et resta la constitution de la République des Provinces-Unies.

Philippe II promit 25.000 couronnes d'or et des lettres de noblesse à celui qui assassinerait le prince d'Orange : moyen digne de

tous ceux qu'il avait déjà employés. Les États généraux de la Haye y répondirent le 26 juillet 1581 en proclamant la déchéance de Philippe II, et en affirmant le principe « que les rois sont faits pour les peuples et non les peuples pour les rois ». Guillaume fut assassiné le 10 juillet 1584, à Delft par Balthazar Gérard, qui n'agit point pour gagner la récompense promise, mais par fanatisme. Philippe II n'en conféra pas moins des lettres de noblesse à la famille de l'assassin. La mort de Guillaume n'eut pas le résultat qu'en avait attendu Philippe II, et du fond de son palais de l'Escurial, qu'il avait construit sur la forme du gril de Saint-Laurent ; entouré des moines hiéronymites, desservant l'église qui en occupe le centre, il apprenait la prise de Groningue en 1594, la constitution solide des sept provinces maritimes, leur reconnaissance comme État indépendant, en 1596, par Henri IV et Elisabeth.

IV

Les Provinces-Unies n'avaient pas seulement conquis leur indépendance, leurs flottes faisaient des conquêtes sur les colonies espagnoles et portugaises. En 1607, un armistice fut conclu; en 1609, l'Espagne reconnaissait l'indépendance des Provinces-Unies qu'elle avait eues sous sa domination pendant 132 ans.

La Flandre, le Brabant, le Hainaut étaient ruinés: Anvers, Gand, Bruges, Malines, Ypres, Bruxelles, Mons, Tournai, Valenciennes, avaient été saccagés, incendiés, dévastés. Les hommes les plus énergiques et les plus indépendants avaient disparu ou émigré dans les Provinces-Unies, emportant avec eux leurs qualités morales, leur industrie, leur aptitude au commerce et à la culture intellectuelle.

Les Pays-Bas, espagnols ou catholiques, restèrent languissants, avec l'Escaut fermé, Anvers ruinée, tandis que les Pays-Bas indé-

pendants et protestants, établis dans des marécages, montrèrent une activité commerciale, industrielle et intellectuelle qui en ont fait un des plus actifs foyers de la civilisation moderne. Amsterdam, bourgade de pêcheurs de harengs, devint un centre artistique qui domine toute la peinture avec Rembrandt. Le commerce de la Hollande alla jusqu'en Chine et au Japon.

De 1602 à 1609, dès avant la reconnaissance des Provinces-Unies par l'Espagne, la Compagnie des Indes avait gagné deux fois son capital ; en 1618, elle bâtissait Batavia ; elle établissait huit grands gouvernements dans les Indes ; elle enlevait, en 1653, le cap de Bonne-Espérance aux Portugais. La Compagnie des Indes occidentales occupait le Brésil de 1623 à 1636, époque où le Portugal redevenu indépendant de l'Espagne put le recouvrer. Pendant ces treize années, cette compagnie avait équipé huit cents navires, et en avait enlevé cinq cent quarante-cinq aux Espagnols. Dans une expédition, l'amiral Hein enleva tous les galions de l'Espagne revenant de la Havane et chargés de 20 millions de livres.

Mais, comme le fait remarquer avec raison M. H. Cons[1], ils saisirent avec une remarquable intelligence le moment précis où, de corsaires, il fallait se faire marchands et obtenir la richesse par le commerce et l'exploitation des colonies.

Excellents constructeurs, sachant s'associer pour les grandes entreprises de pêche ou de navigation, sobres, économes, audacieux pêcheurs de baleines et de harengs, navigateurs dans l'Extrême-Orient, faisant monter un navire de cent tonneaux par huit hommes d'équipage là où les Anglais en mettaient trente, ils avaient au xvii[e] siècle 16.000 navires, plus que toutes les autres marines réunies. La Banque d'Amsterdam sait utiliser les capitaux qui affluent dans les Pays-Bas, si bien que l'intérêt était de 5 0/0 au temps de Maurice de Nassau, de 4 0/0 sous Jean de Witt, de 3 0/0 en 1700, alors qu'en France et en Angleterre le taux courant était de 8 0/0.

Amsterdam avait reçu en 1593 les Juifs que chassait le Portugal, qui lui apportaient

1. *Précis de l'histoire du commerce.*

leur activité, leur intelligence, leurs ressources et la gloire de quelques-uns, comme Spinoza. La Hollande donnait asile aux libres esprits comme Descartes et Bayle, recevait un grand nombre de protestants que Louis XIV expulsait de France par la Révocation de l'Edit de Nantes, et ses libraires constituaient un des principaux appoints du progrès intellectuel dans les deux derniers siècles.

Comparez le rôle dans le monde de ce petit pays de 33.000 kilomètres carrés, conquis en partie sur la mer, à celui de l'Espagne avec ses 504.000 kilomètres de superficie ; et osez dire que la conscience de la liberté n'est pas une force, et que la civilisation scientifique et productive n'est pas supérieure à la civilisation sacerdotale et militaire, d'autant plus qu'elle n'exclut pas l'aptitude des individus à défendre leurs droits, comme l'ont prouvé les pêcheurs de harengs d'Amsterdam, les Gueux des Pays-Bas.

CHAPITRE II

L'EXPANSION COLONIALE DE L'ESPAGNE [1]

I

Christophe Colomb était gênois : et il a découvert l'Amérique au profit de l'Espagne. Il l'a découverte, avec l'aide de Ferdinand le Catholique et d'Isabelle la Catholique ; et sa découverte, célébrée comme la récompense accordée par Dieu aux souverains pour leurs exploits contre les Juifs et les Maures, a été la ruine de la géographie patrisique. Il aurait mérité d'être brûlé par l'Inquisition ; et elle profitait du succès de son entreprise,

1. *Le Siècle,* 15 juillet 1898.

si hérétique qu'il fût, pour étendre le domaine de ses barbaries.

Il aborda, dans son premier voyage, à Cuba (1492). L'exploitation et l'extermination des indigènes commença ; mais les Espagnols se chargeaient de leur vengeance, en se déchirant entre eux. En 1500, Bobadilla confisquait la maison et les biens de Colomb et de son frère et les renvoyait, les fers aux mains et aux pieds, en Espagne.

Lopès de Gamara dit que les « Espagnols trouvèrent, près de Sainte-Marthe, des paniers où les habitants avaient des denrées ; c'étaient des cancres, des limaçons, des cigales, des sauterelles. Les vainqueurs en firent un crime aux vaincus. L'auteur avoue, dit Montesquieu, que c'est là-dessus qu'on fonda le droit qui rendait les Américains esclaves des Espagnols ; outre qu'ils fumaient du tabac et ne se faisaient pas la barbe à l'Espagnole. »

Les théologiens espagnols examinèrent s'ils avaient une âme, une demi-âme, ou pas d'âme. Les théologiens finirent par leur

accorder une âme. Ce fut un des malheurs des indigènes.

Les malheureux furent placés sous la protection des autorités ecclésiastiques qui travaillèrent énergiquement à leur conversion, tandis qu'ils étaient obligés de travailler aux mines pour satisfaire la rapacité de leurs maîtres.

Sur le papier, il y avait des mesures tutélaires de protection à l'égard des indigènes. L'Indien au-dessous de dix-huit ans ne devait pas porter de fardeaux. En fait, les Espagnols prenaïent la reine Anacaona au milieu d'un festin, la pendaient, torturaient et brûlaient ses caciques, égorgeaient ou réduisaient ses sujets en esclavage, dressaient des chiens à la chasse des indigènes et organisaient le système des « repartimientos ». Il consistait à répartir les indigènes entre les occupants au profit de qui ils devaient travailler. Seulement, vers 1530, on ne trouvait plus à Cuba d'indigènes à répartir. Les Espagnols, avec leur aptitude à la destruction, avaient si énergiquement opéré qu'ils les avaient fait disparaître. On

avait déjà commencé de remplacer les Peaux-Rouges par des nègres importés. Des hommes humains, comme Las Casas, trouvaient que c'était fort bien, sans doute pour les raisons qu'en a données Montesquieu : « Les peuples de l'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique pour s'en servir à défricher tant de terres. Ceux dont il s'agit sont noirs des pieds jusqu'à la tête, et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre. On ne peut se mettre dans l'esprit que Dieu, qui est un être très sage, ait mis une âme, surtout une âme bonne, dans un corps tout noir. »

Cortès, au Mexique, brûlait vif ses chefs qui lui opposaient quelque résistance, prenait le trésor royal, mettait la contrée en pillage régulier. Son lieutenant Alvarado massacrait plusieurs centaines d'Aztèques qu'il avait attirés dans l'enceinte du grand temple. Dans le Panuco, Sandoval fit brûler vifs, en une seule fois, 60 caciques et 400 nobles. Toutefois les Espagnols ne furent pas assez nombreux pour exterminer tous

les indigènes comme à Cuba ; et par l'intermédiaire des femmes indigènes, une partie des vainqueurs fut absorbée par les vaincus.

Un autre aventurier, Pizarre, contracta à Panama une association commerciale avec Almagro et un prêtre nommé Luque, aborda au Pérou en 1532 et commença la politique de pillage et d'extermination la plus effroyable : mais les vainqueurs se disputaient entre eux les dépouilles.

François Pizarre fait tuer son associé Almagro par son frère Fernand Pizarre ; quand celui-ci retourne en Espagne (1539), il est jeté en prison, sous l'inculpation de ce meurtre et y reste vingt ans ; et les partisans d'Almagro assassinent François Pizarre le 26 juin 1541.

Las Casas remit à Charles-Quint en 1542 son mémoire sur la *Destruction des Indes*. Il y montrait la férocité de ses compatriotes. Un concile aboutit à l'ordonnance de 1543, ayant pour but la protection des indigènes. Il n'y avait qu'une difficulté, c'était de la concilier avec la rapacité dont le clergé et la couronne donnaient l'exemple, et avec

l'administration à la fois spoliatrice, désordonnée et tyrannique dont les Espagnols font preuve partout.

Gomara estimait qu'à cette date, plus d'un million de Péruviens avait péri au contact des Espagnols.

Tous ces chiffres, comme ceux que Torquemada donne pour le Mexique, sont approximatifs : les vainqueurs ne tenaient point une comptabilité très stricte des victimes qu'ils sacrifiaient avec une si dédaigneuse prodigalité.

Ils pillaient les Indiens, les menaient aux mines par divisions, appelés *Mitas*, les nourrissaient à coups de triques, sinon à coups de sabre, et le fonctionnaire royal, appelé « protecteur des Indiens » qui se trouvait dans chaque district, était leur premier oppresseur, après le clergé.

Le *Repartimiento* conférait aux corrégidors le droit de vendre aux indigènes les objets dont ils avaient besoin. Ils forçaient les Indiens qui n'ont point de barbe et allaient tout nus à leur acheter à des prix exorbitants toutes sortes d'objets inutiles, tels que

des rasoirs ou des bas de soie, si les marchands espagnols avaient jugé avantageux de leur en envoyer.

II

Le prosélytisme religieux n'est pas moins terrible. Se convertir ou mourir, telle est l'alternative laissée aux Indiens. Un seul prêtre fait 5.000 conversions en un jour à Mexico. Il ne suffisait pas à certains ordres religieux de convertir les gens qu'ils avaient sous la main. Ils faisaient des recrues. M. Paul Marcoy dans son *Voyage en Amérique du Sud,* nous indique comment les jésuites procédaient au Pérou. Les catéchumènes qu'on surmenait un peu, qu'on nourrissait mal et qu'on fouettait fort, mouraient comme des mouches. Pour parer à ce déficit et tenir au complet leurs populations chrétiennes, ils envoyaient des soldats et des religieux écumer les bords de l'Amazone et les missions fondées par leurs coreligionnaires et rivaux du Brésil. Les religieux

faisaient râfle de néophytes et les soldats pillaient leurs habitations désormais inutiles. On les conduisait dans les missions centrales comme des marchandises en entrepôt.

Torquemada, à la fin du XVIe siècle, compte 400 couvents dans la nouvelle Espagne. Les Récollets avaient, en 1621, 500 couvents formant 22 provinces dans les colonies espagnoles. Philippe III lui-même, fait remarquer, dans une lettre adressée au vice-roi du Pérou, que la superficie occupée par les couvents à Lima est plus grande que celle de la ville. En 1644, la ville de Mexico se plaint du nombre des couvents et déclare qu'il y a plus de 6,000 ecclésiastiques sans bénéfices. Le bas clergé est immonde.

L'Inquisition ne s'appliqua d'abord qu'aux Espagnols et aux créoles, les Indiens étant considérés comme indignes de ses soins. Mais la religion et l'ignorance étaient considérées par la métropole comme des instruments de gouvernement. « Il ne faut, disait-on, enseigner aux créoles que la doctrine chrétienne afin qu'ils demeurent soumis. »

Les colonies étaient bien de la couronne;

et la couronne voulait en importer des métaux précieux, en faire venir le plus possible en Espagne, de manière que le roi en prélevât une large part ; interdire aux colonies la production de tout objet que pouvait lui fournir la métropole ; concentrer dans un seul port, Séville, entre les mains d'un comité, « Casa de contratacion », toutes les affaires coloniales ; ne laisser d'initiative à personne : défense d'exporter des marchandises ailleurs que dans les colonies, afin de leur assurer un débouché et, afin de ne pas en priver les habitants de l'Espagne, limitation des exportations aux colonies à 27.500 tonneaux ; défense d'exporter les mules, les chevaux, les laines, les cuirs, les grains, le bétail ; défense d'exporter les métaux précieux ; défense aux étrangers d'aller dans les colonies et d'y faire aucun commerce : et ironie, toute la banque, tout le commerce, toute l'industrie étaient passés aux mains des étrangers !

Les Anglais, les Hollandais et les Français, dit Roberston, « se reposant sur l'honneur et la fidélité des marchands espagnols

qui consentaient à prêter leurs noms pour couvrir la contravention, envoyaient les objets de leurs manufactures dont ils recevaient le prix en espèces ou en marchandises précieuses du Nouveau Monde. En peu de temps, il n'y eut pas une vingtième partie des marchandises exportées en Amérique qui vînt du sol ou des fabriques d'Espagne ; le reste appartenait à des marchands étrangers qui les expédiaient sous le nom de marchandises d'Espagne. »

Voltaire, qui était fort au courant de ces questions, donne une pittoresque description de la manière dont se pratiquait, à Cadix, l'exportation prohibée des métaux précieux.

« Une loi sévère établie par Ferdinand et Isabelle, confirmée par Charles-Quint et par tous les rois d'Espagne, défend aux autres nations non seulement l'entrée des ports de l'Amérique espagnole, mais la part la plus indirecte dans ce commerce. Il semblait que cette loi dût donner à l'Espagne de quoi subjuguer l'Europe ; cependant l'Espagne ne subsiste que de la violation perpétuelle de cette loi même. Elle peut à peine

fournir quatre millions en denrées qu'on transporte en Amérique ; et le reste de l'Europe fournit quelquefois pour cinquante millions de marchandises. Ce prodigieux commerce de nations amies ou ennemies de l'Espagne se fait sous le nom des Espagnols mêmes, toujours fidèles aux particuliers, et toujours trompant le roi, qui a un besoin extrême de l'être. Nulle reconnaissance n'est donnée par les marchands espagnols aux marchands étrangers. La bonne foi, sans laquelle il n'y aurait jamais eu de commerce, fait la seule sûreté.

» La manière dont on donna longtemps aux étrangers l'or et l'argent que les galions ont rapportés d'Amérique fut encore plus singulière. L'Espagnol, qui est à Cadix facteur de l'étranger, confiait les lingots reçus à des braves qu'on appelait Météores. Ceux-ci, armés de pistolets de ceinture et d'épées, allaient porter les lingots numérotés au rempart, et les jetaient à d'autres Météores qui les portaient aux chaloupes auxquelles ils étaient destinés.

» Les chaloupes les remettaient aux vais-

seaux en rade. Ces Météores, ces facteurs, les commis, les gardes, qui ne les troublaient jamais, tous avaient leur droit, et le négociant n'était jamais trompé. Le roi, ayant reçu son indult sur ces trésors à l'arrivée des galions, y gagnait lui-même. Il n'y avait proprement que la loi de trompée, loi qui n'est utile qu'autant qu'on y contrevient.

» Le plus grand exemple de la violation de cette loi et de la fidélité des Espagnols s'est fait voir en 1684. La guerre était déclarée entre la France et l'Espagne. Le roi catholique voulut se saisir des effets des Français. On employa en vain les édits et les monitoires, les recherches et les excommunications ; aucun commissaire espagnol ne trahit son correspondant français. »

Tout ce beau système n'était que l'organisation de la contrebande.

Il consistait à faire exploiter les Indiens par les Espagnols et les Espagnols des colonies par les Espagnols de la métropole.

Il aboutissait à la ruine des colonies et de la métropole.

CHAPITRE III

L'ÉMANCIPATION DES COLONIES ESPAGNOLES[1]

I

Si le gouvernement espagnol s'était efforcé de préserver l'Espagne de la contamination des idées de 1789, il s'efforçait d'en préserver les colonies avec autant d'acharnement.

« On crut voir, dit Alexandre de Humboldt, le germe de la révolte dans toutes les associations qui avaient pour but de répandre la lumière; on prohiba l'établissement des imprimeries dans les villes de 40.000 à 50.000 habitants. On considéra comme suspects d'idées révolutionnaires de paisibles

1. *Le Siècle*, 15 août 1898.

citoyens qui, retirés à la campagne, lisaient en secret les ouvrages de Montesquieu, de Robertson ou de Rousseau. Lorsque la guerre éclata entre l'Espagne et la France, on traîna dans les cachots de malheureux Français qui étaient établis au Mexique depuis vingt ou trente ans. »

A Bogota, on mit aux fers des gens coupables de s'être procuré un journal français.

On évalue qu'en 1808 la population des colonies espagnoles comprenait : au Mexique, 6,500,000 habitants ; dans la Nouvelle Grenade, 1,200,000 ; au Vénézuéla, 950,000; au Pérou, 1,100,000; au Chili, 900,000; dans les provinces de la Plata, 850,000; à Banda et à Montevideo, 150,000 ; au Paraguay, 300,000; total, 11,850,000 dont un septième d'Espagnols (1,700,000) trois septièmes de créoles plus ou moins métis (5,000,000) et les trois autres septièmes d'Indiens.

Dès 1806, Miranda avait tenté de soulever le Vénézuéla, mais il n'aboutit qu'à se faire jeter dans un cachot. La révolution d'Aranjuez, du 18 mars 1808, qui avait renversé

Charles IV et l'avait remplacé par Ferdinant VII, fut l'événement décisif. Les colonies recevaient des ordres de trois gouvernements, celui de Charles IV, celui de Ferdinand VII, celui de Joseph; puis les juntes de Cadix, de Séville, des Asturies, toutes se prétendant légitimes, prodiguaient des déclarations. L'anarchie était dans la Métropole; les plus énergiques des habitants des colonies espagnoles pensèrent qu'ils devaient en profiter pour assurer leur indépendance.

II

Le premier mouvement se produisit à Quito, « la première née de l'Indépendance », en 1809: deux patriotes payèrent de leur tête cette tentative qui, renouvelée l'année suivante, triompha.

Au Mexique, en 1809, des conjurés surprirent une nuit le vice-roi et l'embarquèrent pour Cadix. Le principal chef des révoltés était un curé, âgé de soixante ans,

nommé Hidalgo, qui réunit autour de lui des Indiens. Ils considéraient surtout la révolution comme la liberté de piller. Hidalgo s'empara de Guanaxato, il massacra ; le 10 novembre 1810 il fut battu par Calléjà qui, à Guanaxato, remassacra sous prétexte de réparer le massacre commis par Hidalgo. Cette réciprocité de massacres est la caractéristique des guerres de l'indépendance des colonies espagnoles. Hidalgo fut fusillé le 27 juillet 1811 à Mexico. Un autre curé, Morelos, devint le chef des insurgés ; il convoqua un congrès le 13 septembre 1813 et proclama l'indépendance du Mexique. Mais Calléja, à force de massacres et de fusillades, finit par l'emporter. Morelos fut fusillé le 22 decembre 1815 à San Christoval. Les insurgés n'eurent d'autre ressource que de se disperser dans le nord.

III

Il y avait, à Caracas, un jeune homme né en 1783, orphelin dès son enfance, qui,

très riche, avait fait de longs séjours en Europe et aux Etats-Unis. Il en avait rapporté, avec des idées françaises, l'admiration de Washington et de son œuvre. Simon Bolivar résolut de faire pour les colonies espagnoles ce que le premier président des Etats-Unis avait fait pour les colonies anglaises.

La première tentative qui eut lieu en 1813, avec le vieux proscrit Miranda pour chef, échoua en partie parce qu'un tremblement de terre, qui survint le jeudi-saint 1812 et détruisit en partie Caracas, fut présenté par les prêtres comme un châtiment du ciel. Monteverde, qui était chargé de la répression, massacra ceux des insurgés qu'il considérait comme les plus coupables : il se contentait pour les suspects de leur couper le nez, une joue ou les oreilles, de leur trancher les jarrets ou de leur enlever la peau des talons et ensuite de les jeter dans la campagne. Bolivar se réfugia à Curaçao.

IV

On avait pu croire, lors de la Restauration de Ferdinand VII en 1815, que l'émancipation des colonies espagnoles était ajournée pour longtemps. S'il avait changé l'ancien système de gouvernement, leur avait donné une large autonomie, avait supprimé le monopole du commerce au profit de l'Espagne, il eût pu obtenir ce résultat. Mais Ferdinand VII, qui rétablissait l'Inquisition en Espagne, entendait maintenir l'ancien régime dans les colonies; il avait l'illusion de compter sur la Sainte-Alliance pour l'y aider. L'Angleterre demandait la liberté du commerce pour les colonies espagnoles et empêcha le Congrès de Vienne de donner la garantie collective des puissances à l'empire colonial de l'Espagne.

Ferdinand VII ne connaissait qu'un moyen de remettre les choses en ordre : fusiller les insurgés. Morillo continuait ses exploits dans la Nouvelle Grenade. A Bogota, qui ne

lui avait ouvert ses portes qu'après un traité formel, il fusille plus de deux cents patriotes, exile leurs familles, confisque leurs biens. Il organisait partout « des conseils de guerre permanents », « des conseils de purification », « des juntes de séquestre », « des conseils de guerre verbaux ».

V

Ces terribles mesures n'effrayèrent pas Bolivar; battu de nouveau en 1815, il se réfugia à Saint-Domingue, échappa à un assassin et revint en 1817, avec deux vaisseaux de guerre, treize navires de transport, expédition organisée par Brion, riche négociant hollandais fixé à Caracas. Le 3 mars 1817, les insurgés proclamaient la République du Vénézuéla une et indivisible, et le mulâtre Arismendi offrait à Bolivar un roseau surmonté d'une tête d'or, « emblême de l'autorité suprême dans un pays qui peut ployer sous le vent de l'adversité, mais qui ne rompra pas ».

A Angostura (17 novembre 1817), il se faisait proclamer chef suprême du gouvernement national; il avait 14.000 hommes de toutes couleurs et mal armés, un corsaire anglais, Max-Gregor. Il avait gagné à sa cause les « Llaneros », terribles cavaliers indiens qui, sous la conduite de Paëz, avaient la réputation de mettre en déroute l'infanterie espagnole en lâchant contre elle des taureaux sauvages.

Toutefois, il y avait des divisions entre chefs insurgés qui affaiblissaient leur action. Mais Bolivar montra une énergie admirable. Battu encore en mars 1818, il pouvait réunir le 15 février 1819 à Angostura un congrès qui proclamait l'indépendance du Vénézuéla; et après une marche militaire d'une hardiesse épique, à travers les Andes, dans la saison des pluies, il battit les Espagnols près du Boyoca, et fit proclamer, le 10 août 1819, à Bogota, l'union de la Nouvelle Grenade et du Vénézuéla; le 17 décembre 1819, le congrès d'Angostura constituait par la fusion des deux Etats la République indivisible de Colombie.

VI

Toutes les autres colonies espagnoles de l'Amérique du Sud avaient fermenté de 1808 à 1815. Toutefois les Espagnols avaient repris Quito en 1814 ; le vice-roi du Pérou avait réoccupé deux fois le Haut Pérou, révolutionné par Buenos-Ayres, et il avait rétabli pour un moment la domination espagnole dans le Chili qui proclamait son indépendance le 1er janvier 1818. Le gouvernement de Buenos-Ayres était déchiré entre fédéralistes et unitaires ; mais, le 9 juillet 1816, le congrès réuni à Tucuman avait proclamé la Constitution de la République Argentine, et, de fait, elle était affranchie de la domination de l'Espagne.

En 1819, l'Espagne réunit une armée à Cadix pour aller dompter les colonies ; le 1er janvier 1820, elle se soulève contre Ferdinand VII, mais les Cortès libérales, qui rétablissent la Constitution de 1812, entendent conserver à l'égard des colonies le

monopole du commerce et la domination de la métropole.

VII

Le Mexique paraissait dompté. Après la sanglante répression de Calleja, Apodaca avait fait de la politique à la Gribouille. En incorporant des rebelles dans ses troupes, il avait introduit lui-même l'esprit révolutionnaire.

Iturbide, général ambitieux, mais d'un fanatisme religieux qui lui avait fait fusiller un jour trois cents excommuniés, s'en empara, lança, le 21 février 1821, le manifeste d'Iguala réclamant : 1° l'indépendance nationale ; 2° le maintien des droits de l'Église ; 3° l'égalité civile et politique des Espagnols, des Créoles et des Indiens ; et le 21 mai 1822 il se faisait proclamer empereur.

Les événements marchaient vite. Quinze mois après, il devait abdiquer ; l'année suivante, il débarquait avec l'espoir d'un retour

de fortune ; il était fusillé (19 juillet 1824).

Le Mexique achevait de se constituer comme République fédérative, et, le 1er janvier 1825, fut installé son premier président, Victoria. La dernière place de l'Espagne, Saint-Jean d'Ulloa, fut évacuée en septembre 1825. Malgré un retour offensif de l'Espagne en 1829, qui fut insignifiant, la République mexicaine était définitivement établie.

Le Guatemala qui, de 1808 à 1815, n'avait pas bougé, fut entraîné par l'insurrection mexicaine de 1821. Filisola avait proclamé l'union avec le Mexique ; mais le Guatemala s'en dégagea et, en 1824, adopta une constitution démocratique et prit le nom de République des provinces unies de l'Amérique centrale.

VIII

Bolivar, après avoir été réélu président par la Colombie (1er novembre 1821), résolut d'affranchir l'Équateur et le Pérou. Le Pérou, délivré des Espagnols, fit un essai de

triumvirat, tomba dans l'anarchie et faillit retomber sous la domination des Espagnols. Cantérac reprit Lima en juin 1824. Bolivar fut nommé généralissime le 1er septembre, ses procédés provoquèrent des révoltes militaires, mais un des généraux espagnols se révoltait de son côté contre Cantérac. Bolivar revint, gagna la bataille de Junin ; son lieutenant Marx, celle d'Ayacucho (9 décembre 1824). C'en était fait de la domination de l'Espagne au Pérou. Le Haut Pérou prenait le nom de Bolivie et nommait Bolivar son président.

Les Espagnols rendirent le Callao et les îles Chiloë en 1826. Ils ne conservèrent de leurs possessions en Amérique que Porto-Rico et Cuba.

IX

Les États-Unis, en 1821, avaient obtenu de l'Espagne la Floride. En 1822, le président Monroë proclamait le droit pour le gouvernement de Washington de recon-

naître les nouvelles Républiques. En 1823, quand Ferdinand VII essayait de faire intervenir la Sainte-Alliance contre elles, Monroë énonça le principe célèbre que l'Amérique ne devait plus être un but de colonisation, que l'Amérique devait appartenir aux Américains, et que, si une intervention de l'Europe se produisait contre les nouvelles républiques, « les États-Unis ne pourraient en rester spectateurs indifférents, sous quelque forme qu'elle eût lieu » (2 décembre 1823).

Canning reconnut à son tour, au nom de l'Angleterre, les nouvelles républiques, et conclut avec elles des traités de commerce le 1er janvier 1825.

X

Bolivar avait rêvé de grouper les anciennes colonies espagnoles en une grande fédération sur le modèle des États-Unis. Il essaya de réunir en 1824 un congrès à Panama ; mais il ne s'y rendit que des représentants de la Colombie, du Pérou, du Mexi-

que et de l'Amérique centrale. Bolivar n'arriva même pas à constituer ce qu'il appelait la fédération des Andes.

Il avait rendu de tels services que le qualificatif « de Libérateur » qui lui était décerné n'était pas exagéré. Mais plein de méfiance à l'égard de la capacité politique de ceux qu'il avait affranchis, il voulait une dictature viagère. Il fut déposé au Pérou (1827). En Bolivie il s'empara de la dictature (1828) et fusilla ses adversaires. Le Vénézuéla, sous Paez, se sépara de la Colombie en 1829. Les provinces du Sud s'érigèrent en République en 1830 sous le nom de République de l'Equateur; et le 17 septembre 1830, Bolivar mourait en voyant les États de Colombie séparés en trois républiques, alors qu'il avait rêvé la constitution d'une fédération comprenant toutes les Républiques de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

Des gens sages ne manquent pas de dire que ces Républiques ont subi beaucoup de révolutions et que le plus souvent leurs finances ont été en mauvais état ; et ils insi-

nuent qu'elles n'ont pas gagné grand'chose à leur affranchissement.

Qu'auraient-elles gagné à rester sous le joug de l'Espagne, qui a eu aussi de fréquentes révolutions et n'a jamais eu de bonnes finances? Qu'ont gagné les Philippines et Cuba au maintien de sa domination ?

Ces colonies avaient des causes de faiblesse : l'ignorance de leurs habitants ; mais n'avait-elle pas été entretenue par les Espagnols? La domination du clergé : c'est un legs de l'Espagne ; les ambitions, les rivalités, les haines, l'immoralité des généraux ; mais d'où étaient sortis ces généraux, sinon des quinze ans de guerres que les colonies avaient été obligées de soutenir contre l'Espagne?

Si les Républiques de l'Amérique ont de graves défauts, elles en ont hérité de l'Espagne. La civilisation chez elles a gardé un caractère sacerdotal et militaire au lieu d'avoir un caractère industriel et scientifique. Leurs hommes les plus énergiques, au lieu de chercher la richesse dans l'ex-

ploitation des agents naturels, l'ont cherchée dans l'exploitation du pouvoir. Ils n'ont pas pour force motrice la concurrence économique, mais la concurrence politique. Ils considèrent que le moyen le plus prompt et le plus facile de s'enrichir est d'être les maîtres du gouvernement.

N'étant pas préparés à avoir une autre conception de leur activité, ils ont pris la suite des affaires des Espagnols.

LIVRE VI

LA POLITIQUE DES PRONUNCIAMIENTOS[1]

CHAPITRE PREMIER

RIEGO

I

Les généraux espagnols ont une réputation méritée ; mais il est bon de rappeler leurs exploits, afin que tous les Français soient convaincus qu'ils ne doivent pas supporter les hommes qui voudraient importer de ce côté-ci des Pyrénées leurs habitudes et leurs prétentions.

La guerre de l'Indépendance avait produit

1. *Le Siècle*, 8 août.

des guerrilleros hardis ; quand Ferdinand VII inaugura sa politique réactionnaire en 1814, ils prirent pour mot de ralliement la Constitution relativement libérale de 1812. Le roi rétablit l'Inquisition et soumit chaque province à un capitaine général qui poursuivait tous les intellectuels soupçonnés de quelques idées libérales ; le géographe Antillon périt dans la prison de Saragosse[1]. Les exécuteurs de ces hautes œuvres n'étaient pas ceux qui avaient combattu l'invasion française ; ceux-ci étaient tenus à l'écart. Quant aux soldats, on ne les payait pas, mais on leur faisait réciter le rosaire et on leur enseignait la théorie de la prise de l'eau bénite à l'église.

Espoz y Mina tenta un soulèvement dès le mois de septembre 1814 ; mais il échoua devant Pampelune et se réfugia en France. Quelques mois après, Porlier, dit « El Marquesito », ancien chef de guerrillas, condamné à quatre ans de prison pour avoir combattu la réaction, trouva de l'appui auprés d'officiers, se rendit maître de la Coro-

1. *Histoire de l'Espagne*, par H. Reynald.

gne, souleva la Galice, mais, arrêté par les sous-officiers des troupes qu'il avait soulevées, il fut livré à l'Inquisition et condamné à mort.

Ferdinand en profita pour envoyer aux galères, sans jugement, de sa propre autorité, les hommes d'Etat qu'il avait fait emprisonner au mois de mai 1814. Les conspirations se succèdent : en 1816, Vincente Richard est pendu à Madrid. Don Luis Lacy essaya de soulever la Catalogne : arrêté, on n'osa l'exécuter à Barcelone; on l'embarqua pour Majorque et on le mit à mort dans le château de Belver. Le colonel Vidal, en tentant un soulèvement dans la province de Valence, fut tué par le général Elio, qui fit exécuter douze de ses principaux complices et en livra cent dix-neuf aux tortures de l'Inquisition.

Pour réprimer les soulèvements des colonies espagnoles, on avait concentré à Cadix des troupes mal payées, oisives, et dont beaucoup d'officiers affiliés à la maçonnerie déploraient les excès réactionnaires de Ferdinand. Ils firent des ouvertures au com-

mandant en chef O'Donnell, comte de l'Abisbal.

Il dénonça au roi les conjurés qui avaient eu l'imprudence de se confier à un homme qui, au moment de l'avènement de Ferdinand, avait chargé son envoyé de deux adresses différentes à utiliser selon les circonstances. Les troupes furent dispersées. Mais cette mesure au lieu d'éteindre le foyer propagea l'incendie. La date du soulèvement fut fixée au 1er janvier 1820. Un jeune capitaine, Riego, fit jurer la Constitution de 1812 au bataillon des Asturies, dans le village de Las Cabezas de San Juan, et fit prisonnier, avec tout son état-major, le général de Calleja. Après avoir réuni 5.000 hommes qu'il eut le tort d'immobiliser dans l'isthme de Léon, Riego se dirigea avec une troupe de mille hommes sur Algésiras, livra un combat indécis à O'Donnell près Malaga, entra dans Cordoue. Sa troupe s'était dispersée, et tout lui paraissait perdu, quand il apprit que le nord-ouest de l'Espagne, que la Galice, que les Asturies, que l'Aragon s'étaient soulevés. O'Donnell qui avait dénoncé

l'année précédente les conjurés, voyant que l'insurrection qu'il était chargé de réprimer avait des chances de succès, passa de son côté. Le général Freyre, à Cadix, après avoir fait massacrer la population pendant deux jours, ordonna à ses soldats de reconnaître la Constitution de 1812 ; il est vrai que le roi Ferdinand avait cédé et avait envoyé chercher aux galères les anciens ministres libéraux qu'il y avait envoyés en décembre 1815.

II

Le nouveau gouvernement récompensa les chefs militaires qui avaient provoqué le mouvement. C'était bien naturel ; mais en même temps c'était les encourager à recommencer et en pousser d'autres à suivre leur exemple. En 1819, Riego était capitaine ; il était général en 1820 et peu satisfait. Le gouvernement, craignant l'armée de Léon qu'il commandait, voulut la dissoudre. Riego se rendit à Madrid, où il fut reçu en triom-

phateur par une population affamée de servitude. Il se prêta à toutes les manifestations ; on chantait l'*hymne de Riego* ; lui-même entonna au théâtre une chanson dirigée contre les ennemis de la Constitution : *Tragala perro* « chien, avale-la ». Le ministre de la guerre destitua Riego, mais il dut donner sa démission (septembre 1820). Quelques jours après Riego rentrait dans son grade et était nommé capitaine général de l'Aragon.

Alors des bandes royalistes se forment près d'Avila, de Burgos, dans les Asturies, dans l'Andalousie. A Tolède on criait : « A bas la Constitution ! Vive l'Inquisition ! ». Les *descaminados*, les sans-culottes, y répondaient en assommant à coups de marteau, dans sa prison, avec la complicité des autorités, Mathias Vinueza, et fondaient « l'ordre du marteau » pour perpétuer le souvenir de cet exploit.

Riego tentait une nouvelle révolution : il fut destitué, se soumit, et fut envoyé à Lerida. Les Madrilènes essayèrent en son honneur une manifestation et promenèrent dans

la ville son portrait ; mais ils furent dispersés et le portrait traîné dans la boue et lacéré.

L'Espagne était partagée entre les « exaltés » et « les royalistes », qui s'insurgeaient pour rétablir l'autorité absolue du roi. Les chefs de bandes surgissaient partout. Un moine, dit le Trappiste, prit d'assaut la ville de Cervera aux cris de « Vive le roi absolu ! Vive la religion ! » Quelque temps après, il s'emparait avec d'autres chefs de bandes de la Seo-d'Urgel. Des officiers se mêlaient à ce mouvement de réaction : à Valence, les artilleurs voulaient délivrer le général Elio, qui refusa et fut exécuté quelques jours après ; les carabiniers de Gastro del Rio se révoltèrent en Andalousie ; un officier de la garde royale, Landaburu, faisant partie des exaltés, fut tué par trois de ses soldats. La milice et la garde royale furent sur le point d'en venir aux mains. Il fut décidé que quatre, sur les six bataillons de la garde, quitteraient Madrid (1er juillet 1823). Les soldats refusèrent d'obéir, la bataille s'engagea le 6 ; la garde royale fut écrasée par la milice ;

Ferdinand VII s'empressa d'abandonner ceux qui se faisaient tuer pour lui rendre le pouvoir absolu, et il signa un décret des Cortès qui mettait le 7 juillet au nombre des Fastes de l'Histoire d'Espagne.

A Seo-d'Urgel se constituait une régence composée du baron d'Eroles et de l'archevêque de Tarragone, sous la présidence du marquis Mata-Florida. Un aventurier français, condamné pour meurtre, nommé Bessières, battit le général O'Daly et vint s'installer jusqu'aux portes de Madrid.

L'Abisbal, un des chefs de l'insurrection de 1820, franc-maçon, lui fut opposé, mais les communeros exigèrent un commandement pour un des leurs, Ballesteros.

III

L'intervention française est décidée : le duc d'Angoulême entre en Espagne ; il achète l'Abisbal, chargé de défendre Madrid. Bessière y entre avec sa bande royaliste. Madrid, Bilbao, Saragosse sont mis au pillage.

Les Cortès avaient entraîné Ferdinand à Séville. Elles durent se décider à transporter le siège du gouvernement à Cadix. Le 12 juin devait éclater un complot dont était le roi. Il fut découvert, le colonel Downie et ses complices arrêtés, et le roi conduit à Cadix.

La lutte continua encore pendant le mois d'août. Mina tenait toujours la Catalogne ; Riego avait quitté Cadix, et, à la tête d'une troupe de 2.500 hommes qu'il alla chercher à Malaga, il livra contre les Français un combat de deux jours à Mancha-Real. Blessé, fait prisonnier, il fut honteusement livré aux autorités espagnoles.

Conduit à Madrid, il fut jugé et condamné pour crime de haute trahison, parce qu'il avait défendu le régime constitutionnel auquel avait adhéré le roi. Le fiscal demanda qu'après avoir été attaché au gibet son corps fût écartelé, que sa tête fût portée à Las Cabezas de San Juan, que les quartiers de son corps fussent ainsi répartis : l'un à Madrid, l'autre à Séville, le troisième à l'île de Léon et le quatrième à Malaga.

Condamné à mort le 5 novembre, il fut mis en chapelle. Ce n'était point un héros. Il signa une rétractation ; le 7, il fut conduit au supplice, assis à reculons dans un panier d'osier traîné par un âne, et il fut pendu à une potence haute de cinquante pieds au milieu des malédictions de la foule qui, quatre ans auparavant, le portait en triomphe et se traînait à ses pieds.

Six jours après, le 13 novembre, elle débordait d'enthousiasme pour Ferdinand qui, appuyé sur l'armée française, se présentait à elle comme un souverain absolu, dont le pouvoir ne devait avoir d'autre limite que son bon plaisir. Les peuples n'ont que les gouvernements qu'ils méritent.

IV

Les malheureux libéraux espagnols qui avaient espéré soustraire leurs concitoyens à ce dégradant régime étaient désignés sous le nom de *negros*.

Le roi, en satisfaisant ses vengeances, faisait plaisir à ses sujets.

Une junte, présidée par un inquisiteur, était chargée des exécutions. Le roi publia bien une amnistie, mais conçue avec une telle hypocrisie qu'elle ne comprenait aucun de ceux contre qui il voulait sévir.

Les archevêques et évêques étaient chargés de la haute police; 1.500 personnes furent emprisonnées dans la seule ville de Saragosse; on estime que 1.200 personnes furent fusillées.

Le roi eut un prétexte pour redoubler ses rigueurs. Le 24 août, le colonel Valdès débarqua à Tarifa aux cris de: Vive la Constitution!

Pris au bout de quelques jours, il fut fusillé avec trente de ses compagnons. Cette échauffourée servit de prétexte à Ferdinand, qui rendit, le 9 octobre 1824, un décret punissant de mort pour crime de lèse-majesté quiconque avait proféré dans un lieu public des discours contre la souveraineté du roi et en faveur de la Constitution abolie, fait entendre des cris alarmants et subversifs. L'ivresse n'était pas une excuse. L'article 6 édictait la peine de mort contre tout franc-

maçon et la confiscation de ses biens. « Tous les Espagnols, disait l'article 10, de quelque qualité et de quelque profession qu'ils soient, seront soumis à ces peines et justiciables des commissions militaires exécutives. »

Ce décret fut appliqué. La commission de Madrid, présidée par un nommé Chaperon qui, les jours d'exécution, donnait un coup de main aux bourreaux, condamnait à mort toute personne chez qui on trouvait des portraits de Riego et envoyait aux galères les femmes et les enfants qui n'avaient pas dénoncé leur mari ou leur père. Juan Martin El Empecinado, un des célèbres chefs de la guerre de l'Indépendance, se croyait couvert par l'amnistie. Il fut arrêté, enfermé dans une cage de fer, livré aux insultes de la foule le jour du marché. Conduit au supplice sur un âne, il brisa ses chaînes et en assomma quelques-uns de ses gardes. Jeté à terre, il fut repris et pendu.

Cependant les Apostoliques ne se trouvaient pas satisfaits. Bessières, devenu maréchal de camp, réunit une bande à Brihuega

et proclama la déchéance du ministère, coupable d'être composé de révolutionnaires et de francs-maçons. Le comte d'Espagne, gouverneur de Catalogne, arrêta Bessières et ses satellites et les fusilla.

Les Apostoliques prennent le nom d' « Ayraviados » (ulcérés), et se soulèvent dans la Catalogne et l'Aragon sous l'impulsion de l'évêque de Vich et du clergé de Manresa. L'insurrection est réprimée ; les laïques sont fusillés, pendus ou soumis à la garrotte ; mais les ecclésiastiques ne sont pas inquiétés. Bien plus, le comte d'Espagne profite de l'occasion pour emprisonner quantité de libéraux, en fusille treize dont un colonel le 13 novembre 1827, onze le 26 février 1829 et neuf le 30 juillet.

Après la Révolution française de 1830, les Espagnols libéraux réfugiés en France formèrent une junte provisoire à Bayonne. A Valexilos, le colonel de Pablo fut tué par les soldats qu'il voulait gagner à l'insurrection ; Valdès et Mina échouèrent en Navarre, le général Torrijos en Andalousie. Il fit une nouvelle tentative à Malaga. Ses cinquante-

deux compagnons et lui furent pris et fusillés le 11 décembre 1831.

Les Apostoliques n'étaient cependant pas satisfaits, et, trouvant Ferdinand VII insuffisant comme roi absolu, il avaient, en 1828, pris le parti de son frère don Carlos, quand celui-ci apprit que Ferdinand VII lui enlevait le trône pour le transmettre à sa fille Isabelle, avec régence de sa femme Marie-Christine. Ce fut une déclaration de guerre civile. Ferdinand VII mourut le 29 septembre 1833.

Nous allons voir entrer en scène de nouveaux généraux de pronunciamientos.

CHAPITRE II

ESPARTERO[1]

I

L'avènement d'Isabelle II au trône date du 29 septembre 1833. Elle était âgée de trois ans et la régence avait été instituée au profit de sa mère Marie-Christine. Elle conserva un ministre de Ferdinand, Zea Bermudez, qui aurait fait toutes sortes de concessions aux libéraux, sauf une, une Constitution. Il en était resté à la doctrine de l'absolutisme qu'il eût voulu éclairé et bienveillant. Les libéraux avaient subi de trop rudes expé-

1. *Le Siècle* du 18 août.

riences et étaient trop clairvoyants pour n'avoir pas de la méfiance.

Don Carlos, depuis 1827, était le roi des moines. Dès le 9 octobre 1833, ils proclament sa royauté à Bilbao et la municipalité insurrectionnelle ordonne aux habitants de venir toutes les trois heures crier sur la place : « Vive Charles V ! Vive l'Inquisition ! Mort aux constitutionnels ! » On assomme et on assassine quelques suspects. L'insurrection éclate à Vittoria, à Logrono, à Orduna, à Roncevaux. Le curé Merino marche à la tête des volontaires de la Vieille Castille.

Les généraux du gouvernement remportent quelques avantages ; Lorenzo fait fusiller, le 15 octobre, Santos Ladron dans les fossés de Pampelune. Mais ils attendaient que l'insurrection se développât pour se rendre plus indispensables et savoir ensuite le rôle qu'ils s'assigneraient.

Le général Quesada publia contre le ministère un manifeste ; le général Llander, commandant la Catalogne, réclama de la Régente la convocation des Cortès et déclara que le ministère « menaçait à la fois la tranquillité

publique et le trône d'Isabelle ». Le ministre Zea Bermudez obéit aux sommations des généraux, et se retira.

M. Martinez de la Rosa, qui lui succéda, avait été détenu pendant six ans, dont quatre au bagne de Penon après la réaction de Ferdinand en 1814. Il avait ensuite voyagé, était au courant des idées modernes, mais manquait de caractère et de décision.

Nous retrouvons cette même timidité chez tous les hommes politiques espagnols. Il n'y a de hardiesse que chez les prêtres et les généraux.

Encore ceux-ci, quand ils arrivent au pouvoir, ne savent comment en user dans l'intérêt général. Le 18 janvier 1835, le général Llander étant ministre de la guerre, huit cents hommes du 2e régiment, sous la conduite du lieutenant Cardero, se révoltent à Madrid, tuent le général Canterac et peuvent quitter la ville impunément avec les honneurs de la guerre.

On voit le général Mina abandonner son commandement et le général Saarsfield refuser de le remplacer.

Au nord, la Navarre sert de base d'opération à la guerre carliste. Mais ailleurs il y a des soulèvements populaires contre les moines.

Au mois de juillet 1835, le peuple de Madrid massacra les prêtres et les moines, en les accusant, non seulement de soutenir Don Carlos, mais de n'avoir pas empêché le choléra. Deux ans après, à la même date, la foule, à Saragosse, tua des moines, brûla des couvents et les officiers de la milice se réunirent pour demander la suppression des couvents. A Reus, à Barcelone, mêmes scènes. Dans cette dernière ville, le palais du général Pedro Bassa fut forcé, le général tué et son cadavre jeté du haut du balcon.

Le 18 août 1835, Cadix chasse les moines, Salamanque ferme les couvents, Malaga, Grenade, Cordoue proclament la Constitution de 1812. Les juntes révolutionnaires se mettent en communication les unes avec les autres.

Le 15 septembre 1835, Mendizabal devient le chef du gouvernement pendant six mois, et l'anarchie est complète. Les christinos étaient obligés de demander contre les car-

listes le secours d'une légion anglaise et d'une légion française que les généraux espagnols se gardaient bien d'utiliser comme ils l'auraient dû.

Le comte d'Espagne, qui avait été un si cruel agent de Ferdinand VII, s'était enrôlé parmi les carlistes.

II

Alors entre en scène Espartero qui, né en 1793 d'un charretier, avait tout d'abord été destiné à l'état ecclésiastique et était devenu militaire lors de la guerre de l'Indépendance.

En 1815, il avait été envoyé aux colonies ; il en revint colonel en 1823 et possesseur d'une grosse fortune qu'il avait gagnée au jeu. Les officiers qui avaient pris part à cette expédition formaient une sorte d'association d'avancement mutuel dont les principaux représentants étaient Rodil, Mareto, Alaix, Cantérac, Narvaëz, désignés sous le nom « d'Agacuchos » ; et ils étaient si bien liés que, lorsque même ils combattaient les

uns contre les antres, ils savaient se rendre des services réciproques.

Espartero voulut bien se mettre au service d'Isabelle. Il eut la chance de reprendre Bilbao sur les Carlistes : il opérait pour son compte, plus que pour celui du gouvernement, et il avait soin de ménager les Carlistes qu'il devait combattre afin de ne point mettre fin à son rôle.

Le général Cordoba, en 1836, laissait tranquillement les Carlistes s'emparer de trois postes avancés près de Bilbao, et, au lieu de faire la guerre, venait faire de la politique à Madrid.

A Barcelone, en janvier 1836, un bataillon de la milice alla massacrer dans la prison cent vingt prisonniers carlistes et brûla le colonel O'Donnel après l'avoir traîné sur les pavés et dans les ruisseaux.

Après Mendizabal, Isturitz arrive au pouvoir : on dirait, en France, que le parti radical, succédait au parti modéré.

Il y avait des carlistes qui tenaient campagne et qu'un chef de gouvernement aurait d'abord voulu vaincre : Isturitz se préoc-

cupa beaucoup plus de se venger des membres des Cortès qui avaient osé être d'un avis différent du sien.

III

Cabrera devint le chef des troupes carlistes ; et ce général du roi des moines, ayant été d'abord destiné à l'état ecclésiastique, avait la haine farouche du clergé. Cependant, pour seconder ses efforts, don Carlos, par un décret du 25 août 1836, daté d'Aspetzia, nomma la Vierge généralissime de ses armées. Il la fit présider aux plus effroyables atrocités.

Le général Christino Noguarès prend à Tortose la mère de Cabrera et la fusille ; Cabrera, en réponse, fusille trente-quatre femmes d'officiers Christinos.

Un autre chef carliste promenait ses bandes dans les Asturies et envahissait la Galice. Des insurrections éclatent partout : le général Evariste, le 1er août 1836, proclame l'Aragon indépendant et trouve l'ad-

hésion de tous les fonctionnaires ; à Barcelone, Mina proclame la constitution de 1812.

Le 12 août, la reine étant à Saint-Ildefonse, les régiments qui s'y trouvaient envahissent le palais de la granja, et six sergents, trois caporaux et un musicien, délégués par les régiments, ont un entretien de cinq heures avec la reine et lui imposent la « Constitution de 1812, la liberté et l'abolition de l'impôt sur le sel ! »

Le général Vigo Melendez, envoyé par les ministres à Saint-Ildefonse, revint avec les décrets signés de la reine sous la garde des six sergents. Les ministres s'évadèrent de Madrid ; le ministre de la guerre, le général Quesada, ayant été reconnu à Hortalezza, près de Madrid, fut massacré et les lambeaux de son corps furent traînés dans les rues de Madrid.

Les carlistes, sous les ordres de Gomez, envahissaient la vieille Castille, faisaient prisonnière l'armée du général Lopez, pénétraient dans l'Andalousie ; leurs généraux se disputaient entre eux comme les généraux christinos : Gomez, pour récompense

de ses exploits, fut cité devant un conseil de guerre carliste et disparut.

Don Carlos renouvela ses entreprises en 1837. Le général Espartero semblait un spectateur indifférent au succès des carlistes qu'il devait combattre. Les soldats l'appelaient « la sentinelle de l'Ebre ». Leur ironie était inexacte, car il ne surveillait pas l'ennemi, il ne veillait qu'à ses intérêts. Quand Don Carlos s'empare de Ségovie, Espartero vient à Madrid malgré les ordres du ministre de la guerre, le général Seoane; et la population de Madrid, qui a une étrange conception des événements, le salue comme un libérateur. Les régiments de la garde se soulèvent et exigent la démission des ministres. Les ministres obéissent. Espartero a le bon esprit de refuser le ministère de la guerre et laisse ses troupes pendant quinze jours jouir de la vie de Madrid. Quand il repart pour l'Aragon, don Carlos marche sur Madrid ; mais il n'osa l'attaquer.

Pendant ce temps, partout il y a des émeutes militaires : à Emani, à Bilbao, à Irun, à Portugalette, à Vittoria, les soldats

tuent leurs officiers et les officiers tuent leurs généraux ; le 15 août, à Miranda, le général Escaléra est assassiné ; le 26 août, à Pampelune, le général Saarsfield subit le même sort.

IV

Les troupes carlistes avaient les mêmes mœurs. Don Carlos était obligé de fuir devant l'émeute à Estella. Il faisait comparaître cinq de ses chefs devant un conseil de guerre qui les condamnait à mort. Don Carlos leur rendit leur grade et nomma Maroto général en chef ; celui-ci aussitôt se saisit des généraux carlistes Guergué, Garcia, Sam, Carmona, Urris, leur donne le temps de se confesser et les fusille. Don Carlos le désavoue : Maroto se rend avec neuf bataillons auprès de Don Carlos, le somme de renvoyer ses ministres et de désavouer son désaveu. Don Carlos obéit et ses troupes l'accueillent au cri de : « Vive Maroto ! »

Il était facile aux généraux christinos de profiter de ce désarroi. Espartero gagna trois combats à la Nastora, le 28 avril ; à Ramales, le 8 mai ; à Guardamino, le 11 mai. Il fut nommé duc de la Victoire ; et Maroto, qui était un « Ayacucho », s'entendit avec lui pour abandonner don Carlos. Ils arrangèrent ensemble une petite comédie : pendant une suspension d'armes, Espartero s'avance vers les troupes carlistes, leur fait un discours, embrasse Maroto, les armées se mêlent ; une convention est signée entre les deux généraux le 31 août 1834 ; et les officiers carlistes entrent dans l'armée régulière en conservant leurs grades.

Le comte d'Espagne, après avoir réprimé l'insurrection carliste avec une effrayante cruauté, avait conservé sa férocité en devenant carliste ; tout village pris était brûlé et ses habitants massacrés. Il était en train de s'arranger aussi avec le gouvernement, quand un certain nombre de carlistes l'arrêtent et, après trois jours de promenade au milieu des injures et des coups, le massacrent et le jettent dans la Sègre.

Le dernier chef carliste, Cabrera, qui, après la bataille de Maella, avait égorgé cinq mille prisonniers, fusillait tous ceux de ses officiers qui, attirés par lui dans un piège, avaient conclu à la conciliation. Il se réfugiait en France avec ses dix mille soldats, le 9 juillet 1838.

La guerre carliste, qui avait duré six années, était terminée : elle avait couvert l'Espagne de ruines ; elle l'avait jonchée de cadavres, et elle avait produit des généraux, comme le duc de la Victoire, qui, ayant ramassé gloire, honneur, richesse dans le sang de leurs compatriotes, considéraient que leur pays était leur propriété.

V

Espartero joua au César, en s'appuyant sur le parti des exaltés ; il culbute les ministres, et il fait nommer maréchal de camp, Linage, le lendemain du jour où il les a insultés dans une lettre publique.

La Régente voulut lui opposer les géné-

raux Cerdoba et Narvaez qui tentèrent un mouvement à Séville. Espartero demanda leur mise en accusation, les força de s'y dérober en passant à l'étranger, et exigea la dissolution des Cortès qui avaient une majorité de conservateurs.

Les progressistes l'emportèrent (1839) ; la Régente eut recours à la dissolution. Le général Espartero, dans un manifeste public, déversa son blâme sur la Régente et les ministres.

Les nouvelles élections, sous la pression du ministère, donnèrent la majorité aux modérés. Ils firent la loi sur les ayuntamentos, portant la nomination des alcades (maires), par le gouvernement.

Les reines se trouvaient à Barcelone quand on apporta cette loi à la Régente. Espartero lui demanda de ne pas la signer. La Régente refusa d'obéir à cette sommation. Espartero alors se démit de tous ses honneurs et emplois. Les troupes se soulèvent aussitôt, les ministres échappent à grand'-peine au massacre ; la Régente s'embarque pour Valence. Madrid se soulève à son tour.

La Régente envoie l'ordre à Espartero de marcher sur Madrid. Il refuse et il reçoit à Barcelone l'envoyé de la junte de Madrid chargé de lui offrir la régence.

Tandis que Marie-Christine se réfugie en France, Espartero fit, le 29 septembre, une entrée pompeuse et triomphale à Madrid, et au mois de janvier, il montrait comment des généraux de son genre comprenaient la discipline quand, dans une revue, il félicitait la compagnie du 2e bataillon de la milice qui, le 1er septembre, avait donné le signal de la révolte et fusillé le capitaine général de Madrid : « Vive la seconde compagnie de chasseurs » ! s'écria-t-il en s'arrêtant devant elle.

Il fut investi définitivement de la régence le 8 mai 1841 ; mais ce sont deux arts différents, celui de parvenir au pouvoir par des conspirations et celui de s'y maintenir. Son exemple provoqua d'autres pronunciamientos. Deux généraux, Diego Léon et Concha, essayèrent d'enlever la reine Isabelle de son palais de Madrid. Après un combat de plus d'une heure contre les hallebardiers, les con-

jurés furent battus. Concha put se sauver, Diego Léon fut pris et fusillé quelques jours après. O'Donnell s'empara de la citadelle de Pampelune, mais y fut assiégé : les soulèvements de Sarragosse, Logrono, Portugalette et la Guipuscoa échouèrent. Non seulement Espartero réprima sévèrement ces soulèvements, mais il en profita pour supprimer, par un « bando » de Vittoria (23 octobre), les fueros des provinces basques et faire fusiller les anciens chefs carlistes qu'il put saisir.

Espartero, qui avait réclamé de la régente le respect de la Constitution de 1837, la traita avec le mépris d'un général qui s'était toujours mis au-dessus des lois et qui avait pour conseils les généraux Zarbano et Linange et qui prit pour chef de son ministère le général Rodil, un membre des « ayacuchos ».

VI

Le 25 octobre 1841, à la suite d'une querelle entre douaniers et ouvriers, les Barce-

lonnais voulurent démolir la citadelle de Montjuich ; le mouvement ne fut réprimé qu'au bout d'un mois. L'année suivante, nouveau pronunciamiento sous les ordres de dom Juan de Carsy, du général Durando et du colonel Amettler. Après quinze jours de bombardement, Barcelone écrasée fut forcée de recevoir le régent (4 décembre 1842). Tout habitant qui garderait une arme ou donnerait refuge à un proscrit était passible de la peine de mort. Toute délation était payée 2.500 fr. Trois cents hommes furent fusillés sans jugement.

Espartero revient en triomphateur à Madrid, il prononce la dissolution des Cortès, sans avoir de budget ; beaucoup de Villes refusent de payer l'impôt. A Valence, un placard menaçait de mort quiconque acquitterait ses contributions. Espartero prend des mesures incohérentes, empreintes à la fois de violence et de faiblesse. Une coalition de progressistes et de modérés envoya aux Cortès une majorité hostile. Espartero les dissout de nouveau (26 mai 1843), et proclame, en même temps, une amnistie.

Malaga, Grenade, Almeria, Valence, se mettent en insurrection. Un jeune officier, Prim, soulève la ville de Reus : Barcelone recommence la lutte. Toutes ces villes proclament le gouvernement de Lopez dont tous les pouvoirs sont concentrés dans les mains du général Serrano, ministre de la guerre. Les généraux Concha et Narvaez commandent l'insurrection à Malaga et à Valence, Prim combat dans l'Aragon. Espartero dut quitter Madrid. A Torrejon ses troupes se réunissent à celles de Narvaez, qui installe alors à Madrid le ministère Lopez. Pendant ce temps, Espartero bombardait Séville qui fut délivrée par Concha. Espartero s'enfuit à Cadix où il se réfugia à bord d'une frégate anglaise et il adressa d'Angleterre au peuple espagnol une lettre qui prouvait son incapacité, puisqu'elle montrait qu'il ne comprenait même pas les causes de sa chute.

Espartero fut plus heureux que beaucoup de généraux qui essaient des pronunciamientos. En regard des chances de succès, il y a les chances de la fusillade. Il rentra quelques années après en Espagne, se tint tranquille

et après être revenu au pouvoir avec O'Donnell de 1854 à 1856 mourut à Logrono en 1879, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Son histoire montre le danger des camarillas militaires. Elle prouve l'absence de scrupules des généraux ambitieux du pouvoir. Aptes à conspirer, une fois qu'ils l'ont, ils ne savent qu'en faire. Ils sont comme des enfants, capables de casser des œufs, mais incapables de tenir la queue de la poële.

CHAPITRE III

NARVAEZ, O'DONNELL ET PRIM

I

De 1843 à 1868, trois généraux se disputent l'Espagne ; Narvaez, O'Donnell et Prim.

Narvaez, né en 1800, avait été dans sa jeunesse du côté des Cortès contre l'absolutisme de Ferdinand. Forcé de se faire oublier dans la vie privée, il ne rentra dans l'armée qu'à la mort de Ferdinand VII. Capitaine d'un régiment de chasseurs en 1834, en deux ans, il devenait général et établissait sa réputation militaire en luttant contre les bandes carlistes de Gomez. En 1838, il fut nommé capitaine général de la vieille Cas-

tille et porta ombrage à Espartero qui le força de se retirer. Aussi Narvaez se joignit-il à Cardova dans le pronunciamiento de Séville du 12 novembre 1838. Ce mouvement ayant échoué, Narvaez put se réfugier en France où il retrouva la reine-mère Marie Christine et complota avec elle le renversement d'Espartero. Le lieutenant-colonel Prim, qui en 1814, s'était distingué dans la guerre contre les carlistes, était envoyé en exil par Espartero comme chef des progressistes. Narvaez se rendit à Gibraltar, essaya de s'emparer de Cadix. Il échoua ; mais ne se découragea pas, et en 1843 tandis que Prim soulève Reuss, il débarque à Valence, obtient l'adhésion de la garnison et de la population, et se dirige vers Madrid. Prim et Serrano après avoir défait Espartero à Bruch l'y avaient précédé.

Narvaez avait encore eu pour collaborateur dans cette campagne, O'Donnell qui était né en 1809, d'un père ultra-royaliste, d'un de ceux qui étaient désignés sous l'épithète de *servil*. En 1832, O'Donnell s'était cependant déclaré partisan de l'armée cons-

titutionnelle et en 1839, général de division à l'âge de trente ans, il forçait Cabrera à lever le siège de Lucena. Mais en 1840 il reçut la reine Christine à son quartier général de Valence et il dut quitter l'Espagne avec elle et se retirer à Orléans. Il ne cessa de conspirer contre Espartero. Diégo Léon et Concha devaient s'emparer à Madrid du palais de la reine, tandis qu'O'Donnell s'emparerait de la citadelle de Pampelune. Il réussit, mais ses complices échouèrent. Il ne rentra en Espagne qu'avec Narvaez qui, pour le récompenser, tout en l'éloignant, le nomma gouverneur général de Cuba.

II

Une fois Espartero chassé et Narvaez au pouvoir, alors commencent les difficultés du gouvernement : il fait proclamer par anticipation la majorité d'Isabelle, et il rappelle la reine-mère Christine. Il modifie la constitution de 1837, gouverne avec l'état de siège. Des conspirations répondent à ses

procédés dictatoriaux. Le 6 novembre, il reçoit en se rendant au théâtre, six coups de feu sans être atteint. Il fait condamner Prim à six ans de prison aux Iles Philippines convertis en un exil qui dura jusqu'à l'amnistie de 1847. Rendu insupportable par ces mesures réactionnaires, Narvaez, après avoir résisté encore à la reine-mère qui avait arrangé les mariages espagnols avec Louis-Philippe, dut quitter le ministère; en 1846 il fut nommé ambassadeur à Paris. Mais quatre cabinets tombèrent dans l'espace d'un an ; le 4 octobre 1847, il forma un ministère conservateur avec Sactoraès et Cardova : la révolution de 1848 en France eut sa répercussion en Espagne comme dans le reste de l'Europe : elle provoqua des mouvements républicains à Barcelone, à Madrid et à Séville, et des mouvements carlistes dans le Haut Aragon et la Haute Catalogne.

Narvaez en avait triomphé quand, le 18 octobre 1849, il fut remplacé par un ministère présidé par le général Cléonard et qui comptait parmi ses membres le général Trinidad Bilbao, connu par ses atrocités dans la Man-

che. Ce ministère était le résultat d'une intrigue menée par don François d'Assise, le mari de la reine Isabelle, son confesseur P. Fulgencio et la sœur Patrocinio pour laquelle la reine avait une affection d'un mysticisme dépravé.

C'était un retour vers l'absolutisme théocratique. Le mouvement d'indignation fut tel que les nouveaux ministres furent obligés de se retirer au bout de quatre jours. Narvaez revint au pouvoir; mais il était miné par le parti absolutiste, groupé autour de la reine, et le 10 juillet 1851, il en fut réduit à quitter l'Espagne.

III

O'Donnell avait exploité admirablement Cuba pour son compte personnel et, rappelé à son grand regret par Narvaez en 1848, il en était revenu avec une énorme fortune. Nommé inspecteur général de l'infanterie, entré au sénat, O'Donnell se rapprocha de Narvaez pour combattre le ministère Bravo-

Murillo qui avait voulu faire un coup d'état à l'instar du coup d'état de Napoléon. La reine-mère Christine, comprenant le danger que pouvait avoir une pareille tentative, s'y était opposée ouvertement ; mais le ministère voulut alors faire supprimer par les Cortès le gouvernement constitutionnel. La légende du guillotiné par persuasion est souvent une réalité historique. Le parti dit modéré résolut d'organiser une résistance légale, d'accord avec la presse, contre ce projet. Il forma un comité qui mit à sa tête le maréchal Narvaez que ses antécédents ne paraissaient pas recommander comme gardien de la Constitution. Mais tout est relatif. Le ministère expédia Narvaez en Autriche, sous le prétexte d'y étudier son organisation militaire et en réalité pour s'en débarrasser. Le général O'Donnell lui succéda comme président du comité de résistance constitutionnelle. Le ministère Bravo-Murillo fit place au ministère du général Boncali qui lui-même fut remplacé par le ministère du comte San Luis.

IV

Celui-ci n'était pas militaire. Les généraux considérèrent que c'était manquer à l'armée que d'oser faire gouverner l'Espagne par un civil. Il y eut un commencement d'agitation de généraux. Le comte San Luis les dispersa en les internant dans diverses localités. Ils obéirent sans résistance, excepté O'Donnell qui resta caché à Madrid et qui forma une conspiration militaire avec le général Dulce, directeur général de la cavalerie. Celui-ci organisa le 28 juin 1854 une revue, sans en prévenir le ministre de la guerre, et conduisit 2.000 cavaliers à O'Donnell qui, profitant de l'irritation que causait dans la population l'établissement d'un emprunt forcé, essaya un mouvement; mais battu à Vicalvaro, il était en pleine déroute quand le général Serrano lui dit : — Faites un programme libéral.

Canovas del Castillo le rédigea et O'Donnell lança de Mançanarès un programme qui

réclamait la convocation de Cortès constituantes, le bannissement de la reine-mère et promettait la réduction des impôts. Des pronunciamientos répondirent partout à cet appel ; une insurrection pillarde et incendiaire triompha à Madrid, si bien que, pour en empêcher l'extension, la reine fut obligée de faire sortir de prison le colonel Garrigo condamné à mort. Espartero oublié fut rappelé au pouvoir avec O'Donnell comme ministre de la guerre ; ils représentaient à eux deux le parti libéral.

O'Donnell avait promis aux soldats rebelles deux ans de réduction du service militaire, aux officiers un grade supérieur : il dut faire bénéficier toute l'armée de cette promesse ; il créa 58 brigadiers, 12 colonels, 17 lieutenants-colonels, 142 commandants, 238 capitaines, 212 lieutenants, en même temps qu'il diminuait le nombre des soldats. C'était donner une prime d'encouragement aux mouvements militaires.

V

Les deux généraux O'Donnell et Espartero commencèrent par ne pas s'entendre et continuèrent pendant deux ans à mener le char de l'État en tirant chacun de leur côté. Au bout de ce temps, ils se mirent d'accord pour rendre un décret contre la presse : le ministre M. Patinio de Escosnia attribuait dans le préambule les émeutes de Valladolid, de Palencia, etc., au clergé et aux réactionnaires ; O'Donnell les avait précédemment attribuées aux socialistes. Cette différence d'appréciation qui prouve que les ministres cherchaient moins la vérité que des arguments favorables à leur politique respective aboutit à la dissolution du cabinet, et le 14 juillet 1856, O'Donnell fut nommé président du Conseil.

Aussitôt éclate une insurrection à Madrid ; un certain nombre de députés des Cortès se réunissent pour frapper d'un vote de défiance O'Donnell ; à Barcelone, à Sarragosse,

des insurrections éclatent, et partout sont réprimées avec énergie. Mais elles avaient tellement ébranlé le ministère que le 12 octobre O'Donnell devait céder la place à Narvaez qui prit pour de l'ordre une politique de réaction, faite au mépris de toute règle constitutionnelle. Afin de prouver son infaillibilité, elle étouffa la presse.

Moins de deux ans après, le 9 juin 1858, Narvaez était à son tour remplacé par O'Donnell qui, pour consolider sa politique à l'intérieur, fit des diversions à l'extérieur. Il engagea une guerre contre le Maroc et après des pertes cruelles, provenant en grande partie du choléra, il reparut en vainqueur, avec le titre de duc de Tétuan, mais sans avoir procuré à son pays des avantages réels. Il s'engagea dans l'expédition du Mexique, mais il ne persévéra pas. Il fit une expédition malheureuse contre le Pérou et le Chili et voulut annexer Saint-Domingue. Si ces entreprises n'augmentèrent point le prestige de l'Espagne, elles augmentèrent ses dettes. Elles aboutirent à une insurrection qui éclata au mois de juin 1864 à Madrid et

dans les principales villes d'Espagne. Ce furent les artilleurs de la caserne San Gill à Madrid qui donnèrent le signal en massacrant leurs officiers. O'Donnell la réprima avec courage et habileté ; mais le lendemain du succès, il demanda aux Cortès de suspendre les garanties constitutionnelles : il fit traduire devant le conseil de guerre de nombreux prisonniers qui furent fusillés, et des hommes, comme le professeur Emilio Castelar, comme Sagasta, furent condamnés à être étranglés par le « garrotte vile ».

VI

Une fois la responsabilité de ces faits odieux assumée par O'Donnell, la reine Isabelle lui signifia son congé et le remplaça par Narvaez. O'Donnell se retira à Biarritz où il mourut le 5 novembre 1867. Narvaez continua la réaction : il fit transporter plus de 3.000 personnes aux Philippines, aux Canaries ou à Fernando Pô ; il fit mettre les scellés sur les presses de tous les journaux

soupçonnés de libéralisme. Le ministre de l'instruction publique voulait assurer « l'ordre moral » en rappelant que « la religion catholique était la religion exclusive de l'Etat. » Le capitaine général Peguela interdisait à Madrid « dans les cafés, cercles ou autres lieux publics la lecture de tout journal étranger qui aurait, seulement une fois, mal parlé de la religion catholique. » Le président du Congrès, M. Rios Rosas ayant protesté, Narvaez le fit empoigner et expédier aux îles Canaries ainsi que plusieurs autres députés. Un décret prononçait la dissolution des Cortès. Narvaez interdisait à l'armée de s'occuper de politique et lui demandait en même temps des adhésions à sa politique. La veille des élections, Narvaez levait l'état de siège, mais par décret s'attribuait le droit d'arrêter tout individu suspect. De tels moyens lui assurèrent une majorité.

Il resta président du Conseil jusqu'à sa mort survenue le 23 avril 1868. Il gouvernait de la manière la plus réactionnaire tout en se croyant libéral. « Quant à moi, disait-il, dans un de ses derniers discours, j'ai reçu le

baptême du sang à vingt et un ans en défendant la liberté ; j'aurais voulu dans toutes les occasions sacrifier ma vie à un principe si grand, si régénérateur pour l'Espagne. J'ai toujours été ferme dans la voie constitutionnelle ; et si parfois j'ai semblé moins décidé en faveur du principe libéral, c'est que je cherchais l'ordre. » En parlant ainsi, Narvaez était certainement de bonne foi. Il considérait comme des peccadilles les modifications qu'il apportait de lui-même à la constitution et sa façon de gouverner avec l'état de siège, en étouffant la presse et en supprimant toute garantie de la liberté individuelle.

VII

Prim avait en 1854 appuyé la politique d'O'Donnell. Chargé d'un commandement dans la guerre du Maroc, il s'y distingua et revint marquis de Los Castilesjos et grand d'Espagne. Il fut nommé ensuite général en chef de l'armée espagnole du Mexique et

prudemment s'en tint aux termes de la convention de Londres.

De retour en Espagne, il se mit en opposition avec Narvaez et O'Donnell. Forcé de s'exiler, il fomenta l'insurrection de 1867, mais il ne put faire sa jonction avec Pierrad et Contreras qui avaient soulevé la Catalogne.

Après la mort de Narvaez, sous le ministère Gonzalez Bravo, la reine Isabelle, sorte d'hystérique partageant ses affections entre son favori Marfori et la sœur Patrocinio, dont elle revêtait les chemises sales, se laissa de plus en plus dominer par les jésuites et se lança dans une effroyable tyrannie. Plus de dix mille personnes, parmi lesquelles se trouvaient tous les journalistes de quelque valeur, étaient en prison.

Si ce gouvernement remplissait les prisons, il vidait le trésor. La reine donnait environ treize millions de francs de dot à sa fille en la mariant au prince Girgenti, fils de Ferdinand de Naples. En même temps, la reine Isabelle dans son discours du trône à l'ouverture des Cortès déclarait « que l'Espagne avait offert

sa coopération morale et au besoin matérielle à la France pour défendre les droits du Saint-Siège ». Cette phrase éveilla à juste titre les susceptibilités de l'Italie et fut le prélude de la guerre de 1870. L'empereur et l'impératrice, loin d'essayer d'en atténuer l'effet, recevaient en grande pompe à Fontainebleau le prince et la princesse de Girgenti. Le gouvernement Espagnol envoya au duc et à la duchesse de Montpensier l'ordre de quitter l'Espagne. Il emprisonna les généraux Serrano, Ros de Olano, Zabala, Bedoya, Dulce, Cordoba, Hoyos et plusieurs centaines d'officiers et de soldats. Les officiers furent répartis entre les Canaries, Téneriffe et Palma.

Mais le 18 septembre, un pronunciamiento éclatait à Cadix à bord même des frégates qui avaient été chargées de porter aux îles Canaries les officiers arrêtés. Parmi eux se trouvait, le général Serrano. Cadix, Séville, Cordoue se soulevaient; la frégate Victoria échouait à Alicante ; dans sa tentative insurrectionnelle ; mais elle réussissait au Ferrol, à Santander, à

Santona. Le maréchal Concha fut chargé de constituer un nouveau ministère et proclama aussitôt l'état de siège dans toute l'Espagne. Le général Prim arrivait d'Angleterre sur les côtes d'Espagne et à la tête de trois frégates occupait Carthagène.

Dans la Manche à Ciudad Real, le 28 septembre, le général Serrano battait les troupes de la reine commandées par le marquis Novaliches ! La révolution était faite aux cris de : à bas les Bourbons ! Vive la souveraineté nationale ! Une junte composée du maréchal Serrano, des généraux Prim et Dulce, s'emparait du gouvernement et la reine Isabelle se réfugiait en France d'où elle adressait une protestation furibonde à la nation qui la renvoyait.

Les juntes locales prenaient des mesures révolutionnaires, réclamaient l'expulsion des jésuites qui fut ordonnée par le ministère provisoire constitué le 8 octobre.

Serrano et Prim voulaient le retour à une monarchie constitutionnelle. Ils s'adressèrent au duc de Montpensier que repoussa Napoléon III, puis au prince Hohenzollern.

On se rappelle que cette candidature fut le prétexte de la déclaration de guerre à l'Allemagne ; enfin le fils de Victor Emmanuel, le prince Amédée, fut élu roi d'Espagne le 16 novembre 1870. Prim fut tué par des assassins demeurés inconnus au moment où il quittait les Cortès, le 28 décembre. Il avait été lui-même autrefois condamné comme complice d'une tentative d'assassinat contre Narvaez.

CHAPITRE IV

AMÉDÉE, PAVIA ET DON CARLOS

Le roi Amédée prenait possession du pouvoir au moment où Prim venait d'être tué. Dans l'armée espagnole, les officiers d'artillerie se vantaient de n'avoir jamais fait de pronunciamiento. Le roi Amédée s'appuya sur eux et, par cela même, les engagea dans la politique. Le ministère Ruiz Zorilla nomma à un commandement actif le général Hidalgo. Les officiers d'artillerie ne l'aimaient pas et ils protestèrent en donnant en masse leur démission.

Ils comptaient sur l'intervention du roi et, en effet, le roi ne voulait pas l'accepter ; mais le ministère, d'accord avec les Cortès,

l'accepta et résolut de les remplacer en nommant à leur place des sous-officiers.

Le roi Amédée, ayant perdu ses partisans abdiqua le 11 février 1873 et les Cortès proclamèrent la République.

M. Pi y Margall fut élu président du pouvoir exécutif. Il représentait la République fédéraliste et la nouvelle Chambre élue proclama la République fédérale. Un coup de main, tenté à Madrid par les monarchistes, qui, en Espagne comme en France, s'appelaient par antiphrase conservateurs, échoua; mais l'Andalousie, Valence, Murcie, Carthagène, Séville comprirent que la République fédérale impliquait leur indépendance : et il fallut envoyer des troupes pour les reconquérir.

Au mois de juillet, la garnison de Carthagène, le port de guerre de l'Espagne, et les équipages des quatre frégates Numancia, Mendez-Nunez, Victoria, Almanza, se joignirent aux socialistes révolutionnaires. Pendant six mois, ils formèrent une Commune à l'instar de celle de Paris. Ils coulèrent un navire de guerre le Gortolu, dans

un combat avec l'amiral Lobo, et allèrent bombarder Alicante. Quand le 11 janvier 1874, leur position fut désespérée, les chefs de l'insurrection Contreras, Galvez, Roque-Barcia s'embarquèrent sur la Numancia, se lancèrent à toute vitesse à travers la flotte espagnole, en la criblant de coups de canon, et allèrent aborder en Algérie, à Mers el Kébir.

Castelar avait été investi à la place de Pi y Margall d'un pouvoir dictatorial. Partisan de la République unitaire, c'était à lui qu'était incombée la tâche d'empêcher le démembrement de l'Espagne en réprimant ces insurrections locales. Tandis qu'il combattait contre les fédéralistes révolutionnaires du Midi et de Carthagène, il avait à réprimer une formidable insurrection carliste dans les provinces basques. Les carlistes s'emparaient de Berga et de Ripoll, et redoublaient 'audace en comptant sur une restauration monarchique en France.

Lors de la rentrée des Cortès, Salmeron reprocha à Castelar sa politique antirépublicaine, comme si la République était syno-

nime d'anarchie. Castelar fut renversé le 2 janvier 1874 par 120 voix contre 120 et M. Salmeron nommé à sa place chef du pouvoir exécutif.

Le capitaine général de Madrid, le général Pavia, envoya un officier remettre une lettre à M. Salmeron, intimant aux Cortès l'ordre de se dissoudre et leur donnant dix minutes pour se disperser. Des troupes massées autour du palais, en face duquel étaient braqués des canons, appuyaient cette injonction ; les postes et télégraphes, le ministère de l'intérieur étaient occupés par des soldats.

Le général Pavia ne prit pas le pouvoir pour son compte. Ce fut le maréchal Serrano duc de la Torre, qui s'empara de la dictature. L'Espagne accepta le coup d'Etat avec l'empressement d'un peuple qui, tout en aspirant à la liberté, a les mœurs de la servitude.

Quand Pavia, en mai 1874, donna sa démission de capitaine général des Castilles parce que le ministère devint alphonsiste, il exposa, dans sa lettre, les motifs qui l'avaient

poussé à perpétrer son coup d'état du 2 janvier. Il voulait établir « une trève des partis et donner accès dans le gouvernement aux éléments de toutes les fractions politiques conservatrices entre lesquelles le gouvernement était malheureusement divisé. » Il voulait faire une concentration conservatrice.

Serrano se mit à la tête de l'armée pour combattre les carlistes ; les troupes entrèrent le 3 mai à Bilbao et enlevèrent San Pedro de Abouto qui était le principal point d'appui de l'insurrection ; mais le maréchal Serrano se garda de pourchasser l'ennemi. Selon de vieilles habitudes, les généraux espagnols entendaient se réserver la guerre civile pour l'avenir et ne point tarir complètement cette source d'honneurs et de profits.

Le 29 juin 1874, le maréchal Concha fut tué devant Estella ; l'armée espagnole fut mise en déroute.

Cependant elle incendia Abarzuza : comme représailles, le général carliste Dorregaray faisait fusiller 182 prisonniers. Ormœchea prenait comme ôtages les habitants suspects

de libéralisme et en faisait fusiller un par chaque coup de canon que tirait l'escadre espagnole. Dans son manifeste aux puissances, don Carlos prouvait son humanité en disant qu'il n'avait fait fusiller qu'un sur dix des prisonniers de guerre faits à Estella.

Don Carlos proclamait ses droits : « La loi et la tradition m'ont fait roi : l'Espagne est catholique et monarchique ; je satisferai son sentiment religieux et son amour de la monarchie légitime. »

Pour prouver les sentiments religieux de son roi, le chef carliste Antonio Lizzaraga punissait les blasphémateurs en leur faisant percer la langue d'un fer rouge.

Au mois de septembre 1874, don Carlos adressait un manifeste « aux puissances chrétiennes » ; il affirmait « régner de fait sur la plus grande partie du royaume » alors qu'il était confiné dans la Navarre. Il ajoutait qu' « il avait épuisé tous les moyens de pacification » ; et il traitait ses adversaires de « hordes de meurtriers et de bandes indisciplinées ».

Le comte de Chambord approuvait la politique de son neveu « qui ne combattait que pour la gloire de Dieu, pour le bonheur de son peuple et pour le triomphe de l'église catholique; » et, à ce moment, il y avait à l'assemblée nationale de Versailles, des hommes qui avaient la prétention d'imposer ce roi à la France !

Le maréchal Serrano accusait le gouvernement français de favoriser les carlistes et la contrebande de guerre pour eux. L'Allemagne, elle, reconnaissait le gouvernement du maréchal Serrano.

Au mois d'octobre 1874, il y avait deux ans et demi que durait la guerre carliste : Castella était incendié, Puycerda assailli, Irun bombardé.

De hardis marins anglais pratiquaient la contrebande de guerre par les gros temps que n'osait affronter la marine espagnole.

Le 29 décembre 1874, pendant que Serrano était à l'armée du Nord, le général Martinez Campos faisait un pronunciamiento à la tête de deux bataillons, à Murviedro, en faveur d'Alphonse de Bourbon, fils d'Isabelle. L'ar-

mée du centre, envoyée contre eux, se joignit à eux, les garnisons de Madrid et des villes du centre adhérèrent à leur tour ; l'armée du Nord suivit cet exemple.

Le maréchal Serrano se résigna et passa en France : car dans les pronunciamientos l'attaque a toujours plus de chances de succès que la défense. Dès le 31 décembre, un ministère de régence se constituait sous la présidence de M. Canovas del Castillo, appelait le prince Alphonse qui acceptait par télégramme et montait en chemin de fer pour prendre possession du trône, sous le nom d'Alphonse XII, après avoir reçu la bénédiction du pape.

Mais la présence de ce roi ne désarma pas les carlistes, et les légitimistes français restèrent fidèles à don Carlos.

La Navarre, pays basque, continua en le soutenant à émettre ses deux prétentions contradictoires : imposer à l'Espagne le roi de son choix et maintenir ses fueros, privilège qui consiste pour elle à ne contribuer en rien aux charges générales de l'Espagne.

En janvier 1875, à Lizzaraga des employés de chemin de fer, rencontrés à moins d'une lieue de la voie, furent fusillés « sans qu'il leur fût laissé plus d'une heure pour se préparer à mourir en chrétiens ». Les carlistes confisquant les biens des libéraux, le gouvernement de Madrid intenta des poursuites contre les acquéreurs et prononça l'expulsion du territoire espagnol de toute famille dont un des membres était carliste.

L'insurrection carliste ne fut éteinte qu'en février 1876, quand Estella ouvrit ses portes à Alphonse XII ; les troupes carlistes massacrèrent un de leurs généraux, Egana ; le 28 février don Carlos passa sur le territoire français. La guerre carliste avait duré quatre ans ; et depuis le 2 janvier 1874, date du coup d'état de Pavia, jusqu'en février 1876, l'Espagne fut sous le régime de la dictature.

LIVRE VII

LA CONSTITUTION DE 1876

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE CONSTITUTIONNELLE

L'Espagne est régie par la constitution du 30 juin 1876. S'il y a eu encore des tentatives de pronunciamiento, il n'y en a point eu de victorieuse : les chefs du parti conservateur comme M. Canovas del Castillo, et du parti libéral modéré, comme M. Sagasta, ont fait des efforts considérables pour habituer l'Espagne au gouvernement parlementaire. Mais eux-mêmes n'avaient pas une notion assez nette de ses conditions pour l'appliquer loyalement. Ils peuvent dire que s'ils

eussent été plus scrupuleux, ils n'auraient été compris ni de leurs partisans ni de leurs adversaires.

L'élection est l'instrument du gouvernement parlementaire ; s'il est faussé, il ne peut produire que de mauvaise besogne. En Espagne, le ministère au pouvoir est toujours assuré d'avoir la majorité.

La Chambre des députés, se composant d'un député élu par 50.000 habitants, a 431 députés. M. Canovas del Castillo, présidait-il aux élections, il obtenait environ 300 voix. Est-ce M. Sagasta, il obtient le même chiffre. Les ministres peuvent annoncer d'avance la répartition des élus entre les divers partis et négocier avec eux.

Les ministres ne se retirent pas seulement à la suite d'un vote du parlement : le roi et depuis la mort d'Alphonse XII, la régente, interviennent pour mettre un ministère à la porte. Enfin on voit, comme en France, des présidents du conseil donner leur démission, déposer trois ou quatre de leurs collègues et reparaître à la tête d'un nouveau ministère, de sorte qu'ils s'attribuent une

sorte d'irresponsabilité semblable à celle de la couronne. Du 11 décembre 1892 au 22 mars 1895, M. Sagasta changea trois fois son ministère et se débarrassa en outre, à différentes reprises, de cinq de ses collègues.

Le programme libéral comprenait en 1887 l'établissement du suffrage universel, auquel s'était du reste rallié M. Canovas del Castillo en 1885. Les électeurs devaient alors payer une contribution foncière de 25 pesetas, ou une taxe industrielle de 50 pesetas depuis deux ans, ou être fonctionnaires publics aux appointements de 2.000 pesetas ou membres de certaines académies, ou prêtres. La loi du 26 juin 1890 a donné le droit de suffrage à tous les Espagnols âgés de 25 ans et ayant une résidence municipale de deux ans.

La loi électorale vaut mieux que la loi française, car elle assure la présence aux Cortès de tous les hommes politiques éminents. 88 députés peuvent être élus au scrutin de liste dans 26 circonscriptions; si le nombre des députés à élire est de deux à

quatre, de quatre à huit, et au-dessus de huit, l'électeur ne peut voter que pour un nombre de candidats inférieur respectivement de un, de deux ou de trois, au nombre total des sièges.

Les universités littéraires, les « sociétés économiques d'amis du Pays » et les chambres de commerce industrielles et agricoles ont le droit d'élire un député par chaque 5000 électeurs dont elles se composent.

Ne sont pas électeurs les soldats et les sous-officiers en activité de service. Les prêtres et moines ne sont pas éligibles, mais les archevêques, les capitaines généraux, et les amiraux font partie du Sénat.

Outre l'établissement du suffrage universel, le programme libéral de M. Sagasta, en 1887, comprenait l'établissement du jury, institution qui, au milieu de populations ignorantes et passionnées comme celles de l'Espagne, n'a rien de rassurant ; le mariage civil, c'est-à-dire pour les catholiques, le maintien du mariage religieux soumis à toutes les formes et ayant toutes les conséquences réglées par le droit canon, mais

devant être célébré devant un officier de l'état civil, et pour les non catholiques la possibilité de se marier légalement ; la liberté des associations sous la seule condition de communication des statuts et de la liste des membres ; le service militaire obligatoire.

M. Sagasta a essayé de réunir les conservateurs et les libéraux contre les républicains; mais les conservateurs lui ont toujours reproché de trop incliner vers les républicains.

Il est assez difficile de se reconnaître au milieu des partis politiques en Espagne, bien que M. G. de Azcarate ait essayé de mettre les lecteurs français au courant de leurs positions respectives[1].

Il nous a expliqué que les républicains sous Isabelle suivaient deux chefs : Castelar et Pi y Margall ; ceux qui suivaient le premier avaient une tendance individualiste, ceux qui suivaient le second une tendance socialiste. Après la chute d'Isabelle, les républicains, à une grande majorité, se décla-

1. *Revue du Droit public* 1896, t. 5, p. I.

rèrent fédéralistes. Dans les Cortès, qui élurent le roi Amédée, se trouva une minorité de 71 républicains à voter contre.

Ruiz Zorilla réunit, dans le radicalisme, les démocrates et les progressistes ; Sagasta forma un parti constitutionnel avec quelques progressistes dissidents et tous les unionistes.

Quand la République fut proclamée en 1873, les républicains se trouvèrent partagés entre fédéralistes et centralistes. La République dura onze mois, et usa Pi y Margall et Castelar. Après la proclamation d'Alphonse XII, tout le parti radical resta fidèle à la République; en 1880, Ruiz Zorilla fonda un parti démocrate progressif qui avait pour programme l'autonomie administrative des communes et des provinces et la centralisation politique. En 1891, M. Salmeron fonda un parti républicain centraliste.

Les deux grands partis constitutionnels qui ont détenu le pouvoir avaient pour chefs : les conservateurs, M. Canovas del Castillo; les libéraux modérés, M. Sagasta. Mais tous les partis se fractionnent. Après

les élections de 1896, on comptait dans les Cortès 300 conservateurs, 100 libéraux, 10 carlistes, 10 indépendants, 8 conservateurs dissidents et 3 républicains.

Les noms des chefs tiennent lieu de programme : Canovistes, Sagastiniens, Silvelistes, Castelariniens, Zorillistes, Salmeroniens.

La grande majorité des Espagnols ne s'occupe pas de politique. Les petits chefs de parti dans les localités font de la tyrannie. Les mœurs publiques ne sont pas à la hauteur des institutions.

Les populations ne comprennent pas l'agitation légale qui a pour but de s'emparer de l'opinion par la persuasion.

En Angleterre, un impôt est considéré comme mauvais : une association existante ou une association établie pour cet objet prend la cause. Elle fait des enquêtes. Elle publie des « leaflets ». Elle réunit des meetings. Elle saisit les journaux de ses arguments. Elle tâche de convaincre les partis politiques et le gouvernement du bien fondé de ses raisons.

Les pratiques espagnoles sont tout autres. En 1893, pour protester contre les impôts, des « partridas », des corps d'insurgés s'organisèrent en Navarre. M. Sagasta étant venu à Saint-Sébastien, des émeutiers essayèrent de prendre d'assaut l'hôtel où il était descendu et ne furent dispersés que par une fusillade de la garde civique. M. Sagasta fut obligé de rentrer en cachette à Madrid où de nouveaux troubles devaient éclater au moment de son arrivée.

En 1897, à la sortie de la séance du Sénat dans laquelle le duc de Tétuan, comme ministre des affaires étrangères, avait eu à subir une discussion relative à la reconnaissance des Cubains comme belligérants par les Etats-Unis, il donna un soufflet au sénateur libéral M. Comas, sans y être provoqué par une question personnelle. M. Canovas solidarisa tout le cabinet avec le duc de Tétuan. Les libéraux s'abstinrent de rentrer au parlement. M. Canovas fit voter en leur absence, par sa majorité, les lois financières et économiques indispensables, et le 2 juin, prononça la clôture de la ses-

sion. Il offrit alors sa démission à la Reine. Au bout de quatre jours la Reine maintint le ministère tout entier.

Le 8 août, M. Canovas fut assassiné, et le cabinet Sagasta fut constitué à la fin de septembre, ayant pour le soutenir la majorité de conservateurs qu'avait fait élire son prédécesseur.

CHAPITRE II

LA DOMINATION CATHOLIQUE

D'après la constitution du 30 juin 1876, la religion catholique romaine est la religion de l'Etat; cependant le spersonnes d'une autre religion ne doivent pas être molestées en Espagne.

L'Eglise romaine entend toujours soumettre l'intellect espagnol à sa domination, et il y a des Espagnols qui regrettent le bon temps de l'Inquisition.

Le gouvernement ne s'est pas séparé de l'Eglise. Ce n'est pas en Espagne qu'on pourrait dire comme sous la Restauration en France : « la loi est athée ». Le gouvernement ne s'est pas affranchi du clergé, etnon

seulement du clergé espagnol, mais de l'ingérence du Nonce.

En 1876, les libéraux et les modérés étaient séparés par la question suivante : les libéraux consentaient à autoriser les cultes privés dissidents ; les « moderados » voulaient le maintien de l'unité religieuse.

Le 3 mai 1876, M. Fernando Alvarez demandait la fermeture des trente-neuf temples évangéliques ouverts dans la péninsule et l'expulsion des protestants. M. Canovas del Castillo fit un acte d'un libéralisme audacieux en demandant le maintien de l'état de choses existant depuis la chute d'Isabelle (1868). La Chambre accepta l'exercice privé des cultes non catholiques.

Le nonce du pape écrivit aux évêques espagnols une lettre dans laquelle il leur rappelait l'article 1er du concordat de 1851 : « La religion catholique continue à être, à l'exclusion de tout autre culte, l'unique religion de l'Espagne et y sera maintenue avec tous les droits et prérogatives qu'elle doit posséder selon la loi de Dieu et les saints canons ».

Il citait l'article 3 de ce document qui promet aux évêques l'appui du bras séculier « toutes les fois qu'ils auront à s'opposer à la malignité des hommes qui essaient de pervertir les âmes et de corrompre les mœurs des fidèles, soit à empêcher l'impression, l'introduction et la circulation des livres mauvais et pervers ».

Les républicains modérés ont l'illusion de croire à une démocratie catholique et libérale. Si Castelar dans son discours d'octobre 1880, allait jusqu'à reconnaître « qu'il existe un dissentiment de vieille date entre le clergé et la liberté, » il espérait dans Léon XIII, comme dans un pape libéral qui pourrait arriver à concilier ces deux antinomies : « Cette conciliation, il faut la chercher de l'autre côté aussi en attirant à nous la partie la plus éclairée du clergé ». Un homme d'État ne peut se servir que des éléments qu'il a à sa disposition. Nous ne reprocherons donc pas à Emilio Castelar de faire ces avances au clergé puisqu'il domine les Espagnols, seulement les catholiques ne peuvent avoir des aspirations libérales qu'en

se mettant en contradiction avec leur religion. Le fidèle est dirigé par le prêtre et le prêtre est soumis à Rome.

Quant au mois de février 1881, M. Sagasta remplaça M. Canovas del Castillo, l'épiscopat espagnol fit une protestation, appuyée par le nonce.

En 1889, alors que M. Sagasta était au pouvoir, l'évêque de Madrid, à la suite d'instructions venues du Vatican, put organiser un congrès catholique à Madrid, dans l'église San Geronimo, du 24 avril au 5 mai, pour protester contre l'occupation de Rome par les Italiens ! En 1890, un autre congrès, ayant le même objet, fut tenu à Saragosse sous la présidence du cardinal Benavidès.

L'esprit d'exclusion n'a point diminué : « l'Espagne aux Espagnols catholiques », est la formule du clergé espagnol comme au bon temps de l'expulsion des Maures et des Juifs.

L'annonce de l'ouverture d'une église protestante à Madrid pour le 20 mars 1894 provoqua un tel scandale qu'au dernier moment le gouvernement civil l'interdit. Elle ne fut

ouverte que le 30 septembre, au milieu des protestations des évêques et du nonce du pape déclarant cet acte illégal !

M. Canovas del Castillo, représentant les conservateurs cléricaux, faisant alliance avec les ultramontains, détestait la France. Jamais les clergés catholiques ne nous pardonneront Voltaire et Renan.

L'enseignement n'est point affranchi de la surveillance du clergé. Sous le ministère libéral Sagasta, en 1893, l'archevêque de Grenade ayant déclaré hérétiques les livres d'enseignement d'un professeur de l'université, le ministre eut la faiblesse de transmettre le dossier du professeur au conseil de l'instruction publique.

Le catholicisme, ses conceptions et ses méthodes, dominent encore l'enseignement même supérieur[1].

Les livres classiques sont des catéchismes qu'il faut réciter dans des examens fréquents. Malgré des efforts sérieux pour arriver à une instruction scientifique, l'Espagne

1. Paul Melon. *L'Enseignement supérieur en Espagne*, 1898.

est riche en archives, mais pauvre en laboratoires. L'enseignement de son histoire n'est pas commode, dès qu'on approche des époques contemporaines. Aussi se contente-t-on de célébrer sa grandeur passée.

S'il y a des professeurs, comme M. Sanz del Rio, qui s'inspirent de la philosophie allemande, d'autres, comme MM. Cajal, San Martin, professeurs à la faculté de médecine, Dorado professeur à l'Université de Salamanque, Sales professeur d'histoire à Séville, Salmeron, Azcarate, Castro qui s'inspirent des idées franco-anglaises, la grande masse du professorat espagnol n'est point affranchie de la tradition du catholicisme farouche des XV[e] et XVI[e] siècles. L'un de ses membres, M. Menendez y Pelayo, professeur de littérature espagnole à l'Université de Madrid, a consacré trois volumes à la science espagnole, en commençant par faire l'apologie de l'institution la plus opposée à toute liberté de recherche.

« Je suis catholique, apostolique romain sans mutilation et sans subterfuge, dit-il. Je ne fais aucune concession ni à l'impiété

ni aux doctrines hétérodoxes. Je considère comme une des grandes gloires de l'Espagne sa lutte contre l'hérésie et je comprends, j'approuve et je bénis l'Inquisition. Elle est vraiment la fille du génie et du peuple espagnols ».

Il fait ensuite l'apologie de l'expulsion des Juifs et des Maures. Il avoue que « la conséquence fut l'appauvrissement du pays, de l'agriculture, et la ruine du commerce ; la chute du commerce entraîna celle de l'industrie, car il n'y avait plus de bras pour elle, l'essentiel à ce moment de notre histoire n'étant pas de tisser des toiles, mais de tuer les hérétiques. Les conséquences ont été désastreuses : mais nous avons conservé intactes notre conscience religieuse et notre conscience historique à l'époque de la soi-disant réforme : nous sommes restés fidèles à l'esprit de notre civilisation ».

M. Menendez y Pelayo attribue tous les maux de l'Espagne à l'intrusion de la dynastie française : « Elle nous a apporté les pires calamités, le jansénisme et l'Encyclopédie ; fait inconcevable et brutal, elle a

chassé les jésuites. La civilisation d'Espagne reçut une entorse dont elle souffre encore : son principe fut faussé. Il n'y a pas jusqu'au Saint Office, une de nos institutions les plus conformes au pur génie castillan, qui ne subît la décadence générale ».

Ce que M. Menendez y Pelayo appelle la science espagnole, c'est l'art d'exterminer les hérétiques. Il est vraiment fâcheux qu'il n'y ait pas un laboratoire expérimental annexé à sa chaire. Il retrouverait à son cours la foule qui se pressait aux autodafés.

Les étudiants de Séville forment deux confréries : l'une a pour patronne la Vierge aux sept douleurs et l'autre la Vierge du Carmel. En 1896, une rixe éclata entre elles, chacune entendant faire prévaloir la supériorité de sa Vierge. — Qu'est-ce que ta Vierge ? disaient les uns. Une P.... — Et la tienne donc ? répondaient les autres. Et pour prouver leurs dires respectifs, ils se fêlèrent réciproquement quelques têtes et se cassèrent mutuellement quelques bras et quelques jambes.

Quand l'amiral Cervera partit pour Cuba,

les moines lui donnèrent une image de sainteté destinée à le rendre invincible, et nous ne pouvons pas en rire puisque, dans la République française, le chef de l'état major de la flotte, l'amiral Cuverville, l'a vouée à Saint Michel !

CHAPITRE III

LES DERNIERS GÉNÉRAUX ESPAGNOLS

Il faut reconnaître que si, depuis 1876, la politique des pronunciamientos a eu encore quelques convulsions, elle n'a remporté aucune victoire.

Le 8 août 1882, les amis de Ruiz Zorilla provoquèrent une insurrection militaire républicaine à Badajoz et dans les environs de Barcelone ; mais elle ne s'étendit pas et n'aboutit qu'à la suspension des garanties constitutionnelles et à la mise en état de siège des provinces où elle s'était produite.

Les républicains firent encore des complots militaires en 1885. Dans la nuit du 19 au 20 septembre 1886, trois cents soldats ca-

sernés à Madrid essayèrent, sous la direction du général Villa-Campa et de quelques officiers, un mouvement en faveur de la République. Ils furent réduits à s'enfuir : l'état de siège fut proclamé, les journaux suspendus ; on procéda à de nombreuses arrestations civiles et militaires, selon le protocole habituel des répressions de ce genre.

Le général Villa-Campa et plusieurs officiers et sous-officiers furent condamnés à la peine de mort, que la régente Marie-Christine commua en celle des travaux forcés à perpétuité ; et le 28 octobre 1886, les sergents-majors furent licenciés.

En 1887, le général Cassola, ministre de la guerre, était combattu par le général Primo de Rivera, l'auteur du pronunciamiento de 1874 et directeur de l'infanterie au ministère de la guerre. Alors on vit une chose étrange, qui stupéfia les Espagnols : M. Sagasta le fit révoquer.

Mais lui-même fut obligé de reculer en octobre et novembre 1888 devant les généraux parlementaires et il n'osa pas opérer les réformes militaires qu'il avait annoncées

dans son programme : service obligatoire pour tous les Espagnols, y compris les prêtres et les moines, à l'exception des missionnaires et des membres des ordres enseignants.

En 1890, le général sénateur Daban envoya une lettre circulaire aux officiers généraux, pour les consulter sur les projets du gouvernement qu'il représentait comme hostiles à l'armée. Le ministre de la guerre, le général Bermudez Reina, lui infligea deux mois d'arrêt ; mais ce qui prouve l'incompatibilité entre la présence des généraux au Sénat et la discipline, c'est qu'il dut demander au Sénat l'autorisation d'appliquer cette peine. Cette demande provoqua une discussion qui ne comporta pas moins de soixante-neuf discours. Presque tous les sénateurs militaires se déclarèrent pour le général Daban. Le maréchal Martinez Campos attaqua avec la dernière violence M. Sagasta. Le 12 avril, le Sénat se prononça en faveur du ministère. A la Chambre des députés, la question fut reprise et M. Canovas del Castillo, au nom des conservateurs,

appuya le général Daban quoiqu'il eût, lui-même, cherché à éliminer les influences militaires de la politique.

Au mois de février 1895, des journaux s'étaient permis de critiquer les actes des officiers à Cuba. Les officiers considérèrent que c'était là un outrage à l'armée ; ils envahirent des bureaux de journaux qu'ils saccagèrent et ils maltraitèrent les journalistes, avec la connivence du ministre de la guerre, le général Lopez Dominguez. Le président du conseil, M. Sagasta, demanda une répression ; le ministère de la guerre la refusa ; et ce qui prouve que les vieilles mœurs espagnoles ne sont pas détruites, ce fut M. Sagasta qui se retira. M. Canovas del Castillo le remplaça.

Les militaires n'étaient pas satisfaits de s'être fait justice eux-mêmes. Ils soutenaient encore que les journalistes qui s'étaient rendus coupables de critiques contre l'armée tombaient sous l'application du code militaire qui, dans un de ses articles, parle de la pénalité qu'encourent ceux qui, par un moyen quelconque, se rendent cou-

pables d'offenses envers elle, et ils réclamaient leur comparution devant des conseils de guerre.

Le général Weyler a montré à Cuba qu'il avait gardé les traditions des exterminateurs espagnols. Sous prétexte de faire le vide devant les insurgés, il avait imaginé le système « des reconcentrados ». Il avait confiné dans des villes et des postes fortifiés un million de paysans, d'hommes, de femmes et d'enfants, sans s'occuper de les loger ni de les nourrir. On a publié d'effroyables photographies de ces corps émaciés par la famine.

Au mois de janvier 1898, le gouverneur de Matanzas estimait que, dans cette province, il y avait eu probablement 50,000 personnes mortes de faim et de toutes les misères qui ravagent de telles agglomérations dépourvues de tout ; à Santa Clara, le rapport officiel évaluait à 110,000 le chiffre des morts ; dans la province de la Havane, on donnait celui de 135,000 ; à Pinar del Rio, de 85,000 : le total montait à 400,000. Le général Weyler s'entendait à faire des charniers autour de lui, et ses victimes n'étaient pas des insurgés.

Quant aux insurgés faits prisonniers, il les fusillait. En un an, il fit procéder à un millier d'exécutions publiques. Le maréchal Campos avait déporté environ 2.000 Cubains suspects ; le général Weyler en envoya 8,400 à la prison de Ceuta et dans les marais de Fernando Po, d'où jamais personne n'est revenu.

Les Espagnols employaient la torture à l'égard des prisonniers dont ils voulaient des renseignements. Le cas de Fidèle Fundora est authentique. Les agents du général Weyler lui lièrent les pouces avec des ficelles qu'ils resserraient lentement mais constamment. Au bout de quelques jours, les pouces tombèrent, la gangrène avait envahi les mains : on les lui amputa au-dessus des poignets, puis on se décida à le fusiller. Ce cas n'est pas exceptionnel.

Le général Weyler fut remplacé à la fin de 1897 par le maréchal Blanco, qui avait de tout autres procédés. Au mois de janvier 1898, une émeute éclata à la Havane aux cris de vive Weyler et mort à Blanco! et les volontaires qui gardaient le Palais s'associaient à ces cris.

Aujourd'hui encore le général Weyler qui a contribué à faire perdre Cuba à l'Espagne et qui a trouvé le moyen d'ajouter quelque chose à son sinistre renom, est un grand homme ; et les partis se le disputent.

Chaque parti continue à avoir son général. Quand Polavieja revint des Philippines, les libéraux voulaient le porter en triomphe à Madrid pour chasser Canovas du ministère. Il se rendit au Palais Royal en arrivant. Quand il sortit, la reine régente, le petit roi Alphonse XIII et les princesses s'étaient mis à la fenêtre pour le voir partir par la *Plaza de Oriente,* tandis que, debout dans la voiture, il criait : Vive la Reine ! Vive le Roi ! Ce fut un événement, et la régente dut demander à M. Canovas d'expliquer que sa présence sur le balcon n'était pas un acte politique.

On admet qu'un général fasse « acte public d'adhésion inconditionnelle », au gouvernement, comme s'il pouvait en faire impunément un autre !

Le 8 mai 1898, l'amiral Bérenger offrait ses services, le maréchal Campos de même,

le tout sans conditions : et on les trouvait admirables et généreux.

Ces mœurs ne doivent plus nous étonner aujourd'hui, puisque nous voyons des officiers et des généraux français faire impunément des discours et des ordres du jour dans lesquels ils assurent que l'armée est respectueuse des lois et de la République, mais la mettent en opposition avec une partie de la population française ; puisque nous avons vu le général Billot, ministre de la guerre au mois d'avril 1898, adresser une circulaire aux préfets pour remercier les conseils généraux de vœux illégaux et inconstitutionnels en l'honneur de l'armée ; puisque nous avons vu le général Zurlinden replacé à la tête du gouvernement général de Paris alors qu'il aurait dû coucher au Mont-Valérien après sa lettre de démission, le 16 septembre 1898.

CHAPITRE IV

LES ANARCHISTES ESPAGNOLS

Le mépris des procédés de discussion et le goût des moyens violents devaient faire de nombre d'Espagnols d'excellentes recrues pour l'anarchie. En 1883, se constitua en Andalousie une puissante société secrète, organisée selon tous les vieux rites et se désignant sous le nom de « la Main Noire ». Elle avait des tribunaux secrets qui prononçaient des sentences de meurtre et de pillage et en même temps jugeaient les affiliés soupçonnés de trahison. Elle incendia des maisons, détruisit des oliviers, des vignes, des moissons en terre, des troupeaux, et maintint toute la province sous la

terreur. Quand le gouvernement put agir, il arrêta près de 800 complices en quinze jours parmi lesquels se trouvaient des propriétaires, des fermiers, des bourgeois. Les plus compromis furent exécutés. Mais les anarchistes espagnols ont continué de tenir le record de la destruction.

Le 9 janvier 1892, au nombre de 400, ils attaquent Xérès ; ils tuent deux hommes. On arrêta 70 ou 80 d'entre eux : on en exécuta quatre le 10 février. Les hommes politiques, les évêques, demandèrent qu'on ne se bornât pas à les disperser mais qu'on les décimât.

A Bilbao, une grève de mineurs fait mettre la province en état de siège. Des troubles anarchistes éclatent à Barcelone et à Murcie. On arrête à la porte des Cortès deux anarchistes porteurs de bombes. Les ouvriers et employés de la Compagnie du nord de l'Espagne se mettent en grève. Les employés des télégraphes les imitent. Une augmentation de taxe sur les marchands ambulants provoque une émeute ; et, après une répression sanglante, elle est retirée.

Coello, gouverneur général de Séville, est l'objet d'une tentative de meurtre. Le 15 novembre, dans une émeute à Tarragone, il y a neuf tués et seize blessés. En 1894, on voit une grève d'avocats qui n'admettent pas que des modifications dans la loi puissent risquer de diminuer leur clientèle. Le 24 septembre, l'anarchiste Pallas jette à Barcelone une bombe qui blesse le maréchal Martinez Campos. Il est exécuté le 6 octobre. Le 7 novembre, les anarchistes commettent le plus grave des attentats qui aient illustré leur période d'action : ils font éclater dans le Lyceo-théâtre à Barcelone deux bombes qui tuent quinze personnes et en blessent beaucoup d'autres. La répression est aussi sauvage que l'attentat. La Constitution est suspendue. On arrête en masse, et les malheureux sont soumis, dans la citadelle de Monjuich, à des tortures dignes de l'Inquisition. Six anarchistes sont exécutés par le garrote le 21 mai 1895 : et le 8 août 1897, Canovas del Castillo est assassiné par un Italien, nommé Gotti, qui essaya de justifier son crime, en se présen-

tant comme le vengeur des anarchistes de Barcelone.

La loi du 10 juillet 1894 frappait les anarchistes, non seulement pour leurs actes mais encore pour leurs tendances : la loi du 2 septembre 1896, non seulement permet au gouvernement de supprimer les journaux, de fermer les clubs à tendances anarchistes, mais encore livre les suspects aux conseils de guerre.

LIVRE VIII

LA GUERRE DE 1898

CHAPITRE PREMIER

FAUSSES MANŒUVRES ET FAUSSES ESPÉRANCES

La guerre fut déclarée, par les Etats-Unis, le 16 avril 1898. Les Espagnols ne croyaient pas que cet événement pût jamais arriver. Ils comptaient sur le pape, sur leurs saints, sur un miracle. La veille, le ministre des affaires étrangères, M. Gullon, disait à un rédacteur du *Daily Telegraph* :

— La guerre n'aura jamais lieu. Les puissances européennes interviendraient !

En tenant ce langage tout haut, il ne pouvait plus espérer sérieusement que dans

l'intervention de saint Jacques de Compostelle, le patron de l'Espagne.

L'ambassadeur d'Espagne auprès du Vatican, M. Merry del Val, avait annoncé que le gouvernement américain, « effrayé par l'arrogance espagnole », avait demandé l'intervention du pape. Mac Kinley démentit. Léon XIII déclara alors personnellement qu'il avait agi de sa propre initiative ; et les Espagnols furent réduits à se poser cette question : Lequel des deux, leur ambassadeur ou le Pape, avait menti ?

Castelar déclara que « la Reine avait essayé pour son propre compte et à ses risques et périls et sans en rendre compte à son ministre, de régler la question cubaine auprès des divers gouvernements européens. »

Il s'élevait, dans un article de la *Revue Internationale* du 1er mai, contre cette demande d'intervention. Il considérait que l'intervention du pape n'était point rassurante ; car il pouvait essayer, en pesant sur l'Espagne, de se concilier les sympathies des 8 millions de catholiques que comptent les

Etats-Unis. Le pape en proposant un armistice reconnaissait la qualité de belligérants aux insurgés, et enfin la demande de toute intervention violait le principe de non intervention que devait invoquer l'Espagne contre les États-Unis qui intervenaient entre Cuba et l'Espagne.

« Le principe de non intervention, disait Castelar, est contraire à tous les principes politiques modernes. Les nations despotes intervenaient partout où les attiraient naturellement leur intérêt et leurs goûts. Les ducs de Savoie intervenaient dans les affaires de la sévère Genève ; les ducs d'Autriche intervenaient dans les cantons helvétiques ; les empereurs d'Allemagne dans les cités italiennes ; les despotes de la Sainte-Alliance à Milan et à Venise ; Napoléon III à Rome pour y soutenir le despotisme théocratique.

» A la façon de l'empereur d'Autriche, François Ier ; à la façon du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume ; à la façon de Catherine, à Saint-Pétersbourg ; à la façon de tous les despotes qui intervinrent en France en 1792 pour renverser une grande République,

on voit intervenir aujourd'hui un peuple libre pour détruire une grande nation. »

Ici, il y avait de l'exagération : les États-Unis ne voulaient pas détruire l'Espagne ; ils voulaient affranchir Cuba.

Mais les Espagnols n'envisageaient pas la question ainsi puisqu'un homme d'une intelligence aussi large que Castelar pouvait écrire :

« Ces républicains se sont transformés en quelque chose de comparable aux tigres des forêts ou aux crocodiles et aux requins des eaux.

« Lorsque nous, les Espagnols, nous avons répandu parmi les Américains la civilisation moderne, ils veulent nous expulser de l'Amérique, notre création. »

Enfin, il niait les vérités les plus douloureuses mais les plus évidentes, quand il ajoutait :

« La nation espagnole n'a aucun remords sur sa conscience blanche et claire comme le soleil. Tous les droits qu'a pu formuler la philosophie moderne, nous les avons tous reconnus aux Cubains. »

Et il montrait une grande puissance d'illusion quand il appelait Cuba : « La siempre fiel isla », la toujours fidèle île !

Ces flatteries à l'égard de Cuba ne pouvaient pas avoir plus d'effet que les injures adressées aux Américains par le cardinal-archevêque de Compostelle qui fulminait contre « les lâches qui osent attaquer l'Espagne », et qui déclarait que l'Espagne était victime de la puissance de l'or !

CHAPITRE II

ILLUSIONS, MENSONGES ET IMPÉRITIE

Nous avons assisté à de tristes spectacles qui malheureusement nous rappellent les souvenirs cruels de 1870.

La déclaration de guerre ne changea rien à la vie habituelle des Espagnols. Ils avaient l'air de la considérer comme quelque chose qui ne les concernait pas.

Le gouvernement établit une censure sur les journaux espagnols, non pas en supprimant les nouvelles qui auraient pu donner des renseignements à l'ennemi, mais en supprimant les nouvelles qui pouvaient donner des renseignements aux Espagnols.

On supprima le commerce des blés. Cette

mesure comme toujours, aboutit, à provoquer des émeutes du pain à Burgos, Olmedo, Ciudad Réal, Lorca, au Val de Penas. A l'Union près de Carthagène, la halle fut incendiée et les portes de la prison ouvertes.

Les amiraux espagnols racontaient qu'au premier coup de canon les équipages américains, composés de mercenaires et d'ivrognes, se jetteraient à la mer. Ils parlaient du bombardement des villes américaines, et ils annonçaient tous les matins la rupture du blocus de Cuba en disant dans leurs fanfaronnades enfantines : — Les Américains, ce sont des commerçants et des industriels ; ce ne sont pas des militaires et des marins.

Des navires américains ayant fait quelques reconnaissances sur les côtes, la population s'amusait avec les dépêches dans lesquelles le maréchal Blanco ridiculisait l'amiral Sampson qui, ayant envoyé à Matanzas des projectiles, avait tué une mule.

Madrid le surnomma « le Tartarin de Matanzas », les cafés retentirent de plai-

santeries sur la mule. Le maréchal Blanco annonça aussi que le *Montgomery* s'était échoué sur la côte occidentale de Cuba au moment où ce croiseur était à trois cents lieues au nord.

Pour varier les plaisanteries on tonnait sur les violations du droit des gens commises par les Américains. On leur reprochait d'établir des blocus sur le papier, d'avoir saisi des bâtiments espagnols avant la déclaration de guerre et bombardé des villes ouvertes sans avis préalable. Le cabinet Sagasta annonçait qu'il adresserait aux puissances une note dénonçant ces violations du droit international, et les organes officieux avançaient que les chancelleries lui feraient un bon accueil.

La foule se livrait à un enthousiasme enfantin et théâtral. A la fin d'avril, trente mille personnes saluaient M. Cavaillon qui partait pour les îles Baléares. Les cigarières de Madrid offraient un drapeau qu'accompagnaient avec elles les dames de la Halle. Du reste, les courses de taureaux continuaient malgré la misère et la famine : et

on discutait avec autant de passion les hauts faits des toreros que les victoires à venir du maréchal Blanco et de l'amiral Cervera.

Dès le 1er mai, le gouvernement espagnol envoya de fausses dépêches à l'étranger pour dissimuler les résultats des faits de guerre. Il semblait avoir la prétention de cacher aux Américains leurs victoires.

Une dépêche de Madrid du dimanche matin 1er mai annonçait que l'amiral Montojo se portait de Manille au devant de l'amiral Dewey avec une vingtaine de bâtiments. Elle appelait croiseurs de 1re classe des bâtiments de trois mille cinq-cents tonneaux environ, filant une douzaine de nœuds, et le reste en proportion. Elle signalait dans cette escadre la présence de bâtiments qui ne pouvaient s'y trouver d'après des dépêches antérieures[1].

Voici comment les habitants de Madrid reçurent la nouvelle du combat de Cavite :

Dimanche 1er mai (après-midi). — Rapports reçus à Madrid d'une bataille navale dans les Philippines. Le ministre de la ma-

1. V. le *Siècle* du 5 mai.

rine est hautement satisfait et envoie un télégramme de félicitations à l'amiral Montojo.

Dimanche soir. — Les Espagnols ont éprouvé quelques pertes, mais l'escadre américaine a été obligée de battre en retraite.

9 heures. — « Notre flotte a engagé contre l'ennemi un brillant combat. L'ennemi, après de lourdes pertes, a dû se retirer précipitamment. »

10 h. 30. — Le ministre de la marine, en annonçant la victoire de la flotte espagnole « ne peut dissimuler sa joyeuse émotion. »

11 h. 50. — « Les pertes espagnoles sont sérieuses, mais honorables. »

Lundi après-midi. — La victoire des Amécains a été complète. La flotte est détruite. Cavite rasé, et Manille en flammes.

Lundi soir. — L'état de siège est proclamé à Madrid.

En fait, l'amiral Dewey était arrivé dans la baie de Manille, le 30 avril au soir, à la tête de cinq navires ; il avait forcé sans difficulté la passe entre l'île Corregidor et la côte ; le

1er mai à 5 h. 41 m. du matin, il avait ouvert le feu sur l'escadre espagnole mouillée à Cavite, qui était détruite avant midi. En apprenant le lundi soir que la victoire annoncée la veille était un désastre, la foule cria : à bas Sagasta ! et lui opposa le féroce Weyler. Vive Weyler ! Vive l'armée ! trahison ! Des charges de cavalerie balayèrent les rues et l'état de siège fut proclamé à Madrid. Puis une dépêche annonça que « ce désastre était désagréable, mais non déshonorant ».

M. Salmeron aux Cortès commença par célébrer le courage des troupes. Cet hommage au courage des vaincus n'est malheureusement qu'une consolation platonique ; et si les vaincus ont été braves, il est à supposer que les vainqueurs n'ont pas été lâches.

Cependant cette défaite ne suffisait pas pour dissiper les illusions des Espagnols. Castelar écrivait le 6 mai :

« Malgré l'échec qu'elle a éprouvé à Manille l'Espagne garde sa majestueuse sérénité ; elle ne désespère pas de sauver son empire colonial » ; et quelques jours plus tard, il ajoutait :

« Si on excepte un triomphe aux Philippines, l'Amérique n'a remporté aucun avantage dans ce conflit gigantesque. »

Cependant, le 3 mai, M. Salmeron déclarait aux Cortès qu'il faudrait établir les responsabilités, depuis celles qui incombent à l'individu de la dernière classe de la société jusqu'à celles incombant au Trône.

Le président rappela à l'ordre l'orateur en lui lisant l'article de la constitution déclarant la couronne inviolable.

M. Salmeron continua en disant que l'Espagne dépensait des millions pour la représentation du roi et n'en avait pas pour acheter des navires.

Le général Weyler, quoique fêté par les conservateurs intransigeants dont le chef est M. Romedo Robledo, quoique responsable de la guerre, quoique célèbre par les horreurs que nous avons rappelées, devint le candidat des républicains à la présidence du conseil. L'*el País*, leur organe le plus important, osa le présenter comme tel. Pour justifier cette attitude, les républicains disaient dans leurs conversations que le

général Weyler voudrait gouverner l'Espagne comme il avait gouverné Cuba, et que l'excès du despotisme et du mal provoquerait une révolution d'où sortirait la République. M. Pi y Margall n'adhéra pas à cette politique aussi immorale que dangereuse.

Dans l'article de la *Revue internationale*, que nous avons déjà cité, Castelar avait parlé, dans un langage très modéré, des actes inconstitutionnels de la Reine. Ce fut prétexte à un grand débat. Le maréchal Martinez Campos déclara que Castelar « avait perdu la tête. »

De la guerre, on ne se souvint que d'une chose, c'est qu'elle avait permis d'établir l'état de siège, et le Sénat vota, sans que M. Sagasta pût s'y opposer, le renvoi de Castelar devant un conseil de guerre ainsi que des journaux, le *Païs*, le *Nacional*, le *Correro* qui avaient publié des extraits de son article. Cette résolution n'a pas été mise à exécution

Le ministère d'octobre 1897, ayant pour président M. Sagasta, fut remanié le 18 mai 1898. M. Sagasta participe à l'irresponsa-

bilité royale. Il resta en débarquant ses collègues, les ministres des affaires étrangères, de la marine, du « bien public », de l'agriculture et du commerce, et des colonies. M. Moret, ayant voulu établir l'autonomie de Cuba, devait être forcément frappé puisqu'il n'avait pu remédier à la situation sans issue préparée par le général Weyler.

Après bien des retards, dont la cause était trop facile à comprendre, l'amiral Cervera part pour les Antilles. On perd sa trace. Toutes les imaginations travaillent. Enfin on sait que, le 19 mai, il est entré à Santiago de Cuba, au milieu de manifestations enthousiastes. On lui a offert un grand banquet et l'archevêque de Santiago a, dans son toast, déclaré que ce n'était pas suffisant de vaincre sur mer ; qu'il fallait « aller planter le drapeau espagnol sur le Capitole de Washington. »

A Madrid on exulte ; le gouvernement déclare que l'amiral Cervera est à Santiago, en vertu d'un plan arrêté entre le maréchal Blanco, le cabinet de Madrid et l'amiral Cervera.

Plus tard des lettres de la Havane nous apprenaient que c'était avec stupéfaction qu'on avait appris dans cette ville l'arrivée de l'escadre à Santiago et qu'on l'avait considérée comme une sorte de désastre.

Les grands mouvements stratégiques qu'elle venait de faire et qu'elle devait renouveler n'avaient donc jamais existé que dans l'imagination des ministres espagnols ; ils n'étaient pas stratégiques, mais politiques.

La presse américaine, dès le premier jour avait caractérisé la position de la flotte de l'amiral Cervera.

« L'escadre espagnole est mise en bouteille, l'escadre Schley est le bouchon. On peut la prendre par la famine, la détruire de vive force ou même la couper de la haute mer en coulant dans la passe des bâtiments chargés de pierres ou de charbon. »

Pendant toute la guerre, nous avons vu en Espagne les mêmes illusions ; et les hommes responsables du pouvoir voulaient encore les imposer aux populations alors qu'ils connaissaient les faits qui les démentaient. Au mois de juin, ils racontaient que

la flotte américaine avait éprouvé des pertes considérables en essayant de canonner le fort Morro et les batteries d'Estrella et de Catalina. Ils déclaraient qu'à Manille, les Tagals étaient devenus fanatiques de la domination espagnole ; qu'Aguinaldo aux abois avait été obligé de se réfugier sur l'escadre de l'amiral Dewey ; que les Américains étaient décimés par le climat ; qu'ils avaient perdu un croiseur, le *Baltimore*, qui avait sauté dans des conditions mystérieuses, et ce qui le prouvait, c'est que ce bâtiment venait d'être rayé de la liste du Lloyd !

Ils racontaient encore qu'ils venaient de couler un croiseur auxiliaire le *Merrimac* devant Santiago et que son équipage était prisonnier.

On sut aussitôt que l'équipage prisonnier se composait de quatre ou cinq hommes qui, sous la conduite du lieutenant Hobson, étaient venus, le 3 juin, couler le *Merrimac* pour obstruer la passe de Santiago.

L'escadre de l'amiral Cervera resta dans le fond de sa bouteille ; elle ne profita pas des gros temps qui forcèrent l'escadre amé-

ricaine à se tenir à une dizaine de milles de la côte cubaine. Puis, le dimanche matin, 3 juillet, à 9 h. 30, en plein jour, l'amiral Cervera chercha à s'évader ; à 10 h. 45 les croiseurs cuirassés espagnols Maria Teresa, Oquendo, Viscaya se jetaient à la côte et se faisaient sauter ; à 2 heures, le Cristobal-Colon se jetait à toute vitesse sur des rochers à soixante milles de Santiago. L'escadre de l'amiral Cervera n'existait plus.

Le gouvernement espagnol ne se résigna pas pendant deux jours à avouer la vérité.

Croyait-il qu'en niant ses défaites, il en ferait des victoires ?

La population de Madrid supporta ce nouveau désastre avec une sorte de résignation fataliste. Le 14 juillet une dépêche du général Shafter apprenait la capitulation du général Toral ; et le dimanche 17 juillet à midi, le drapeau américain était arboré sur le palais de Santiago.

M. Sagasta, après avoir commencé par nier cet évènement qui n'avait cependant rien d'imprévu, y répondait en soumettant l'Espagne tout entière à l'état de siège. Le

peuple espagnol payait de sa liberté l'incurie de ses gouvernants. En le plaçant sous le gouvernement militaire, le ministère donnait à l'armée une revanche de ses défaites.

Il n'avait qu'une seule préoccupation : dégager sa responsabilité ; et tout en rendant des hommages pompeux à l'héroïsme des soldats espagnols, il n'hésitait point à sacrifier leurs chefs alors qu'ils n'avaient qu'obéi à ses ordres ou qu'ils avaient été dépourvus de moyens d'action. C'est une lâcheté de rendre responsable un général ou un amiral de défaites qu'il ne pouvait éviter puisqu'il était dépourvu de ressources pour agir. Le gouvernement de Madrid déclarait pompeusement que le général Toral avait toute la responsabilité de la capitulation de Santiago, qu'il serait appelé à en rendre compte devant un conseil de guerre, et on insinuait qu'il aurait pu tenir plus longtemps.

Or, on savait que le gouvernement espagnol n'avait su concentrer ni troupes, ni approvisionnements à Santiago.

D'après les renseignements officieux donnés au début des hostilités, la garnison de Santiago devait avoir alors un effectif de 10 à 12,000 hommes ; ultérieurement on déclara que ces chiffres étaient exagérés et on avoua que le général Linarès ne disposait que de 2,000 fusils ; de 6,000 combattants la colonne de secours du colonel Escario passait à 2,000, de telle sorte qu'en défalquant les morts et blessés des combats du 1er et 2 juillet, la défense de Santiago ne pouvait mettre en ligne plus de 3,000 combattants.

Les navires espagnols n'avaient ni charbon, ni projectiles, ni armement, ni équipages complets. La marine espagnole n'avait pas su faire un corps de mécaniciens. La plupart des mécaniciens étaient anglais et beaucoup se retranchèrent derrière la déclaration de neutralité de leur gouvernement pour rompre leurs engagements.

L'amiral Montojo, qui commandait l'escadre détruite à Cavite, disait le lendemain du désastre au correspondant du *Times* :

« Je dois dire que la responsabilité du désastre retombe sur le gouvernement de

Madrid. Il n'y avait pas ici de vrais navires. Depuis ma prise de commandement, j'ai réclamé des bâtiments et des torpilles. Rien n'est venu. Je n'avais pas une torpille. J'en ai fait construire moi-même. Mais nous n'avions pas de matériaux convenables, nos torpilles ont été très mauvaises. Mon intention première était d'aller dans la baie de Subic, port militaire situé à 65 milles au nord de Manille, et d'offrir en ce point le combat à la flotte américaine. Nous y allâmes le 25 et nous étions de retour à Cavite le 30, la veille de l'arrivée de l'escadre yankee. Je serais resté à Subic si le port avait été protégé par des canons et des torpilles, mais, comme les fortifications de Subic n'offraient aucune protection, je ramenai mes navires dans la baie de Manille. Il eût fallu un mois pour mettre Subic à peu près en état de défense. Le ministre de la marine me promettait des secours, mais rien n'est jamais arrivé. Je savais dès la première heure que mon escadre serait complètement détruite ; je savais que les Américains avaient des navires de guerre, tandis

que mes bâtiments étaient incapables de combattre avec la moindre chance de succès. Les Américains avaient au moins 150 canons modernes, tous de modèle supérieur. Les nôtres étaient inférieurs en nombre et en calibre. »

Les équipages perdirent 400 hommes et eurent 600 blessés ; l'amiral et son fils qui servait sous ses ordres furent blessés. Le général Augusti, gouverneur général de l'archipel des Philippines, devait capituler plus tard.

L'amiral Cervera raconta à un journaliste américain qu'il avait reçu l'ordre impératif de partir le 3 juillet de Santiago et d'offrir le combat aux Américains ; le *Christobal-Colon*, le meilleur de ses bâtiments, n'avait pas sa grosse artillerie. « On l'avait laissée en Italie où le bureau de l'artillerie l'avait mise dans sa poche », s'écria l'amiral. Ce propos ne fut pas démenti à Madrid.

On a été étonné du peu de pertes causées aux Américains par les navires et les forts espagnols. A Cavite, il n'y eut que quelque projectiles qui approchèrent les navires de

l'amiral Dewey, dans le combat du 1er mai.

Dans le combat naval du 3 juillet, trois cuirassés américains furent atteints par des projectiles ennemis : l'*Indigna* deux fois, l'*Oregon*, trois fois, l'*Iowa* neuf fois. Par contre, on a relevé 61 trous de boulets sur l'*Oquendo*, 24 sur la *Vizcaya*, 33 sur la *Maria Teresa* et 80 sur le *Christobal-Colon*. La *Vizcaya* fut détruite par l'explosion d'une de ses propres torpilles.

Les officiers américains attribuèrent les incendies qui ont causé en partie la perte de l'escadre Cervera aux aménagements en bois qu'on avait conservés dans la construction de ses navires, malgré tant d'expériences.

Enfin l'escadre de réserve, composée de onze navires et portant 4,000 soldats, commandée par l'amiral Camara, sort de Cadix. On apprend qu'elle est arrivée à Port Saïd où elle reste plusieurs jours, retenue, disait-on, par les difficultés qu'elle éprouvait pour payer le passage du canal de Suez et pour faire du charbon. Elle traverse le canal, puis le 9 juillet elle reçoit l'ordre de revenir

en Espagne, payant ainsi un double péage. Personne n'a rien compris à cette manœuvre pas plus ceux qui l'ont ordonnée que ceux qui l'ont exécutée.

Les Espagnols supportèrent toutes ces fausses manœuvres et ces déroutes avec un calme relatif qui stupéfia tout le monde. On ne peut l'expliquer que par cette appréciation de Castelar sur ses concitoyens : « L'exaltation méridionale de l'Espagne est tempérée par une grande résignation chrétienne et par une patience presque mystique ».

Les rodomontades remplissaient les journaux et les discours. « Le dernier des Espagnols disparaîtra plutôt que de céder aux Etats-Unis » était une phrase courante. Même après la prise de Santiago, les Espagnols retardaient le moment d'ouvrir les préliminaires de la paix. En même temps, jamais on ne s'était plus amusé en Espagne. A la fin d'août une question passionna bien plus l'opinion que les désastres de la guerre.

Des toréadors féminins parurent dans des courses de taureaux; les toréadors mascu-

lins, blessés dans leur dignité, déclarèrent que le monopole de ces fêtes nationales appartenait aux hommes et menacèrent de faire grève. La population fut atterrée.

CHAPITRE III

LA PAIX

M. Sagasta comprit enfin qu'il fallait se résigner ; et il pria l'ambassadeur de France à Washington de lui servir d'intermédiaire auprès du gouvernement américain. A la fin de juillet le gouvernement américain avait formulé ses conditions : « Pas d'indemnité, cession de Cuba et de Porto-Rico et d'une île dans l'archipel des Mariannes ; Occupation de la cité, de la baie et du port de Manille jusqu'à la conclusion du traité de paix qui déterminera le contrôle et le gouvernement des Philippines. »

Le 7 août, le gouvernement accepta les conditions posées par les Etats-Unis, quoi-

qu'il eût espéré sauver Porto-Rico que les Américains avaient déjà occupé.

Le protocole contenant les préliminaires de la paix fut signé le 12 août. Manille tombait le 13 août au pouvoir des Américains.

M. Sagasta se servit des droits que lui conférait l'état de siège pour imposer silence aux journaux, convoqua les Cortès le 5 septembre et fit prononcer le huis clos sur le débat. La population sembla indifférente.

Le 7, M. Salmeron déposa une proposition de blâme, au nom des républicains, contre le ministère, portant « qu'il était en son pouvoir d'éviter la guerre et qu'il n'avait pas su l'éviter ; qu'il s'était montré incapable d'organiser les moyens de défense pour lesquels le pays avait fait de si lourds sacrifices et qu'il avait violé la constitution en signant à Vashington des préliminaires de paix sans l'assentiment des Cortès. »

M. Sagasta demanda aussitôt que les débats eussent lieu à huis clos. A la fin de la séance, les républicains, les carlistes et les roméristes sortirent en corps, pour pro-

tester contre ce huis clos en déclarant qu'ils ne rentreraient pas à la Chambre tant qu'il ne serait pas levé. M. Silvela et les conservateurs, tout en ne s'associant pas à la manifestation, protestèrent avec violence contre les procédés du gouvernement.

Un ami de Canovas, au Sénat, le comte de Las Almenas, se livra à de vigoureuses attaques contre les généraux qui avaient commandé à Cuba, Primo de Rivera, Weyler, Lopez Dominguez.

Il demanda qu'on leur arrachât leur croix et qu'on les étranglât avec leur écharpe.

Le général Weyler, qui était allé s'asseoir entre les républicains et les carlistes, ne démontra pas que le comte Las Almenas eût tort. Le sénateur pour Cuba M. Amblard lui rappela cette parole : — Je ne terminerai pas la guerre, mais j'en finirai avec le pays.

Le général Primero Rivera, reprenant la métaphore de M. Almenas, s'écria : — Ce qu'il faut faire, c'est fermer la bouche avec notre écharpe à ceux qui blâment les généraux.

Le général Dominguez ne dissimule pas sa théorie : les généraux sont irresponsables, le gouvernement seul est responsable ; par conséquent, s'il y a eu des lâchetés et des fautes commises par les généraux, ce sont les ministres seuls qui sont coupables. Et comme preuve, il rappelle que le général Vararey a été tué près de Santiago, que le général Linarès a été grièvement blessé, comme s'il n'y avait que les soldats qui dussent être tués et blessés !

Aux Cortès, le 9 septembre, M. Canalejas attaqua avec violence les ministres de la guerre et de la marine. Celui-ci répondit que l'amiral Cervera ayant demandé des instructions et des munitions, le ministre des colonies lui avait répondu : « Dieu vous protège ! » Le ministre de la guerre, le général Correa, au lieu de se défendre, demanda un vote de blâme qui le ferait abandonner une position où il ne constatait que son impuissance : comme si les hommes d'état et les hommes de guerre devaient compter la résignation pour une vertu ! Mais on vit ce spectacle qui montre l'anar-

chie politique et militaire de l'Espagne : un journaliste apporta à la tribune des Cortès un manifeste du général Polaviéja qui n'est ni député ni sénateur : et les Cortès se laissèrent imposer cette lecture ! Ce manifeste est le programme d'un nouveau parti, les Regenerationnistes.

Le premier officier frappé fut le colonel San Martin, qui ayant le tort de n'être pas encore général, a été condamné à l'emprisonnement perpétuel pour avoir remis Porto-Rico aux Américains. Depuis, des dépêches ont annoncé que le général Toral, les amiraux Montojo et Cervera et quelques autres seraient traduits devant des conseils de guerre : mais au moment où j'écris ces lignes, le gouvernement en est resté à la menace.

Le 10 septembre, le Sénat adopta le protocole de paix ; le 11, les Cortès suivirent son exemple et les ministres s'empressèrent de prononcer la clôture de la session.

Au cours des négociations, le gouvernement américain imposa la cession des Philippines.

Le gouvernement espagnol demanda un arbitrage : le gouvernement américain le rejeta et répondit en offrant 20 millions de dollars (100 millions de francs) pour l'acquisition des Philippines avec l'égalité de traitement au point de vue du commerce pendant cinq ans.

Le 28 novembre, les commissaires espagnols acceptèrent.

Le traité de paix donne toutes garanties aux Espagnols qui resteront dans les possessions cédées.

A Cuba, les troupes espagnoles malades, abandonnées, misérables, ne surent même pas supporter leur défaite avec dignité. Au mois de novembre, à la Havane les soldats firent une émeute en réclamant leur paye arriérée.

Ils disaient que les officiers avaient été payés avant leur départ pour l'Espagne tandis qu'ils revenaient dépourvus de tout. Heureusement que l'artillerie et la garde civique de la gendarmerie refusèrent de prendre part à ce mouvement.

Le premier navire portant des troupes

espagnoles, le Notre-Dame-du-Salut, arriva de Cuba à Barcelone avec 1.100 soldats, 39 étaient morts pendant la traversée 400 furent portés à l'hôpital et au sanatorium ; le reste pouvait à peine se tenir debout. Depuis, des navires ont fait des débarquements à Vigo, Cadix, Malaga, qui ont présenté le même spectacle de soldats grelottant sous des haillons de coton, sans manteaux, sans coiffures, sans argent, et épuisés par les maladies et la misère.

Le 1er janvier à midi le gouverneur général de Cuba remit, à la Havane, le gouvernement aux représentants des Etats-Unis. Le 12 décembre, les Espagnols avaient embarqué en grande pompe le cercueil de Christophe Colomb.

Ce gouvernement de prêtres et de soldats, qui n'a jamais compris le pouvoir que comme l'exploitation de ceux qui travaillent, après avoir étendu sa domination sur le Mexique, l'Amérique centrale, le Venezuela, la Nouvelle Grenade, le Pérou, le Chili, Saint-Dominique, la Jamaïque, est définitivement expulsé d'Amérique.

Les Espagnols ont eu en Afrique Oran, Bougie, Tunis. Il leur reste en dehors des Canaries, qui sont considérées comme province du royaume, Melilla et deux bagnes, Ceuta et Fernando Po, et de la poussière d'îles : Annobon, Corisco, Elobey. Ils ont eu dans l'Océanie, les Philippines : et maintenant ils abandonnent les Carolines dont ils n'avaient jamais pris une possession effective ; ils ont remis aux Etats-Unis une des îles Mariannes : et il leur reste Ponapi, Yap, les îles madréporiques de Pelew et une soixantaine de petites îles, qu'on appelle les îles Soulou.

Le gouvernement a fait, au mois de décembre 1898, une réforme, ce qui est extraordinaire, et une réforme utile : il a supprimé le ministère d'*ultramar*, le ministère des colonies.

Il aurait pu compléter cette réforme en supprimant le ministère de la marine.

Quant au ministère de la guerre, il est plus brillant que jamais. Il espère retrouver une nouvelle activité dans la guerre civile

et avoir prétexte à refaire de nouveaux généraux.

En décembre, le ministre de la guerre, le général Correa, a déclaré qu'il est nécessaire d'élever l'effectif de l'armée à 140.000 hommes à cause de l'agitation carliste. C'est une augmentation de 20 millions de pesetas au budget de la guerre. L'armée reste florissante au milieu des désastres. Weyler offre ses talents de bourreau à tous les partis, conservateurs, libéraux, carlistes, républicains. Les généraux Campos, Blanco, Lopez Dominguez, Primero Rivera se liguent contre lui. Le général Polavieja manifeste de son côté.

Tous écrasent de leur mépris patriotique M. Sagasta que leurs hauts faits ont forcé de signer la paix, et ils sont prêts à montrer à l'Espagne qu'elle peut toujours compter sur eux pour les pronunciamientos et les guerres civiles.

CHAPITRE IV

LES FINANCES DE L'ESPAGNE [1].

Les finances de l'Espagne sont dignes de sa politique : recettes toujours insuffisantes, emprunts chroniques.

Comme le montre, malgré son bienveillant optimisme, M. Raphaël Georges Levy dans une étude publiée en 1897, l'Espagne a usé sans limites des facilités de crédit ; elle a emprunté au dehors parce que ses habitants étaient trop pauvres pour couvrir les emprunts, et que ses révolutions fréquentes

1. Je me suis servi, pour établir cette situation, des renseignements sur les finances espagnoles, qui se trouvent dans les sept volumes du *Marché Financier*, de M. Arthur Raffalovich, parus depuis 1891.

ne leur donnaient pas confiance dans la solvabilité du trésor. Barzanallana pouvait soutenir en 1865 devant les Cortès « l'inconvénient et l'inutilité des emprunts à l'étranger » ; l'Espagne a toujours eu besoin d'y avoir recours.

Dès 1822, on a vu apparaître à la bourse de Paris quatre emprunts espagnols oscillant entre 14 et 85 0/0 de 1822 à 1831. Nous ne saurions suivre les transformations des emprunts en emprunts intérieurs et extérieurs, avec des émissions de titres différés, remplaçant les coupons non payés, comme en 1851, comme en 1867. Avant la révolution de septembre 1868, le capital nominal de la dette espagnole s'élevait à 3390 millions dont 1875 millions en extérieure, 1515 millions en intérieure. Le gouvernement du roi Amédée grossit ce capital de 1575, mais ne reçut en échange que 167 millions. Le gouvernement républicain qui suivit émit des titres de rente pour 1403 millions. En juin 1874, le total de la dette inscrite atteignait près de 10 milliards et demi, le service en exigeait 328

millions par an, c'est-à-dire en apparence 3 0/0 sur le capital nominal; mais une bonne partie de ces rentes avait été aliénée à des prix variant entre 20 et 30, le taux réellement payé ressortait à 12 0/0. En 1881, il fut procédé à une refonte de la dette. Le service des intérêts entièrement suspendu sous le roi Amédée et la République, avait été repris sous la monarchie restaurée d'Alphonse XII ; il devait être relevé successivement de 1 à 1 fr. 25 pour revenir au taux de 3 0/0. M. Camacho jugea préférable de convertir la dette en type 4 0/0 : à chaque porteur de 3 francs de rente, qui ne touchait que 1 fr. 25, il donne au type de 4 0/0 adopté pour les nouveaux titres un capital de 43 fr. 75. Il crée ainsi un capital nominal d'environ 2 milliards de francs de dette extérieure et 2 milliards de pesetas de dette intérieure. Ces quatre milliards de 1881 sont devenus, en y comprenant la dette flottante, plus de neuf milliards. Voici d'ailleurs les chiffres de la dette actuelle.

	Capital	Service annuel
	—	—
Dette Extérieure...........	1.971.151.000	78.846.040
Dette Intérieure............	2.350.808.300	93.609 657
Dette Amortissable.........	1.540.000.000	101.304.000
	5.861.959.300	273.759.697

Dette coloniale garantie par l'Espagne.

	Capital	Service annuel
	—	—
Cuba 1886...................	588.000.000	39.191.000
Cuba 1890...................	391.500.000	22.120.000
Philippines (série A et partie de la série B payable en pesetas)......................	151.000.000	10.650.000
	1.130.510.000	71.961.000

Résumé de la dette générale et coloniale.

	Capital	Service annuel
	—	—
Dettes Extérieure et Intérieure.................	4.321.959.000	172.455.697
Amortissable.............	1.540.000.000	101.304.000
Coloniale (Cuba et Philippines).................	1.130.550.000	71.961.000
Philippines :		
9.374.900 piastres équivalentes à.............	39.843.000	
au cours de 425 pesetas par piastre............		
Service : 656 250 piastres au même change......		2.789.000
	7.032.352.000	348.509.697

Il faut ajouter au service annuel de cette dette la perte du change correspondant à l'Extérieure. La dette flottante est de 2.042 millions (obligations du trésor 543 millions. Avances de la Banque sur douanes Cuba, emprunt intérieur de 800 millions, avance de la Compagnie des Tabacs 60 millions, obligations gagées sur les douanes 310 millions, découvert à Cuba 2042 millions).

Si la dette flottante est consolidée, si l'Espagne prend à sa charge la dette coloniale, elle arrive à un total de 522 millions, alors que le budget normal ne dépasse pas 750 millions; la dette absorberait 73 0/0 des recettes.

Avant la guerre de Cuba, le service de la dette, y compris les sommes affectées à la dette flottante, s'élevait à 320 millions. On voit quelle surcharge la guerre coloniale a entraînée; elle dépasse les forces contributives du pays.

Le déficit moyen a été de 50 millions par an.

Les dépenses de la guerre à Cuba et aux Philippines doivent approcher de deux

milliards. Il a été fait face à 1554 millions du 4 mars 1895 au 30 juin 1898 par la vente de billets hypothécaires de Cuba, d'obligations gagées par les douanes, par les prêts de la Banque d'Espagne sur titres (750 à 800 millions par l'emprunt des Philippines).

Les trop grandes facilités que l'Espagne a trouvées auprès de la Banque d'Espagne, qui, par amour de gros dividendes, s'est laissée exploiter par l'Etat, ont été désastreuses pour les finances publiques.

Les relations anciennes de la Banque avec le Trésor, les déficits constants de 1885 à 1895, ont été pour beaucoup dans le développement de l'émission des billets et dans le chiffre croissant des profits que la Banque a tirés des services rendus au Trésor. A la fin de 1894, la circulation fiduciaire était de 906 millions, avec une encaisse métallique (1/2 or) de 543 millions ; à la fin de 1895, encaisse 507 millions, circulation fiduciaire 994 millions ; à la fin de 1896, 1206 millions de billets, encaisse 493 millions. En 1898, l'émission de billets monte (31 déc.) à 1443 millions, avec une encaisse de 276 millions

or, 195 millions argent. La Banque arrivait à la limite de 1500 millions fixée par la loi de 1891 qui prorogea le privilège jusqu'en 1921. Une loi de 1898 a porté la limite à 2 500 000 000 pesetas.

A la fin de 1898, la Banque d'Espagne se se trouvait avoir prêté 1175 millions au Trésor contre pagarès nantis de la signature du Ministre des colonies et de l'endos du Trésor espagnol.

La rente extérieure 4 0/0, qui avait été cotée en 1894 à 75, est tombée en 1898 à 28, pour remonter après la paix successivement au-dessus de 40 et être poussée par la spéculation à un environ de 55 en février 1899.

Le change espagnol, qui ne perdait que 7 à 8 0/0 avant le commencement de la guerre de Cuba en 1895, est tombé à 25 0/0 de perte en 1897 ; en 1898, l'agio a fait des sauts formidables : janvier 33 0/0, 1er avril 42 0/0, 21 avril 70 0/0, 30 avril 90 0/0, 5 mai 115. La détente est venue et successivement le change est redescendu à 30 0/0, puis à 28 0/0 de perte (février 1898).

La France a engagé tout près de 3 mil-

liards de francs (capital nominal) en Espagne, en y comprenant les actions et obligations de chemins de fer. Il y a eu une forte dépréciation sur les actions des compagnies de chemins de fer, qui n'ont pu qu'exceptionnellement payer en francs les coupons des obligations.

Au mois de juillet, le gouvernement espagnol a décidé de ne payer en or que les coupons de titres appartenant à des étrangers et estampillés à l'étranger. 178 406 titres représentant 882 320 pesetas ont été estampillés.

Il a été présenté :

En France pour.......	582	millions.
En Angleterre pour....	125	—
En Belgique pour......	79	—
En Allemagne pour....	50	—
Aux Pays-Bas pour.....	33	—
En Portugal pour......	13	—

Nous avons vu que les intérêts de la dette absorbent 522 millions sur 750 millions de pesetas : restent 228 millions.

Sur ce chiffre, la liste civile, les pensions et autres dépenses irréductibles absorbent 74 millions.

Restent 154 millions pour les services de la guerre, de la marine, de la justice, de l'instruction publique, des travaux publics, etc.

La suppression du Ministère des colonies n'est pas suffisante pour établir l'équilibre budgétaire. Au moment où on parle de désarmement, l'Espagne pourrait en donner l'exemple. Personne ne menace ses frontières ; elle n'a plus à faire de guerre à Cuba et aux Philippines. En supprimant son armée, elle économiserait ses généraux de guerre civile ; mais c'est un motif pour qu'aucun gouvernement n'ose prendre cette mesure, aussi utile à son hygiène morale qu'à ses nécessités financières.

L'administration, qui change à chaque ministère, est à la fois tracassière, corrompue et lâche. Il y a les impôts sur le papier, et les impôts de la réalité. Le contribuable influent sait faire, comme au bon temps des privilèges, porter tout le poids de l'impôt sur les contribuables que n'ont à redouter ni les hommes politiques ni les agents du fisc.

M. Alonso de Beraza m'écrivait (*Siècle* du 25 novembre 1894) :

« Autrefois, avant la réforme de 1869, il y avait dans quelques petites villes françaises de la frontière, des maisons d'*assurance contre la douane*. Le taux, la prime d'assurance était bien connue. Pour 25 0/0 pour les tissus de laine, et 22 0/0 pour les tissus de soie, sur le montant de la facture, l'assureur se chargeait de livrer la marchandise en Espagne *à domicile,* à ses risques et périls.

«Avec le régime libéral, ces assurances et ses entrées en fraude avaient disparu. Le tarif douanier ne laissait plus une marge suffisante pour les risques du contrebandier.

« Mais tout cela est revenu aussitôt que notre monstrueux tarif actuel a été mis en vigueur. Beaucoup de produits français peuvent entrer ainsi en fraude en Espagne ».

Les douaniers et les contrebandiers font du libre échange pratique, mais illégal et arbitraire.

Tandis que les Espagnols se réservaient le monopole de leur commerce avec les Antilles espagnoles, ils frappaient le sucre venant des Antilles Espagnoles de droits qui ont monté du 1er août 1877 au 23 juillet 1878,

de 40.10 pesetas par 100 kilogrammes et qui, depuis 1892, sont de 33,50 pesetas. En 1869, la valeur de la tonne de sucre était de 637.50 pesetas, et payait un droit de 215.30 pesetas, soit 34 pour 100 ; en 1896, ce produit ne valait plus que 450 pesetas la tonne et payait un droit de 335 pesetas, soit 72 0/0.

Malgré les efforts de l'Espagne, la moyenne annuelle des exportations de Cuba aux Etats-Unis, pendant la période quinquennale 1891-5 a été de 344 millions de pesetas, et en Espagne de 38, soit en plus 306 millions par an. Quand Cuba exportait un à l'Espagne, elle exportait 10 aux Etats-Unis. Les Etats-Unis achetaient à peu près 80 pour 100 du sucre de l'île [1].

Ces chiffres suffisent pour expliquer que Cuba devait fatalement se dérober tôt ou tard au joug de l'Espagne.

Voici déjà les premiers résultats de son émancipation constatés dans une lettre privée qu'un de nos amis a reçue d'un Cubain

1. *Bulletin de la Chambre de commerce française de Madrid*, avril 1898.

et que le *Siècle* a publiée dans son numéro du 17 janvier 1897 :

La Havane, 25 décembre 1898.

« ... Quand vous recevrez cette lettre nous serons sous « the Stars and Stripes », et je crois que ce chapeau « has come to stay », comme disent nos nouveaux alliés et protecteurs les Américains ! Je crois qu'il en sera ici comme à Tunis pour la France et en Egypte pour l'Angleterre ; en tous cas je ne suis plus un « fier Castillan » car je suivrai les destinées de mon pays. Celles-ci promettent d'être belles. Nous allons jouir de la vraie liberté à l'américaine. Ça commence déjà. Notre église catholique est déclarée par Mac Kinley indépendante de l'État ; elle ne relève plus que du pape, lequel a nommé délégué apostolique un Français : Mgr Deschappel est évêque de la Nouvelle Orléans. Les Américains nous donnent un tarif douanier plus bas de 62 0/0 que celui dont nous *jouissions* avant la guerre, et malgré cela la douane de Santiago a produit 25 0/0 de plus que pendant la période correspondante, ce

qui tient surtout à ce qu'on ne vole plus. Les Américains ont encore supprimé les passeports à l'intérieur ; c'était une taxe exorbitante ; mon passeport *cedula personal* me coûtait 100 piastres, c'est-à-dire 500 francs par an. De plus on a supprimé le papier timbré, autre taxe exorbitante, pour la moindre transaction. Supprimés encore les droits sur les ventes des immeubles ; aussi la propriété augmente beaucoup de valeur et les réalisations sont faciles, tandis que le régime espagnol nous écrasait de tributs. Si cela continue et surtout si nous pouvons introduire nos sucres en franchise aux Etats-Unis, Cuba sera bientôt plus riche que le Klondyke ! »

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE III

LES PHILIPPINES ET CUBA

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

LIVRE IV

LA CONCEPTION POLITIQUE DE L'ESPAGNE

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

LIVRE V

LES PAYS SOUMIS A L'ESPAGNE

LIVRE VI

LA POLITIQUE DES PRONUNCIAMIENTOS

LIVRE VII

LA CONSTITUTION DE 1896